

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 37**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 6
no Me 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

Pages

Arrêté n° 3-2016 DFIP-PF du 2 mai 2016 relatif au régime d'ouverture au public des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française	4964
---	------

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 23 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Karim Achille, agent de police municipale	4964
---	------

Arrêté n° HC 24 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Marcel Poe Jean-Paul Heiura Kwong, agent de police municipale	4965
---	------

Arrêté n° HC 25 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Tamaui Guy Tauotaha, agent de police municipale	4966
---	------

Arrêté n° HC 26 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Donald Rupe Terimoe Dauphin, agent de police municipale	4967
---	------

Arrêté n° HC 27 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Tommy Teritua Tuaiva, agent de police municipale	4968
--	------

Arrêté n° HC 28 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Wilfred Manu Lehartel, agent de police municipale	4969
---	------

Arrêté n° HC 29 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Sylvain Tini Yieng Kow, agent de police municipale	4970
--	------

Arrêté n° HC 30 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jean-Michel Kautai, agent de police municipale	4971
---	------

Arrêté n° HC 31 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Robert Teaniniuraitemoana, agent de police municipale	4972
--	------

Arrêté n° HC 32 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Turiateanuanua Tekakeoteragi, agent de police municipale	4973
---	------

Arrêté n° HC 33 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Vatea Calixte Maruhi, agent de police municipale	4974
---	------

Arrêté n° HC 34 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Charles Tupai, agent de police municipale	4975
Arrêté n° HC 35 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Dario Paiatua Chang Si Men, agent de police municipale	4976
Arrêté n° HC 36 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Angélo Heinui Yee-On, agent de police municipale	4976
Arrêté n° HC 37 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Steeve Maheanuu Tuihani, agent de police municipale	4977
Arrêté n° HC 38 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Vaiarii Olivier Teariki, agent de police municipale	4978
Arrêté n° HC 39 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Charles Marc John Afou, agent de police municipale	4979
Arrêté n° HC 40 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Médéric Fareura Evans Raioha, agent de police municipale	4980
Arrêté n° HC 41 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Ramsès Teuratuao Tetaronia, agent de police municipale	4981
Arrêté n° HC 42 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Antoine Marcellino Tehaamoana, agent de police municipale	4982
Arrêté n° HC 43 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jean Eric Taia Tahaia, agent de police municipale	4983
Arrêté n° HC 44 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Damien Henri Hititemanava Deligny, agent de police municipale	4984
Arrêté n° HC 45 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Teikiuitoua Albert Oto Tetohu, agent de police municipale	4985
Arrêté n° HC 46 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Henri Heremoana Drollet, agent de police municipale	4986
Arrêté n° HC 47 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Pedro Maheanuu Jeune, agent de police municipale	4987
Arrêté n° HC 48 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Johann Teheiarai Handerson, agent de police municipale	4988
Arrêté n° HC 49 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jackaroe Hoffmann, agent de police municipale	4988
Arrêté n° HC 50 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Etienne Hiti, agent de police municipale	4989
Arrêté n° HC 51 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Marurai Francis Dexter, agent de police municipale	4990
Arrêté n° HC 52 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Andy Edouard, Tepakia Jean, agent de police municipale	4991
Arrêté n° HC 53 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Nicolas Tevai Teiho, agent de police municipale	4992
Arrêté n° HC 58 IDV du 11 avril 2016 portant agrément de Mme Aeata Lise Jacquet, agent de la police municipale de la commune de Mahina	4993
Arrêté n° HC 59 IDV du 11 avril 2016 portant agrément de M. Ihopu Lazard Tetohu, agent de la police municipale de la commune de Paea	4994
Arrêté n° HC 62 IDV du 20 avril 2016 portant agrément de M. Teihotu Maurice Vincent, agent de la police municipale de la commune de Mahina	4994

Arrêté n° HC 63 IDV du 20 avril 2016 portant agrément de M. Terootae Jean Douglas Urarii, agent de la police municipale de la commune de Mahina	4995
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 543 DIE/FIP du 20 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2550 DIE/FIP du 30 décembre 2014 relatif à l'opération intitulée "La réfection des installations incendie scolaires de Hao", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2014	4996
Arrêté n° 549 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 724 884 F CFP, soit 22 834,53 euros à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération "DTIC; installation d'énergie solaire à la cuisine centrale de Unaa", volet : Energies renouvelables, année de programmation : 2016	4996
Arrêté n° 550 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 258 694 FCFP, soit 18 927,86 euros à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'équipements de protection individuelle (EPI)", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	4997
Arrêté n° 551 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 623 256 F CFP, soit 21 982,89 euros à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération "Acquisition de matériels de lutte contre l'incendie", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	4998
Arrêté n° 552 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 244 947 F CFP, soit 10 432,66 euros à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération "Acquisition de matériels de secours", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	4999
Arrêté n° 553 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 659 167 F CFP, soit 22 283,82 euros à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération "DTIC, acquisition d'un chargeur excavateur", volet : Déchets, année de programmation : 2016	5001
Arrêté n° 554 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 199 676 F CFP, soit 1 673,29 euros à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'un téléphone Inmarsat Isat Phone Pro et ses accessoires", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5002
Arrêté n° 555 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 478 662 F CFP, soit 4 011,19 euros à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération "Passage en alimentation solaire de la sirène de Unaa", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5003
Arrêté n° 556 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération "Renouvellement des équipements informatiques", volet : Acquisition de matériels informatiques et logiciels, année de programmation : 2016	5004
Arrêté n° 557 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 793 437 F CFP, soit 15 029 euros à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'équipements de protection individuelle", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5005
Arrêté n° 558 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 4 049 892 F CFP, soit 33 938,10 euros à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération "Acquisition de matériels de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5007
Arrêté n° 559 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT) pour sapeur-pompier", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5008
Arrêté n° 560 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 952 508 F CFP, soit 16 362,02 euros à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération "Fourniture et installation des panneaux photovoltaïques sur la toiture de la cantine scolaire de l'école Hataitararoa", volet : Energies renouvelables, année de programmation : 2016	5009
Arrêté n° 561 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT)", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016	5010

Arrêté n° 562 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 781 082 F CFP, soit 14 925,47 euros à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération "Installation d'une centrale photovoltaïque à la cuisine centrale de Amaru", volet : Energies renouvelables, année de programmation : 2016	5012
Arrêté n° 563 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 4 211 053 F CFP, soit 35 288,62 euros à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération "DTIC, acquisition d'une tractopelle pour le centre d'enfouissement technique (CET)", volet : Déchets, année de programmation : 2016	5013
Arrêté n° 564 DIE/FIP du 22 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération "Renouvellement de l'infrastructure informatique", volet : Acquisition de matériels informatiques et logiciels, année de programmation : 2016	5014

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Avis de l'assemblée de la Polynésie française

Avis n° 2016-7 A/APF du 28 avril 2016 sur la proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes	5016
Avis n° 2016-8 A/APF du 28 avril 2016 sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales	5017

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 499 CM du 28 avril 2016 portant nomination de M. Alain Tching Fouk Aon en qualité de chef de la délégation pour le développement des communes par intérim	5018
Arrêté n° 500 CM du 28 avril 2016 portant nomination de M. Lionel Bach, chef adjoint de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts, en qualité de directeur des impôts et des contributions publiques par intérim du 6 au 20 mai 2016	5018
Arrêté n° 502 CM du 28 avril 2016 portant nomination de Mme Tania Tehei en qualité de chef de service par intérim du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.	5019
Arrêté n° 507 CM du 28 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 633 CM du 17 avril 2014 relatif au secrétariat général du médiateur de la Polynésie française.	5019
Arrêté n° 509 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Bleu Lagon Production pour l'écriture d'une série de documentaires, intitulée "Artisanas"	5019
Arrêté n° 510 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour la production d'un clip musical, intitulé "Slow down the river"	5020
Arrêté n° 511 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour l'écriture d'une série de films d'animation, intitulée "Heiva"	5022
Arrêté n° 512 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'EURL ONESIA pour le développement d'une série de documentaires, intitulée "Pari Pari Fenua"	5022
Arrêté n° 513 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour le financement de son activité générale pour l'année 2016	5023
Arrêté n° 514 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ligue marquisienne de va'a pour le financement de son projet "Nuku Hiva Tama Hoe 2016"	5029
Arrêté n° 515 CM du 28 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 213 CM du 29 février 2016 et modification de l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la route territoriale, liaison entre le village de Hakahau et l'aéroport, sise à Ua Pou, dans l'archipel des Marquises et déclarant cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération.	5033

Arrêté n° 519 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mahina pour financer un voyage pédagogique aux Marquises.	5044
Arrêté n° 520 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'un camion benne à ordures ménagères de 12 mètres cubes	5045
Arrêté n° 521 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour les études de réfection de la voirie	5046
Arrêté n° 522 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution du concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la rénovation de la canalisation de descente du réservoir de stockage du Bain des Vierges vers la RT1 à Mataeia	5047
Arrêté n° 523 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution du concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau de Vaiite à Papeari.	5048
Arrêté n° 524 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne)	5050
Arrêté n° 525 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution du concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la rénovation du réseau d'éclairage public du centre-ville	5050
Arrêté n° 526 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux de réfection de la voie Aratia Tavae A Poheroa.	5052
Arrêté n° 528 CM du 29 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 2068 CM du 20 décembre 2011 portant application de l'article L. 310-7 du code de commerce pour ce qui concerne les soldes.	5053
Arrêté n° 529 CM du 29 avril 2016 fixant la période de soldes pour l'année 2016	5053

EXTRAITS

Arrêté n° 516 CM du 29 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 2-2016 IIME du 29 mars 2016 de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant adoption et rendant applicable à l'IIME, l'avenant n° 18 à la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française. .	5053
Arrêté n° 517 CM du 29 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 4-2016 IIME du 29 mars 2016 de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant modification de la délibération n° 11-2008 IIME du 2 octobre 2008 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux personnels nommés aux fonctions d'intérim du directeur de l'Institut d'insertion médico-éducatif.	5055
Arrêté n° 518 CM du 29 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 6-2016 IIME du 29 mars 2016 de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant adoption du budget primitif de l'Institut d'insertion médico-éducatif pour l'exercice 2016.	5056
Arrêté n° 530 CM du 29 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 1-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du port autonome de Papeete attribuant une subvention à l'association Tahiti Cruise Club	5071

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 296 PR du 27 avril 2016 portant délégation de signature à Mme Solange Calissi, receveur des impôts	5072
Arrêté n° 304 PR du 28 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 398 PR du 17 juin 2015 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome n° 13 de la direction des impôts et des contributions publiques.	5072
Arrêté n° 306 PR du 29 avril 2016 relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement.	5073
Arrêté n° 307 PR du 29 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement.	5073

Vice-présidence

- Arrêté n° 3594 VP du 29 avril 2016 portant délégation de signature à M. Lionel Bach, directeur des impôts et des contributions publiques par intérim, ainsi qu'à certains agents de la direction des impôts et des contributions publiques durant la période du 6 au 20 mai 2016 inclus. 5074

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

- Arrêté n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 34 ingénieurs subdivisionnaires et de 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française 5076

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

- Arrêté n° 3417 MEI/DGAE du 26 avril 2016 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois de mai 2016 5081
- Arrêté n° 3418 MEI/DAE du 26 avril 2016 portant extension de 117 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle. 5083
- Arrêté n° 3419 MEI du 26 avril 2016 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Turu-Ma Aide aux handicapés". 5094
- Arrêté n° 3514 MEI du 27 avril 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Dayana Huri sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 403) 5096
- Arrêté n° 3515 MEI du 27 avril 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 63) 5097
- Arrêté n° 3533 MEI du 28 avril 2016 abrogeant l'arrêté n° 7935 MEI du 9 septembre 2015 portant octroi d'un agrément de commerçant en holoturies au profit de la SARL Hotu Moana Seafood, représentée par son gérant M. Anapa'arii Boosie-Haereraaroa. 5098
- Arrêté n° 3534 MEI du 28 avril 2016 abrogeant l'arrêté n° 7691 MEI du 3 septembre 2015 portant octroi d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Hotu Moana Seafood, représentée par son gérant M. Anapa'arii Boosie-Haereraaroa. 5098
- Arrêté n° 3565 MEI/DAE du 28 avril 2016 portant reconnaissance de 164 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle. 5099
- Arrêté n° 3566 MEI/DAE du 28 avril 2016 portant extension de 132 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle. 5102

Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

- Arrêté n° 3399 MLV du 26 avril 2016 portant affectation de la place Tahua Autonomie sise commune de Papeete, au profit du service des parcs et jardins et de la propreté 5116
- Arrêté n° 3400 MLV du 26 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 130 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "plateau de Toovii", référencée PVB n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit de la société coopérative Mokai 5119
- Arrêté n° 3410 MLV du 26 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 143 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "plateau de Toovii", référencée PVB n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit de la Coopérative des éleveurs de Nuku Hiva Te Ana O Nihi 5120
- Arrêté n° 3411 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 10719 MLV du 4 décembre 2015 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6 et n° 31, et les constructions y édifiées, au profit du service des moyens généraux 5121

Arrêté n° 3412 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 7954 MLV du 9 septembre 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la propriété Laharrague, cadastrée commune de Pirae, section D n° 198 et les constructions y édifiées, au profit de la direction des transports terrestres	5121
Arrêté n° 3413 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 7609 MLV du 3 novembre 2010 portant affectation d'un remblai maritime cadastré commune de Hao, section AK n° 82, au profit de la direction de l'équipement ...	5122
Arrêté n° 3414 MLV du 26 avril 2016 autorisant le renouvellement de la location d'une emprise de 615 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public cadastré section PC n° 40, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, au profit de M. Maurice Taurei	5123
Arrêté n° 3415 MLV du 26 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 11342 MLV du 29 décembre 2014 et constatant la résiliation conventionnelle du bail du 1er mars 2015 relatif à la location d'une parcelle de terre dénommée "Fanauga Teaveave", cadastrée section BH n° 7, sise commune de Reao, au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihī Pahuatini.	5124
Arrêté n° 3416 MLV du 26 avril 2016 autorisant la substitution de débiteur suite à la cession du fonds de commerce de coiffure exploité au rez-de-chaussée de l'immeuble dit Juventin édifié sur la parcelle dépendant de la terre dénommée "Vaïami partie", cadastrée commune de Papeete, section AD n° 30, au profit de Mme Maire de Guigne	5124
Arrêté n° 3535 MLV du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié portant délégation de signature à Mme Loyana Legall, directrice des affaires foncières	5125
Arrêté n° 3561 MLV du 28 avril 2016 autorisant l'occupation par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, d'une emprise de 2 000 mètres carrés à détacher de la terre Pahumano, cadastrée commune de Nuku Hiva, commune associée de Hatiheu, section BY n° 28, appartenant à la commune de Nuku Hiva.	5126
Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports	
Arrêté n° 3444 MEE du 27 avril 2016 portant nomination des représentants de l'administration habilités à siéger aux commissions consultatives paritaires relevant de la direction générale de l'éducation et des enseignements	5127
Arrêté n° 3536 MEE du 28 avril 2016 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.	5128
Arrêté n° 3537 MEE du 28 avril 2016 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.	5128
Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs	
Arrêté n° 3375 MET/DTT du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-072 de M. Denis Teririha Gatata.	5129
Arrêté n° 3385 MET du 26 avril 2016 portant agrément à l'organisme de formation Moana Formation pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines"	5130
Arrêté n° 3388 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.	5132
Arrêté n° 3389 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier	5134
Arrêté n° 3390 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial en faveur de l'entreprise Design Travaux.	5136
Arrêté n° 3392 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-087 de Mme Paulette Bennet, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	5138
Arrêté n° 3393 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-124 de Mme Marie Payet, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.	5138
Arrêté n° 3394 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-021 de M. Benjamin Win, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.	5139

Arrêté n° 3395 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-063 de Mme Rosa Lowing, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	5140
Arrêté n° 3396 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-030 de Mme Violaine Moïse, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	5140
Arrêté n° 3397 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-134 de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	5140
Arrêté n° 3398 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-036 de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	5142
Arrêté n° 3532 MET du 28 avril 2016 portant nomination de M. Marcel Riveta, aide technique principal de la fonction publique de la Polynésie française, en qualité de chef de secteur de Rurutu de la subdivision des Australes de la direction de l'équipement	5142
Arrêté n° 3538 MET du 28 avril 2016 portant transfert de l'autorisation n° 076 TXT 01 et de la licence de taxi 1-076 délivrées à M. Mike Matahi Tchan pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de M. Adrien Robert O'Connor	5143
Arrêté n° 3539 MET du 28 avril 2016 portant transfert de l'autorisation n° 012 TXM 01 et de la licence de taxi 1-012 délivrées à M. Outu Sandy Amaru pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Moorea, au profit de Mme Sandy Turere Shirley Germain	5143
Arrêté n° 3585 MET du 28 avril 2016 autorisant à titre exceptionnel, le navire Taporo VI à desservir les îles de Takapoto et des Marquises lors de son voyage n° 26 bis du 28 avril 2016 par dérogation à sa ligne régulière	5144

EXTRAITS

Arrêté n° 3386 MET du 26 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maireriki cadastrée A4-848 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina dans l'archipel des Tuamotu	5144
Arrêté n° 3387 MET du 26 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava cadastrée A4-853 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina dans l'archipel des Tuamotu	5144
Arrêté n° 3457 MET du 27 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	5145
Arrêté n° 3458 MET du 27 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	5145
Arrêté n° 3459 MET du 27 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	5145
Arrêté n° 3460 MET du 27 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Araarapuupuu cadastrée BH 36 (plan 19) nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora	5145
Arrêté n° 3461 MET du 27 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	5146
Arrêté n° 3564 MET du 28 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Togare 1, section H6, parcelles n° 326-367 et n° 405 nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Takaroa, dans l'archipel des Tuamotu	5146

Ministère de la santé et de la recherche

Arrêté n° 3439 MSR du 27 avril 2016 portant autorisation de détention et d'utilisation de sources de rayonnements ionisants à des fins non médicales	5146
--	------

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 23-2016 APF/SG du 28 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française.	5153
Arrêté n° 24-2016 APF/SG du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 40-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection des représentants au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française.	5153

ACTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS**Office polynésien de l'habitat**

Décision n° 201603291349 du 29 mars 2016 portant délégation de signature.	5154
Décision n° 201603291359 du 29 mars 2016 portant délégation de signature.	5154

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Loi organique n° 2016-506 du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle (JORF du 26 avril 2016)	5155
Loi n° 2016-508 du 25 avril 2016 de modernisation de diverses règles applicables aux élections (JORF du 26 avril 2016).	5157
Arrêté du 5 avril 2016 portant subdélégation de signature relatif à certains actes de gestion des ressources humaines. .	5159

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Textes des lois du pays adoptés par l'assemblée. — Texte adopté n° 2016-14 LP/APF du 28 avril 2016 de la loi du pays portant modification des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail et au repos	5161
Service de l'urbanisme. — 1° Certificat de conformité n° 1212 MET/SAV du 22 avril 2016 concernant les travaux de viabilisation de 3 lots n° 3, n° 4 et n° 5 en extension au lotissement industriel Jade sis à Papeete	5162
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 18 au 22 avril 2016	5162

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	5165
Annonces diverses	5169
Annonces marchés publics	5175

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

ARRETE n° 3-2016 DFIP-PF du 2 mai 2016 relatif au régime d'ouverture au public des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française.

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 27 mars 2012 portant intégration, nomination, promotion, mutation et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

Vu le décret du 24 août 2015 portant nomination de Mme Ghislaine Veyssier, administratrice générale des finances publiques, directrice locale des finances publiques de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1-2016 DFIP-PF du 15 janvier 2016 ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er.— Les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française seront fermés à titre exceptionnel les 6 mai 2016, 15 juillet 2016 et 31 octobre 2016.

Art. 2.— L'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2016.
Pour l'administrateur général
des finances publiques :
Le fondé de pouvoir,
Dominique GROSJEAN.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 23 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Karim Achille, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Karim Achille, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage délivrée le 21 janvier 2016 par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Karim Achille à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Karim Achille, né le 16 juin 1972 à Papeete, agent de police municipale de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale

ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 24 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Marcel Poe Jean-Paul Heiura Kwong, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Marcel Poe Jean-Paul Heiura Kwong, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage délivrée le 21 janvier 2016 par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Marcel Poe Jean-Paul Heiura Kwong à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Marcel Poe Jean-Paul Heiura Kwong, né le 22 mars 1978 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 25 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Tamaui Guy Tauotaha agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Tamaui Guy Tauotaha, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage délivrée le 21 janvier 2016 par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Tamaui Guy Tauotaha à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Tamaui Guy Tauotaha, né le 2 décembre 1985 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 26 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Donald Rupe Teriimoe Dauphin, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Donald Rupe Teriimoe Dauphin, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage délivrée le 21 janvier 2016 par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Donald Rupe Teriimoe Dauphin à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Donald Rupe Teriimoe Dauphin, né le 11 septembre 1984 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est

notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 27 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Tommy Teriitua Tuaiva, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Tommy Teriitua Tuaiva, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage délivrée le 21 janvier 2016 par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Tommy Teriitua Tuaiva à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Tommy Teriitua Tuaiva, né le 1er janvier 1979 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 28 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Wilfred Manu Lehartel, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Wilfred Manu Lehartel, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Wilfred Manu Lehartel à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Wilfred Manu Lehartel, né le 6 août 1982 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 29 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton de défense, arme de catégorie D, à M. Sylvain Tini Yieng Kow, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton de défense" à M. Sylvain Tini Yieng Kow, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Sylvain Tini Yieng Kow à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Sylvain Tini Yieng Kow, né le 27 novembre 1980 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter une matraque de type "bâton de défense à poignée latérale" dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 30 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jean-Michel Kautai, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Jean-Michel Kautai, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Jean-Michel Kautai à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Michel Kautai, né le 1er août 1972 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 31 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Robert Teaniniuraitemoana, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Robert Teaniniuraitemoana, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Robert Teaniniuraitemoana à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Robert Teaniniuraitemoana, né le 21 juin 1966 à Makatea, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22-mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 32 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Turiateanuanua Tekakeoteragi, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Turiateanuanua Tekakeoteragi, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Turiateanuanua Tekakeoteragi à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Turiateanuanua Tekakeoteragi, né le 26 septembre 1976 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 33 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Vatea Calixte Maruhi, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Vatea Calixte Maruhi, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Vatea Calixte Maruhi à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Vatea Calixte Maruhi, né le 14 octobre 1985 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par

voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 34 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Charles Tupai, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Charles Tupai, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Charles Tupai à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Charles Tupai, né le 28 juin 1975 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 35 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Dario Paiatua Chang Si Men, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Dario Paiatua Chang Si Men, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Dario Paiatua Chang Si Men à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Dario Paiatua Chang Si Men, né le 28 janvier 1973 Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 36 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Angélo Heinui Yee-On, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Angélo Heinui Yee-On, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Angélo Heinui Yee-On à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Angélo Heinui Yee-On, né le 6 mai 1973 à Maupiti, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 37 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Steeve Maheanu Tuihani, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR.INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Steeve Maheanuu Tuihani, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Steeve Maheanuu Tuihani à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Steeve Maheanuu Tuihani, né le 11 novembre 1982 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 38 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Vaiaarii Olivier Teariki, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Vaiarii Olivier Teariki, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Vaiarii Olivier Teariki à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Vaiarii Olivier Teariki, né le 3 novembre 1986 à Afareaitu, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 39 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Charles Marc John Afou, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Charles Marc John Afou, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Charles Marc John Afou à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Charles Marc John Afou, né le 13 juin 1971 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des

îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 40 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Médéric Fareura Evans Raioha, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Médéric Fareura Evans Raioha, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Médéric Fareura Evans Raioha à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Médéric Fareura Evans Raioha, né le 24 août 1977 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 41 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Ramsès Teuratua Tetaronia, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Ramsès Teuratua Tetaronia, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Ramsès Teuratua Tetaronia à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Ramsès Teuratua Tetaronia, né le 11 juin 1975 à Raivavae, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 42 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Antoine Marcellino Tehaamoana, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Antoine Marcellino Tehaamoana, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Antoine Marcellino Tehaamoana à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Antoine Marcellino Tehaamoana, né le 29 avril 1963 à Atuona, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 43 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jean Eric Taia Tahaia, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Jean Eric Taia Tahaia, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Jean Eric Taia Tahaia à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean Eric Taia Tahaia, né le 27 octobre 1964 à Fangatau, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- entre 23 heures et 6 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de

l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 44 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Damien Henri Hititemanava Deligny, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Damien Henri Hititemanava Deligny, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Damien Henri Hititemanava Deligny à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Damien Henri Hititemanava Deligny, né le 28 août 1972 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 45 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Teikiuitoua Albert Oto Tetohu, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Teikiuitoua Albert Oto Tetohu, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Teikiuitoua Albert Oto Tetohu à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Teikiuitoua Albert Oto Tetohu, né le 30 mars 1966 à Nuku Hiva, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 46 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Henri Heremoana Drollet, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Henri Heremoana Drollet, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Henri Heremoana Drollet à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Henri Heremoana Drollet, né le 5 avril 1979 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des

îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 47 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Pedro Maheanu Jeune, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Pedro Maheanu Jeune, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Pedro Maheanu Jeune à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Pedro Maheanu Jeune, né le 13 juillet 1973 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 48 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Johann Teheiarri Handerson, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Johann Teheiarri Handerson, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Johann Teheiarri Handerson à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Johann Teheiarri Handerson, né le 10 septembre 1977 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.

Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 49 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Jackaroe Hoffmann, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Jackaroe Hoffmann, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Jackaroe Hoffmann à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 10 février 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Jackaroe Hoffmann, né le 30 juin 1974 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 50 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Etienne Hiti, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Etienne Hiti, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Etienne Hiti à la formation au BTD ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Etienne Hiti, né le 13 mai 1959 à Raroia, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 51 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Marurai Francis Dexter, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Marurai Francis Dexter, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Marurai Francis Dexter à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Marurai Francis Dexter, né le 29 janvier 1974 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- *entre 6 heures et 23 heures* : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- *de jour comme de nuit* : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 52 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Andy Edouard Tepakia Jean, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation

de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Andy Edouard Tepakia Jean, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Andy Edouard Tepakia Jean à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— M. Andy Edouard Tepakia Jean, né le 26 novembre 1976 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2.— L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3.— L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4.— L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 53 IDV du 22 mars 2016 autorisant le port du bâton télescopique de défense, arme de catégorie D, à M. Nicolas Tevai Teiho, agent de police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 511-12, R. 511-14 à 16, R. 511-18, R. 511-19, R. 511-25 et R. 545-1 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

Vu la circulaire n° NOR INT K 1300185 C du 30 janvier 2013 ;

Vu la convention de coordination conclue le 3 décembre 2014 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le maire de la commune de Papeete ;

Vu la lettre du maire de la commune de Papeete du 10 février 2016 demandant la délivrance d'une autorisation de porter l'arme "bâton télescopique de défense" à M. Nicolas Tevai Teiho, agent de la police municipale de Papeete ;

Vu l'attestation de stage du 21 janvier 2016 délivrée par le président du centre de gestion et de formation confirmant la participation de M. Nicolas Tevai Teiho à la formation au BTB ou BDPL ;

Vu le certificat médical d'aptitude physique et mentale au port d'un moyen de défense intermédiaire du 29 janvier 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — M. Nicolas Tevai Teiho, né le 5 janvier 1989 à Papeete, agent de police municipale de la commune de Papeete, est autorisé à porter le "bâton télescopique de défense", moyen de défense intermédiaire de catégorie D, dans le cadre des missions suivantes :

- entre 6 heures et 23 heures : la surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public si les personnes et les biens sont exposés à un risque identifié de nature à compromettre leur sécurité ;
- de jour comme de nuit : les interventions, sur appel d'un tiers ou à la demande des services de la gendarmerie nationale, sur les lieux où se produisent des troubles à la tranquillité publique.

Art. 2. — L'usage de l'arme précitée est strictement limité au cas de la légitime défense dans les conditions prévues par l'article L. 122-5 du code pénal.

L'agent de police municipale devra respecter impérativement les obligations définies à l'article R. 511-25 du code de la sécurité intérieure, notamment le port de l'arme, de manière continue et apparente, lors des missions énumérées à l'article 1er ci-devant.

Art. 3. — L'agent doit signaler sans délai à l'autorité hiérarchique tout vol et toute perte ou détérioration de son armement.

Art. 4. — L'autorisation de port d'arme sera suspendue en cas de suspension de l'agrément d'agent de police municipale.

Cette autorisation deviendra automatiquement caduque en cas de retrait de l'agrément d'agent de police municipale ou en cas de cessation définitive des missions justifiant le port de l'arme.

Elle pourra être retirée pour des considérations d'ordre public et de sécurité des personnes.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'agent municipal concerné, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2016.
Lionel BEFFRE.

ARRETE n° HC 58 IDV du 11 avril 2016 portant agrément de Mme Aeata Lise Jacquet, agent de la police municipale de la commune de Mahina.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 273-2015 du 11 septembre 2015 portant recrutement de Mme Aeata Lise Jacquet en qualité de fonctionnaire stagiaire ;

Vu la lettre n° 2 MAH/DPM/15 du 16 novembre 2015 du maire de la commune de Mahina formulant la demande d'agrément de Mme Aeata Lise Jacquet, agent de la commune de Mahina ;

Vu la décision d'agrément n° 112 MC 16 du 30 mars 2016 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er. — Mme Aeata Lise Jacquet, née le 27 janvier 1987 à Papeete, agent de la police municipale de la commune de Mahina, est agréée à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Mahina sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à Mme Aeata Lise Jacquet, par les soins du maire et M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 59 IDV du 11 avril 2016 portant agrément de
M. Ihopu Lazard Tetohu, agent de la police municipale
de la commune de Paea.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 97-15 du 16 décembre 2015 portant recrutement de M. Ihopu Lazard Tetohu en qualité de fonctionnaire stagiaire ;

Vu la lettre n° 2 MAH/DPM/15 du 16 novembre 2015 du maire de la commune de Mahina formulant la demande

d'agrément de M. Ihopu Lazard Tetohu, agent de la commune de Mahina ;

Vu la décision d'agrément n° 113 MC 16 du 30 mars 2016 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Ihopu Lazard Tetohu, né le 30 avril 1986 à Papeete, agent de la police municipale de la commune de Paea, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Paea sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à M. Ihopu Lazard Tetohu, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 62 IDV du 20 avril 2016 portant agrément de
M. Teihotu Maurice Vincent, agent de la police
municipale de la commune de Mahina.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 282-2015 du 6 octobre 2015 portant recrutement de M. Teihotu Maurice Vincent en qualité de fonctionnaire stagiaire ;

Vu la lettre n° 2 MAH/DPM/15 du 16 novembre 2015 du maire de la commune de Mahina formulant la demande d'agrément de M. Teihotu Maurice Vincent, agent de la commune de Mahina ;

Vu la décision d'agrément n° 185 MC 16 du 13 avril 2016 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Teihotu Maurice Vincent, né le 20 mars 1989 à Papeete, agent de la police municipale de la commune de Mahina, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Mahina sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à M. Teihotu Maurice Vincent, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 63 IDV du 20 avril 2016 portant agrément de
M. Terootae Jean Douglas Urarii, agent de la police
municipale de la commune de Mahina.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 274-2015 du 6 octobre 2015 portant recrutement de M. Terootae Jean Douglas Urarii en qualité de fonctionnaire stagiaire ;

Vu la lettre n° 2 MAH/DPM/15 du 16 novembre 2015 du maire de la commune de Mahina formulant la demande d'agrément de M. Terootae Jean Douglas Urarii, agent de la commune de Mahina ;

Vu la décision d'agrément n° 185 MC 16 du 13 avril 2016 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Terootae Jean Douglas Urarii, né le 22 août 1990 à Papeete, agent de la police municipale de la commune de Mahina, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Mahina sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à M. Terootae Jean Douglas Urarii, par les soins du maire, et à M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Christophe LOTIGIE.

Par arrêté n° 543 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 20 avril 2016. — Le présent arrêté a pour objet d'apporter des modifications à l'arrêté n° 2550 DIE/FIP du 30 décembre 2014 modifié relatif au financement de l'opération "La réfection des installations incendie scolaires de Hao", en ce qui concerne le délai d'exécution.

Les dispositions du 6^e alinéa de l'article 6 de l'arrêté n° 2550 DIE/FIP du 30 décembre 2014 modifié sont rédigées comme suit :

Au lieu de : "à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 12 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL";

Lire : "à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 27 février 2017."

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° 2550 DIE/FIP du 30 décembre 2014 modifié non expressément concernées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° 549 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération intitulée "Installation d'énergie solaire à la cuisine centrale de Unaa", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à installer une production d'énergie solaire à la cuisine centrale de Unaa

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 3 406 105 F CFP, soit 28 543,16 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	2 724 884 F CFP	22 834,53 euros, soit 80 %
- Commune	681 221 F CFP	5 708,63 euros, soit 20 %
- Total	3 406 105 F CFP	28 543,16 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 2 724 884 F CFP, soit 22 834,53 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL.
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rurutu s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire

adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours

interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 550 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements de protection individuelle (EPI)", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir des équipements de protection individuelle (EPI).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 2 258 694 F CFP, soit 18 927,86 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	2 258 694 F CFP	18 927,86 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	2 258 694 F CFP	18 927,86 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 2 258 694 F CFP, soit 18 927,86 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l'intégralité sera versée à l'achèvement de l'opération sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document attestant le commencement d'exécution de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;

- et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rimatara s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité des équipements en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 551 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériels de lutte contre l'incendie", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir des matériels de lutte contre l'incendie.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 2 623 256 F CFP, soit 21 982,89 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	2 623 256 F CFP	21 982,89 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	2 623 256 F CFP	21 982,89 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 2 623 256 F CFP, soit 21 982,89 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l'intégralité sera versée à l'achèvement de l'opération sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document attestant le commencement d'exécution de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rimatara s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité des matériels en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 552 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération intitulée

“Acquisition de matériels de secours”, décrite et dénommée ci-après “l’opération”.

Description de l’opération

L’opération consiste à acquérir des matériels de secours.

Le montant total toutes taxes comprises de l’opération est fixé à 1 244 947 F CFP, soit 10 432,66 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l’opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	1 244 947 F CFP	10 432,66 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	1 244 947 F CFP	10 432,66 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s’engage à apporter son concours financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l’opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l’opération, dans la limite de 1 244 947 F CFP, soit 10 432,66 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s’effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l’intégralité sera versée à l’achèvement de l’opération sur production :
 - de l’imprimé FIP signé par le maire ;
 - d’un document attestant le commencement d’exécution de l’opération au sens de l’article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d’une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l’opération ;
 - d’un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L’imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L’état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l’opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rimatara s’engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l’opération définie ci-dessus selon les règles de l’art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;

- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l’opération. A l’échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d’exécution. Au sens de l’article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement de l’intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité des matériels en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d’inexécution de l’opération, ou d’une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d’arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d’exécution de l’opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l’expiration du délai de commencement d’exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d’exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d’exécution de l’opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l’expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l’intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l’expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 553 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération intitulée "DTIC - Acquisition d'un chargeur excavateur", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir un chargeur excavateur pour le centre d'enfouissement technique.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 13 295 836 F CFP, soit 111 419,11 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	2 659 167 F CFP	22 283,82 euros, soit 20 %
- Commune	2 659 167 F CFP	22 283,82 euros, soit 20 %
- Pays	7 977 502 F CFP	66 851,47 euros, soit 60 %
- Total	13 295 836 F CFP	111 419,11 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 20 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 2 659 167 F CFP, soit 22 283,82 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :

- de l'imprimé FIP signé par le maire ;
- d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et d'un procès-verbal de réception signé par le maire.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rapa s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou

complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 554 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un téléphone Inmarsat IsatPhone Pro et ses accessoires", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir un téléphone Inmarsat IsatPhone Pro et ses accessoires.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 399 352 F CFP, soit 3 346,57 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	199 676 F CFP	1 673,29 euros, soit 50 %
- Commune	199 676 F CFP	1 673,28 euros, soit 50 %
- Total	399 352 F CFP	3 346,57 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rapa pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 50 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 199 676 F CFP, soit 1 673,29 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l'intégralité sera versée à l'achèvement de l'opération sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document attestant le commencement d'exécution de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de vérification du matériel visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rapa s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du

règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à

nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 555 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —

Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération intitulée "Passage en alimentation solaire de la sirène de Unaa", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à changer le système d'alimentation de la sirène de Unaa en solaire.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 478 662 F CFP, soit 4 011,19 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	478 662 F CFP	4 011,19 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	478 662 F CFP	4 011,19 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 478 662 F.CFP, soit 4 011,19 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l'intégralité sera versée à l'achèvement de l'opération sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document attestant le commencement d'exécution de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;

- et du procès-verbal de vérification du matériel visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rurutu s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de

commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 556 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération intitulée "Renouvellement des équipements informatiques", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à renouveler les équipements informatiques de la commune de Rurutu (serveurs, postes informatiques, logiciels, onduleurs...).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 6 979 309 F CFP, soit 58 486,61 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	5 000 000 F CFP	41 900 euros,	soit 71,64 %
- Commune	1 979 309 F CFP	16 586,61 euros,	soit 28,36 %
- Total	6 979 309 F CFP	58 486,61 euros,	soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 71,64 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - et d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL.
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rurutu s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;

- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 557 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements de protection individuelle", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir des équipements de protection individuelle pour les sapeurs-pompiers.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 1 793 437 F CFP, soit 15 029 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	1 793 437 F CFP	15 029 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	1 793 437 F CFP	15 029 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 793 437 F CFP, soit 15 029 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- l'intégralité sera versée à l'achèvement de l'opération sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document attestant le commencement d'exécution de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'imprimé FIP sera signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Raivavae s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité des équipements en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 558 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériels de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir des matériels de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 4 049 892 F CFP, soit 33 938,10 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	4 049 892 F CFP	33 938,10 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	4 049 892 F CFP	33 938,10 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 4 049 892 F CFP, soit 33 938,10 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - de l'attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Raivavae s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité des matériels en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 559 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT) pour sapeur-pompier", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT) pour les sapeurs-pompiers.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	12 409 900 F CFP	103 994,96 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	12 409 900 F CFP	103 994,96 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Raivavae s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du véhicule en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la

Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 560 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération intitulée "Fourniture et installation des panneaux photovoltaïques sur la toiture de la cantine scolaire de l'école Hataitararoa", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture de la cantine scolaire de l'école Hataitararoa.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 2 440 635 F CFP, soit 20 452,52 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	1 952 508 F CFP	16 362,02 euros, soit	80 %
- Commune	488 127 F CFP	4 090,50 euros, soit	20 %
- Total	2 440 635 F CFP	20 452,52 euros, soit	100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Raivavae pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 952 508 F CFP, soit 16 362,02 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire

- d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Raivavae s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 561 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —

Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT)", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir un véhicule sanitaire tout terrain (VSTT).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	12 409 900 F CFP	103 994,96 euros, soit 100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros, soit 0 %
- Total	12 409 900 F CFP	103 994,96 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 12 409 900 F CFP, soit 103 994,96 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - de l'attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal ;
 - et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rimatara s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 avril 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du véhicule en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 562 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération intitulée "Installation d'une centrale photovoltaïque à la cuisine centrale de Amaru", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à installer une centrale photovoltaïque à la cuisine centrale de Amaru.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 2 226 353 F CFP, soit 18 656,84 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	1 781 082 F CFP	14 925,47 euros, soit 80 %
- Commune	445 271 F CFP	3 731,37 euros, soit 20 %
- Total	2 226 353 F CFP	18 656,84 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rimatara pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 781 082 F CFP, soit 14 925,47 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de

mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rimatara s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire

sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 563 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une tractopelle pour le centre d'enfouissement technique (CET)", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir une tractopelle pour le centre d'enfouissement technique (CET).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 14 036 844 F CFP, soit 117 628,75 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	4 211 053 F CFP	35 288,62 euros, soit 30 %
- Commune	9 825 791 F CFP	82 340,13 euros, soit 70 %
- Total	14 036 844 F CFP	117 628,75 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 30 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 4 211 053 F CFP, soit 35 288,62 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Tubuai s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 564 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération intitulée "Renouvellement de l'infrastructure informatique", décrite et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à renouveler l'infrastructure informatique de la commune de Tubuai (serveurs, postes informatiques, logiciels, onduleurs...).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 6 881 927 F CFP, soit 57 670,55 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP	5 000 000 F CFP	41 900 euros, soit 72,65 %
- Commune	1 881 927 F CFP	15 770,55 euros, soit 27,35 %
- Total	6 881 927 F CFP	57 670,55 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Tubuai pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 72,65 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - de l'attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Tubuai s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son

ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 25 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 25 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant

l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**ACTES DE L'ASSEMBLEE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****AVIS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****AVIS n° 2016-7 A/APF du 28 avril 2016 sur la proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1766 DIRAJ du 17 décembre 2015 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française une proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes ;

Vu la lettre n° 1111-2016 APF/SG du 21 avril 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 7-2016 du 19 janvier 2016 de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du 28 avril 2016,

Emet l'avis suivant :

La proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française sous réserve des observations énoncées ci-dessous.

La proposition de loi organique venant modifier la loi organique statutaire de la Polynésie française pour ce qui concerne l'incompatibilité du mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française avec le mandat de

membre d'une autorité administrative indépendante ou d'une autorité publique indépendante créée par l'Etat, il serait opportun, à cette occasion, de compléter la réforme par une modification de l'article 30-1 du statut d'autonomie afin que le périmètre au sein duquel la Polynésie française peut instituer des autorités administratives indépendantes soit étendue à tous les domaines où cette collectivité est compétente.

Tel est déjà le cas en Nouvelle-Calédonie depuis l'entrée en vigueur de la loi organique n° 2013-1027 du 15 novembre 2013 (article 1er).

L'article 30-1 du statut d'autonomie pourrait également préciser les prérogatives des agents des autorités administratives indépendantes en matière de recherche et de constatation des infractions et autoriser la signature de conventions entre ces dernières et leurs homologues au plan national.

Il est proposé de réécrire le III de l'article 2 de la proposition de loi organique comme suit :

III - La loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française est ainsi modifiée :

1° - L'article 30-1 est rédigé comme suit :

"Art. 30-1. — La Polynésie française peut, pour l'exercice de ses compétences, créer des autorités administratives indépendantes, pourvues ou non de la personnalité morale, aux fins d'exercer des missions de régulation dans un domaine relevant de ses compétences.

L'acte prévu à l'article 140 dénommé loi du pays créant une autorité administrative indépendante en définit les garanties d'indépendance, d'expertise et de continuité et fixe son régime financier.

Il peut lui attribuer, par dérogation aux dispositions des articles 64, 67, 89 à 92 et 95, un pouvoir réglementaire ainsi

que les pouvoirs d'investigation, de contrôle, de recommandation, de règlement des différends et de sanction, strictement nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'acte créant l'autorité administrative indépendante peut attribuer à ses agents les prérogatives prévues à l'article 35.

Des conventions peuvent être passées entre les autorités administratives indépendantes de la Polynésie française et les autorités administratives indépendantes ou les autorités publiques indépendantes nationales afin que ces dernières apportent leur concours à l'exercice de leurs missions. Ces conventions sont transmises pour information au président de la Polynésie française, au président de l'assemblée de la Polynésie française et au haut-commissaire.

2° - Après le 4° du I de l'article 111, il est inséré un 4° *bis* ainsi rédigé :

"4° *bis* Avec le mandat de membre d'une autorité administrative indépendante ou d'une autorité publique indépendante créée par l'Etat ;".

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Vaiata PERRY-FRIEDMAN.

AVIS n° 2016-8 A/APF du 28 avril 2016 sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 21 DIRAJ du 5 janvier 2016 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française une proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

Vu la lettre n° 1111-2016 APF/SG du 21 avril 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 44-2016 du 8 avril 2016 de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du 28 avril 2016,

Emet l'avis suivant :

La proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française, sous réserve des observations formulées ci-après :

Sur l'article 2 de la proposition de loi :

S'agissant du nouvel article L. 17 du code électoral, les représentants à l'assemblée de la Polynésie française demandent que le délai de 30 jours calendaires prévu par cet article soit porté à 60 jours calendaires.

Sur l'article 3 de la proposition de loi :

Les représentants à l'assemblée de la Polynésie française demandent que le nouvel article 19 du code électoral relatif à la commission de contrôle soit modifié afin :

- d'insérer les dispositions relatives à la composition de cette commission dans les communes associées et de préciser que cette composition soit identique à celle valable pour les communes de moins de 1 000 habitants ;
- de prévoir que cette commission se réunit au moins une fois par an, même en l'absence d'opération électorale.

Sur l'article 8 de la proposition de loi :

Les représentants à l'assemblée de la Polynésie française demandent que les conditions d'inscription sur les listes électorales des citoyens qui atteignent l'âge de 18 ans entre les deux tours d'un scrutin soient alignées sur les conditions de droit commun, soit au plus tard 60 jours avant la tenue du premier tour.

Sur les modalités d'application de la proposition de loi :

Les représentants à l'assemblée de la Polynésie française émettent le souhait d'être informés des actes réglementaires qui seront pris en application de la proposition de loi et, en particulier, des dispositions relatives aux points suivants :

- les conditions d'affichage des listes électorales ;
- la composition, le fonctionnement et les missions de la commission de contrôle ;
- les procédures d'échanges entre les communes et respectivement l'Institut de la statistique de Polynésie française, l'Institut national de la statistique et des études économiques et les services de l'Etat en Polynésie française.

A cet effet, ils demandent aux autorités de l'Etat de prendre davantage en compte les spécificités de la Polynésie française liées notamment :

- au régime juridique des communes associées, certaines d'entre elles étant constituées d'îles géographiquement séparées du chef-lieu ;

- aux problématiques liées aux infrastructures de télécommunication des communes géographiquement éloignées de l'île de Tahiti, notamment dans la perspective de la mise en œuvre d'une procédure d'inscription en ligne sur les listes électorales.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Vaiata PERRY-FRIEDMAN.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 499 CM du 28 avril 2016 portant nomination de M. Alain Tching Fouk Aon en qualité de chef de la délégation pour le développement des communes par intérim.

NOR : DDC1620333AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 8702 VP du 22 septembre 2014 portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des responsables de services ;

Vu l'arrêté n° 145 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mme Lisa Juventin en qualité de chef du service de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 114 PR du 26 février 2016 portant délégation de signature au chef du service de la délégation pour le développement des communes ;

Vu la décision de congés en date du 14 mars 2016 pour la période du 9 au 13 mai 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Alain Tching Fouk Aon est nommé en qualité de chef de la délégation pour le développement des communes par intérim durant le congé de Mme Lisa Juventin du 9 au 13 mai 2016 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 500 CM du 28 avril 2016 portant nomination de M. Lionel Bach, chef adjoint de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts, en qualité de directeur des impôts et des contributions publiques par intérim du 6 au 20 mai 2016 inclus.

NOR : DIP1620395AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010 modifié relatif au service dénommé "direction des impôts et des contributions publiques" ;

Vu la décision de congé n° 947 VP du 14 avril 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Lionel Bach, chef adjoint de la division des impôts des entreprises et des particuliers-recette des impôts, est nommé directeur des impôts et des contributions publiques par intérim durant l'absence de Mme Claude Panero, directrice des impôts et des contributions publiques, du 6 au 20 mai 2016 inclus.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 502 CM du 28 avril 2016 portant nomination de Mme Tania Tehei en qualité de chef de service par intérim du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

NOR : EMP1620451AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié portant organisation et fonctionnement du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 1988 CM du 4 décembre 2015 portant nomination de Mme Laure Hina Solange Grépin épouse Louison en qualité de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

Vu l'arrêté n° 2013 MTS du 11 mars 2016 portant délégation de signature à Mme Laure Hina Solange Grépin épouse Louison, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

Vu le certificat du docteur Jean-René Sandrock prévoyant l'absence de Mme Laure Hina Solange Grépin épouse Louison du 6 au 27 mai 2016 inclus ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tania Tehei, attaché d'administration principal, est nommée en qualité de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) par intérim durant l'absence de Mme Laure Hina Solange Grépin épouse Louison du 6 au 27 mai 2016 inclus.

Art. 2. — Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,
Priscille Tea FROGIER.*

ARRETE 507 CM du 28 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 633 CM du 17 avril 2014 relatif au secrétariat général du médiateur de la Polynésie française.

NOR : MED1600290AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2014-6 du 3 avril 2014 définissant les prérogatives du médiateur de la Polynésie française et les dispositions particulières de son statut ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 633 CM du 17 avril 2014 portant création du secrétariat général du médiateur de la Polynésie française.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 509 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Bleu Lagon Production pour l'écriture d'une série de documentaires, intitulée "Artisanas".

NOR : ADN1620251AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de la SARL Bleu Lagon Production réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *sept cent cinquante mille francs CFP* (750 000 F CFP) en faveur de la SARL Bleu Lagon Production pour financer l'écriture d'une série de 10 documentaires de 26 minutes, intitulée "Artisanes".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Bleu Lagon Production selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *trois cent soixante-quinze mille francs CFP* (375 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de *trois cent soixante-quinze mille francs CFP* (375 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des scénarios de la

série de 10 documentaires, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables de l'utilisation de l'aide accordée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 510 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour la production d'un clip musical, intitulé "Slow down the river".

NOR : ADN1620251AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de la SARL Les Studios Hashtag réceptionnée le 11 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour financer la production d'un clip musical de 3 minutes 30 secondes, intitulé "Slow down the river".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Les Studios Hashtag selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du clip musical sous la forme d'un DVD et d'un fichier numérique, de la lettre de diffusion d'une société de télédiffusion, des fiches relatives à l'évaluation de l'impact économique du projet aidé et le rapport économique sur les dépenses locales effectuées lors du projet aidé, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables à hauteur de l'aide octroyée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juin 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5.— Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 susvisé. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays.

Art. 8.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 9.— Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est également exigé lorsque le budget de production réellement exécuté est inférieur de plus de 15 % du budget initial, déduction faite de la différence entre le montant de l'aide demandée par le bénéficiaire et le montant effectivement accordé.

Art. 10.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 511 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour l'écriture d'une série de films d'animation, intitulée "Heiva".

NOR : ADN1620251AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de la SARL Les studios Hashtag réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement d'un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) en faveur de la SARL Les Studios Hashtag pour financer l'écriture d'une série de 10 films d'animation d'une durée de 26 minutes chacun, intitulée "Heiva".

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Les Studios Hashtag selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario de la série de 20 films d'animation, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables à hauteur de l'aide attribuée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 512 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'EURL Onesia pour le développement d'une série de documentaires, intitulée "Pari Pari Fenua".

NOR : ADN1620251AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la

promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'EURL Onesia réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement d'un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) en faveur de l'EURL Onesia pour financer le développement d'une série de 10 documentaires d'animation de 13 minutes, intitulée "Pari Pari Fenua".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de la l'EURL Onesia selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du pilote et des documents techniques de la phase de développement de la série de 10 documentaires, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables de l'utilisation de l'aide accordée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 513 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour le financement de son activité générale pour l'année 2016.

NOR : DEE1600139AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour l'exercice 2016 en date du 17 février 2016 ;

Vu la lettre n° 1850 PR du 21 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 21 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 36-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 29 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quinze millions de francs CFP* (15 000 000 F CFP) en faveur de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour le financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96905, article 6574, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit *sept millions cinq cent mille francs CFP* (7 500 000 CFP) à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *sept millions cinq cent mille francs CFP* (7 500 000 CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.

Art. 4.— L'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) s'engage à produire avant le 31 décembre 2016, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° / MEE du
(NOR : DEE1600139CO)

Relative aux objectifs et obligations de l'Union sportive de
l'enseignement du premier degré (USEP) dans le cadre du
financement de son activité générale au titre de l'année 2016

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 895/CM du 12 juin 2014, portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;
- Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0513 /CM du 28 AVR 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2016 ;

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par Madame Nicole SANQUER-FAREATA, Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, agissant pour le compte de la direction générale de l'éducation et des enseignements,
ci après désigné la « DGEE »,

d'une part,

ET :

L'Union sportive de l'enseignement du premier degré, BP 4472 – 98713 Papeete - TAHITI – n°TAHITI 205740, représentée par son président Monsieur Patrick BECQUET,
ci après désignée l' « USEP »,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Il revient au ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives, un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Afin de fédérer les associations sportives scolaires, la confédération du sport scolaire et universitaire (CSSU) a été créée le 28 novembre 1989 avec la mise à disposition de personnels par le ministère de l'éducation.

Le 16 février 2016, la commission des finances de la CSSU a réparti, entre ses associations adhérentes, la subvention allouée en 2016 par le ministère de l'éducation pour un montant global de 37 468 556 CFP.

Cette répartition, transmise au ministère de l'éducation par courrier n°14/15-087/CSSU du 04 janvier 2016, concerne le financement de leur activité générale annuelle pour l'année 2016 et leurs actions spécifiques pour :

- la confédération du sport scolaire et universitaire (CSSU),
- l'association du sport scolaire de l'enseignement privé (ASSEP),
- l'union sportive de l'enseignement du premier degré de Polynésie française (USEP)
- l'union coopérative et sportive des centres de jeunes adolescents (UCS-CJA).

Dans le cadre de la participation du Pays au financement de l'activité générale d'une association et conformément à la loi de pays 2009-15 du 24 août 2009, il est établi une convention entre le pays et l'association pour définir les objectifs et obligations qui sont assignés à cette dernière.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) résultant de l'attribution, par la DGEE, d'une subvention de fonctionnement dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2016

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par l'union sportive de l'enseignement du premier degré au titre de son activité générale pour l'année 2016 sont :

- promouvoir, organiser et contrôler toute activité physique et sportive comme moyen d'éducation et de culture, d'intégration et de participation à la vie sociale dans le but de préparer les enfants à devenir des adultes sportifs et des citoyens.
- développer des pratiques sportives diversifiées comme l'athlétisme, le basketball, le rugby, le tennis de table mais aussi comme l'opération « Marche pour ta pensée », le tournoi du fair play, le cross de Polynésie, la transusep, la transocéane...
- collaborer, avec les organismes intéressés, à la formation initiale et continue en éducation physique et sportives (EPS) des enseignants, des étudiants de l'ESPE (ex IUFM) et des animateurs de l'USEP ;
- favoriser les liaisons de l'école publique avec les administrations, les collectivités locales et le monde sportif et contribuer ainsi à son rayonnement.

Article 3. - Les obligations de l'USEP

L'USEP s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ci-dessus ;
- mentionner et faire référence à l'aide financière du ministère de l'éducation à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres ,pièces justificatives...)
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est-à-dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi de pays n°2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée ;
- restituer, à la Polynésie française, les subventions perçues si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le ministre de l'éducation, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement
- transmettre au ministre de l'éducation, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi 85-98 modifiée du 25 janvier 1985 sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur,...etc).

Article 4. - Montant de la subvention

L'USEP est attributaire d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2016 d'un montant de quinze millions de francs (15 000 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de paiement

Le versement de la subvention sur le compte de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 % soit sept millions cinq cents mille francs (7 500 000 F CFP) à compter de la signature par les deux parties de la présente convention ;
- le solde de 50 % soit sept millions cinq cents mille francs (7 500 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.
- l'union sportive pour l'enseignement du premier degré (USEP) s'engage à produire les pièces justificatives des dépenses correspondant au solde de 50 % de la subvention perçue, auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE), attestant de l'utilisation totale de cette subvention dans le cadre du projet présenté ainsi qu'un bilan des activités réalisées et ce avant le 31 décembre 2016.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 96905
- Article : 6574
- Centre de travail : 813-F

Article 7. - Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée à tout moment à la survenance d'un des éléments suivants :

- inexécution par l'USEP, dans les délais impartis, et après mise en demeure, des obligations qui lui incombent,
- cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'USEP de ses obligations contractuelles par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 15 jours.

Article 8. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Direction générale de l'éducation et des enseignements

BP 20 673 , 98713 Papeete – Tahiti

Tél. : 40 46 29 00, Fax. : 40 42 40 39

Email : courrier@education.pf

Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP)

B.P. 4472 - 98713 PAPEETE – TAHITI

Tél. : 40 42 20 44 (Président)

Email : usepol@mail.pf

Article 9. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus, devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 10. - Enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en (3) exemplaires originaux

Fait à Papeete, le

Fait à , le . Fait à , le

Pour l'Union sportive de l'enseignement du
premier degré (USEP)

Pour la Polynésie française, Le Ministre
de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Patrick BECQUET

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE 514 CM du 28 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ligue marquisienne de va'a pour le financement de son projet "Nuku Hiva Tama Hoe 2016".

NOR : DEE1600257AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Ligue marquisienne de va'a pour l'exercice 2016 en date du 20 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de l'association Ligue marquisienne de va'a pour le financement de son projet "Nuku Hiva Tama Hoe 2016".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96905, article 6574, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte de l'association Ligue marquisienne de va'a s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 CFP) à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.

Art. 4.— L'association Ligue marquisienne de va'a s'engage à produire avant le 31 décembre 2016, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Ligue marquisienne de va'a dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Ligue marquisienne de va'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° /MEE du
(NOR : DEE1600257CO)

Relative aux objectifs et obligations de l'association Ligue Marquisienne de va'a dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2016

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 895/CM du 12 juin 2014, portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;
- Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 174/CM du 28 AVR 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la ligue marquisienne de va'a dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2016 ;

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par Madame Nicole SANQUER-FAREATA, Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, agissant pour le compte de la direction générale de l'éducation et des enseignements,
ci après désigné la « DGEE »,

d'une part,

ET :

L'association Ligue Marquisienne de va'a, BP 68 Hakahau Ua-Pou - Marquises – n°TAHITI 939 090, représentée par son président Monsieur OHOTUA Rataro, ci après désignée,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'association Ligue Marquisienne de va'a a été créée le 24 mars 2010.

Sous l'égide du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, le projet « Nuku-Hiva Tama Hoe » est organisée par la Ligue Marquisienne de va'a depuis des années, c'est un rassemblement de jeunes scolaires pour des rencontres en va'a, qui a lieu tous les ans à Taiohae.

L'édition 2016 est prévue du 22 au 23 avril 2016 à Nuku-Hiva.

La Nuku-Hiva Tama Hoe vise à favoriser l'émergence d'expressions contemporaines du va'a dans notre archipel et notamment en milieu scolaire.

Dans le cadre de la participation du Pays au financement de l'activité générale d'une association et conformément à la loi de pays 2009-15 du 24 août 2009, il est établi une convention entre le pays et l'association pour définir les objectifs et obligations qui sont assignés à cette dernière.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Ligue Marquisienne de va'a résultant de l'attribution, par la DGEE, d'une subvention de fonctionnement dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association Ligue Marquisienne de va'a au titre de son activité générale pour l'année 2016 sont :

- ▶ d'organiser, de développer la pratique de la pirogue dans toutes les marquises
- ▶ de réaliser toute action de lutte contre la pollution
- ▶ d'organiser tout projet d'activité favorisant le respect de notre environnement
- ▶ d'organiser et de développer des manifestations à dimension sportive et culturelle
- ▶ de construire, d'entretenir, de réparer les va'a et les pirogues
- ▶ de favoriser l'insertion sociale de nos jeunes en difficulté
- ▶ d'organiser un partenariat pour les projets d'accompagnement éducatif avec les établissements scolaires
- ▶ d'entretenir tout rapport avec la fédération tahitienne de va'a, le gouvernement, les services de l'état

Article 3. - Les obligations de l'association Ligue Marquisienne de va'a

L'association Ligue Marquisienne de va'a s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ci-dessus ;
- mentionner et faire référence à l'aide financière du ministère de l'éducation à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...)
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est-à-dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi de pays n°2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée ;
- restituer, à la Polynésie française, les subventions perçues si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le ministre de l'éducation, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement
- transmettre au ministre de l'éducation, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi 85-98 modifiée du 25 janvier 1985 sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur,...etc).

Article 4. - Montant de la subvention

L'association Ligue Marquisienne de va'a est attributaire d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2016 d'un montant de trois cent mille francs (300 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de paiement

Le versement de la subvention sur le compte de l'association Ligue Marquisienne de va'a s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 % soit cent cinquante mille francs (150 000 F CFP) à compter de la signature par les deux parties de la présente convention ;
- le solde de 50 % soit cent cinquante mille francs (150 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.
- l'association Ligue Marquisienne de va'a s'engage à produire les pièces justificatives des dépenses correspondant au solde de 50 % de la subvention perçue, auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE), attestant de l'utilisation totale de cette subvention dans le cadre du projet présenté ainsi qu'un bilan des activités réalisées et ce avant le 31 décembre 2016.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- | | |
|------------------------------------|---------|
| - Budget de la Polynésie française | : 100 |
| - Exercice | : 2016 |
| - Sous-Chapitre | : 96905 |
| - Article | : 6574 |
| - Centre de travail | : 813-F |

Article 7. - Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée à tout moment à la survenance d'un des éléments suivants :

- inexécution par l'association Ligue Marquisienne de va'a, dans les délais impartis, et après mise en demeure, des obligations qui lui incombent,
- cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association Ligue Marquisienne de va'a de ses obligations contractuelles par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 15 jours.

Article 8. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Direction générale de l'éducation et des enseignements

BP 20 673 , 98713 Papeete – Tahiti

Tél. : 40 46 29 00, Fax. : 40 42 40 39

Email : courrier@education.pf

Association Ligue Marquisienne de va'a

B.P. 68 Hakahau Ua-Pou Marquises

Tél. : 87 75 78 76 (Président)

Email : ohotua.rataro@gmail.com

Article 9. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus, devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 10. - Enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.
Elle est établie en (3) exemplaires originaux

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Pour l'Association Ligue Marquisienne de
va'a

Pour la Polynésie française, Le Ministre
de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Rataro OHOTUA

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 515 CM du 28 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 213 CM du 29 février 2016 et modification de l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la route territoriale, liaison entre le village de Hakahau et l'altiport, sise à Ua Pou, dans l'archipel des Marquises et déclarant cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : DEQ1620269AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la route territoriale, liaison entre le village de Hakahau et l'altiport, sise à Ua Pou, dans l'archipel des Marquises et déclarant cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les fiches de mutations n° 5700007, n° 5700008 du 4 septembre 2015 et n° 5700009 du 16 octobre 2015 de la direction des affaires foncières, division du cadastre ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 29 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la route territoriale, liaison entre le village de Hakahau et l'altiport, sise à Ua Pou, dans l'archipel des Marquises et déclarant cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le tableau contenu à l'article 3 de l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 est remplacé ainsi qu'il suit :

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m²
1	CC 1	CC 7	HAKAOHOKA Surplus	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	1012
2		CC 12			3216
3		CC 14			302
4		CC 17			135
5	CA 1	CA 19	ANEOU Surplus	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	2026
6		CA 18			6126
7	CA 2	CA 20	ANEOU – HAKAOHOKA	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	474

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m²
8	CC 4	CC 13	ANEOU – HAKAOHOKA	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	5356
9		CC 15			587
10	CC 6	CC 16	ANEOU – HAKAOHOKA	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	994
11		CC 18			1982
12	CC 4	CC 19	ANEOU – HAKAOHOKA	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	2827

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
13	CH 3	CH 4	ANEOU – HAKAOHOKA	Indivis entre les ayants droit de : - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	215
14		CH 8			1617
15		CH 9			202
16	CE 1	CE 15	ANEOU – HAKAOHOKA	Indivis entre les ayants droit de : - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	3632
17	CE 6	CE 16	ANEOU – HAKAOHOKA	Indivis entre les ayants droit de : - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	1494
18		CE 17			43
19		CE 18			65
20		CE 19			32

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
21	CE 5	CE 20	ANEOU – HAKAOHOKA	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M Auguste TOUME (né le 19/01/1906 à Hakahau Ua Pou et décédé le 01/01/1946 à Hakahau Ua Pou) veuf en 1ères nocces de Mme Antoinette, Tahiamoetini BRUNEAU (née le 5/03/1894 à Hakahau Ua Pou et décédée le 12/01/1934 à Hakahau Ua Pou) et en 2ndes nocces de Mme Elisabeth BRUNEAU (née le 22/03/1906 à Hakahau Ua Pou)	57
22		CE 21			363
23		CE 23			11
24	CE 4	CE 22	HAKAOHOKA 2	Polynésie française (par défaut) LITIGE avec : - Bailleur Mme Laurenza, Takaoa TAMARII (née le 18/02/1914 à Hakahau, mariée le 07/12/1929 à Hakahau) épouse de M. Akutino, Putahorai AKA - Preneur la Polynésie française.	10
25		CE 24			197
26	BB 10	BB 123	TEIHIO Lot 1 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - KOHUMOETINI Anshaire né le 19/03/1919 à Hakahau Ua Pou	273
27	BB 9	BB 124	TEIHIO Lot 1 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - KOHUMOETINI Anshaire né le 19/03/1919 à Hakahau Ua Pou	23
28	BB 12	BB 125	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	26

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
29	BB 86	BB 127	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	12
30	BB 12	BB 126	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	53
31		BB 128			22
32	BB 86	BB 129	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	32
33		BB 131			113
34	BB 12	BB 130	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	45
35		BB 132			81

N° de Plans	Anciennes références Cadastres	références Cadastres de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
36	BB 86	BB 133	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	111
37	BB 12	BB 134	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	19
38	BB 86	BB 135	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	141
39	BB 12	BB 100	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	130
40		BB 101			233
41		BB 102			29

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m²
42	BB 86	BB 103	KUATEMUMU 2 (partie)	Indivis entre les ayants droit de : - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	24
43		BB 104			342
44	BB 12	BB 105	KUATEMUMU 2 (partie)	Indivis entre les ayants droit de : - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	38
45		BB 106			52
46		BB 107			72
47	BB 86	BB 108	KUATEMUMU 2 (partie)	Indivis entre les ayants droit de : - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	47
48	BB 12	BB 109	KUATEMUMU 2 (partie)	Indivis entre les ayants droit de : - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	12
49		BB 111			23

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
50	BB 86	BB 110	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	101
51		BB 112			51
52	BB 12	BB 113	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou)	72
53		BB 114			53
54	BB 86	BB 115	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	63
55	HA 112	HA 132	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M. AKA Williame Tauahako Akutino époux de Mme KOMOE Louise Teaniotu - Mme AKA Antoinette Titipuhe veuve KOHUMOETINI Simeon Tepoeatumeivevau dit « Mione »	62

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m²
56	HA 114	HA 134	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M. AKA Williame Tauahako Akutino époux de Mme KOMOE Louise Teaniotu - Mme AKA Antoinette Titipuhe veuve KOHUMOETINI Simeon Tepoeatumeivevau dit « Mione »	33
57	HA 125	HA 135	KUATEMUMU 2 (partie) Lot A	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TEIKITUTOUA André, Ikimani - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - BRUNEAU Florent Lucien et son épouse FERAL Taina, Ludmila	62
58	HA 113	HA 136	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	10

N° de Plans	Anciennes références Cadastrales	références Cadastrales de l'emprise	Terres	Propriétaire	Emprise en m ²
59	BB 86	BB 116	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - TAMARII Laurenza (ou Lorenza) dite Rorei (née le 18/02/1914 à Hakahau Ua Pou) veuve de AKA Akutino (né le 10/08/1909 à Hakahau Ua Pou) - M. TEIKITUTOUA André (né le 6/9/1922 à Hakahau Ua Pou) époux de Mme AKUTINO Alice (née le 31/03/1924 à Hakahau Ua Pou)	51
60	HA 35	HA 137	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> -TEIKITUTOUA André, Ikimani époux de Akutino dite PARO Alice	17
61	HA 114	HA 133	KUATEMUMU 2 (partie)	<u>Indivis entre les ayants droit de :</u> - M. AKA Williame Tauahako Akutino époux de Mme KOMOE Louise Teaniotu - Mme AKA Antoinette Titipuhe veuve KOHUMOETINI Simeon Tepoeatumeivevau dit « Mione »	12

Art. 2.— L'arrêté n° 213 CM du 29 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 387 CM du 10 mars 2014 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition des parcelles de terre nécessaires à la route territoriale, liaison entre le village de Hakahau et l'altiport, sise à Ua Pou, dans l'archipel des Marquises et déclarant cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 519 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mahina pour financer un voyage pédagogique aux Marquises.

NOR : DEE1600218AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention Etat-Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré et l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Mahina pour l'exercice 2016 en date du 29 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP) en faveur du collège de Mahina pour financer un voyage pédagogique aux Marquises.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 657-313, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération ou sur présentation de relevés de mandats en 3 exemplaires.

Art. 4.— Le collège de Mahina s'engage à produire, dans un délai de six mois à compter de la date de versement de la 1re fraction, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Mahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 520 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'un camion benne à ordures ménagères de 12 mètres cubes.

NOR : DDC1520917AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Taiarapu-Est pour l'exercice 2015 en date du 5 août 2015, réceptionné le 7 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 900 PR/DDC en date du 13 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1578 PR du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 21-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Est pour financer l'acquisition d'un camion benne à ordures ménagères de 12 mètres cubes, dont le coût réel est estimé à *vingt-sept millions de francs CFP* (27 000 000 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux sollicité) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *treize millions cinq cent mille francs CFP* (13 500 000 F CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- l'acte attestant de la livraison à Taiarapu-Est de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;

- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 54-2015, AE 275-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Taiarapu-Est et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 521 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour les études de réfection de la voirie.

NOR : DDC1620053AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Faa'a pour l'exercice 2015 en date du 31 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1068 PR/DDC en date du 9 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1507 PR du 9 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 17-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 46-2015, intitulée "Subventions aux communes, voiries, programmation 2015" ne dispose plus de crédits suffisants ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Faa'a pour financer les études de réfection de la voirie, dont le coût réel est estimé à *quatre-vingt-treize millions cent trente mille quarante-six francs CFP* (93 130 046 F CFP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 522 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la rénovation de la canalisation de descente du réservoir de stockage du Bain des Vierges vers la RT1 à Mataiea.

NOR : DDC1520904AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1083 PR/DDC en date du 11 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1780 PR du 18 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 32-2016 CCBF/APF en date du 23 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour financer la rénovation de la canalisation de descente du réservoir de stockage du Bain des Vierges vers la RT1 à Mataiea, dont le coût réel est estimé à *treize millions sept cent treize mille quatre cent cinquante-quatre francs CFP* (13 713 454 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux-directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *dix millions neuf cent soixante-dix mille sept cent soixante-trois francs CFP* (10 970 763 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *cinq millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille trois cent quatre-vingt-deux francs CFP* (5 485 382 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *deux millions cent quatre-vingt-quatorze mille cent cinquante-trois francs CFP* (2 194 153 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 7 679 535 F CFP et 9 873 688 F CFP (soit 56 % et 72 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 56-2015 AE 277-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 523 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau de Vaitē à Papeari.

NOR : DDC1520902AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1082 PR/DDC en date du 11 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1779 PR du 18 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 32-2016 CCBF/APF en date du 23 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour financer la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau de Vaiite à Papeari, dont le coût réel est estimé à *treize millions neuf cent soixante-neuf mille huit cents francs CFP* (13 969 800 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *onze millions cent soixante-quinze mille huit cent quarante francs CFP* (11 175 840 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *cinq millions cinq cent quatre-vingt-sept mille neuf cent vingt francs CFP* (5 587 920 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *deux millions deux cent trente-cinq mille cent soixante-huit francs* (2 235 168 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 7 823 088 F CFP et 10 058 256 F CFP (soit 56 % et 72 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas

informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée ; ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;

- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 56-2015 AE 277-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 524 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne).

NOR : DDC1620050AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Faa'a pour l'exercice 2015 en date du 4 août 2015, réceptionné le 5 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 860 PR/DDC en date du 7 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1777 PR du 18 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 30-2016 CCBF/APF en date du 23 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 52-2015, intitulée "Subventions aux communes, engins, programmation 2015" ne dispose plus de crédits suffisants ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Faa'a pour financer l'acquisition d'une laveuse de 6 000 litres (camion-citerne), dont le coût réel est estimé à *vingt-trois millions huit cent mille francs CFP* (23 800 000 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 525 CM du 29 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour la rénovation du réseau d'éclairage public du centre-ville.

NOR : DDC1620074AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Uturoa pour l'exercice 2015 en date du 18 août 2015, réceptionné le 20 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 993 PR/DDC en date du 31 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1510 PR du 9 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 19-2016 CCBF/APF en date du 16 février 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour financer la rénovation du réseau d'éclairage public du centre-ville, dont le coût réel est estimé à *quarante millions quatre cent cinquante-quatre mille francs CFP* (40 454 000 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 40 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *seize millions cent quatre-vingt-un mille six cents francs CFP* (16 181 600 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *huit millions quatre-vingt-dix mille huit cents francs CFP* (8 090 800 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *trois millions deux cent trente-six mille trois cent vingt francs CFP* (3 236 320 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 18 608 840 F CFP et 26 699 640 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;

- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision. :

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée ; ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 49-2015, AE 272-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 526 CM du 29 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Faa'a pour les travaux de réfection de la voie "Aratia Tavae a Poheroa".

NOR : DDC1620051AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Faa'a pour l'exercice 2015 en date du 30 juillet 2015, réceptionné le 6 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 934 PR/DDC en date du 21 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1508 PR du 9 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 17-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 46-2015, intitulée "Subventions aux communes, voiries, programmation 2015" ne dispose plus de crédits suffisants ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Faa'a pour financer les travaux de réfection de la voie "Aratia Tavae a Poheroa", dont le coût réel est estimé à *vingt-neuf millions cent quatre-vingt-cinq mille sept cent cinquante-trois francs CFP* (29 185 753 F CFP).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 528 CM du 29 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 2068 CM du 20 décembre 2011 portant application de l'article L. 310-7 du code de commerce pour ce qui concerne les soldes.

NOR : DAE1620359AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de commerce ;

Vu l'arrêté n° 2068 CM du 20 décembre 2011 portant application de l'article L. 310-7 du code de commerce pour ce qui concerne les soldes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 1er et 2 de l'arrêté du 20 décembre 2011 susvisé sont abrogés.

Art. 2.— Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du 20 décembre 2011 susvisé sont respectivement numérotés 1er, 2 et 3.

Art. 3.— A l'article 1er de l'arrêté du 20 décembre 2011 susvisé, les mots : "deux mois" sont remplacés par : "un mois".

Art. 4.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 529 CM du 29 avril 2016 fixant la période de soldes pour l'année 2016.

NOR : DAE1620360AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de commerce ;

Vu l'arrêté n° 2068 CM du 20 décembre 2011 portant application de l'article L. 310-7 du code de commerce pour ce qui concerne les soldes ;

Vu la proposition de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers du 4 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article L. 310-3 I du code de commerce, la période de soldes pour l'année 2016 débute le mercredi 28 septembre à 0 heure et se termine le dimanche 16 octobre à minuit.

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

NOR : IME1600300AC

Par arrêté n° 516 CM du 29 avril 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 2-2016 IIME du 29 mars 2016 du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant adoption et rendant applicable à l'IIME, l'avenant n° 18 à la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française.

DELIBERATION N°02/2016/IIME du 29 mars 2016**Portant adoption et rendant applicable à l'IIME, l'avenant n°18 à la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française**

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française
- VU la délibération n°89-118/AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut d'Insertion Médico-Educatif" ;
- VU délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- VU l'arrêté n°580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- VU l'arrêté n°439/CM du 27 mars 2007 portant nomination de madame Flore PONCET en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif ;
- VU l'arrêté n°1615/CM du 05 décembre 2013 portant nomination de monsieur Christian FOUET en qualité de directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif (IIME) ;
- VU l'arrêté n°311/PR du 18 juin 2014 portant nomination des représentants des salariés en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°379/PR du 24 juin 2014 portant nomination des représentants des parents en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°76/PR du 8 février 2016 portant nomination de monsieur Philippe KERFOURN en qualité de membre du conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°10-2016 APF/SG du 22 février 2016 modifiant l'arrêté n°11-2015 APF/SG du 11 mai 2015 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;
- VU l'avenant n°13 du 18 janvier 2013 à la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des agents non fonctionnaires de l'administration : ANNEXE XIII relative à la mise en place des congés administratifs à destination d'une île de la Polynésie française et suspension du congé administratif pour les autres destinations ;
- VU la délibération n°03/2015 du 30 mars 2015 portant adoption et rendant applicables à l'IIME, les avenants n°13 et n°16 de la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des ANFA de la Polynésie française relatifs aux congés administratifs ;
- VU l'avenant n°18 à la convention collective du 10 mai 1968 des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ;
- VU l'avis du délégué du personnel en date du 25 février 2016 ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 29 mars 2016 ;

ADOpte :

Article 1 : Est adopté et rendu applicable à l'Institut d'insertion médico-éducatif :

- l'avenant n°18 du 15 janvier 2016 à la convention collective du 10 mai 1968 modifiée des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française régularisant la situation des agents contractuels relevant de la 1^{ère} catégorie ANFA et classés aux échelons 9, 10 et 11 et prolongeant la mesure de suspension du droit à congé administratif pour les autres destinations autres que la Polynésie française, jusqu'au 31 janvier 2019.

Article 2 : Le directeur et le Payeur de la Polynésie française, agent comptable de l'établissement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
La directrice
des affaires sociales,
Virginie AMARU.

La présidente du conseil
d'administration,
Priscille Tea FROGIER.

NOR : IIME1600301AC

Par arrêté n° 517 CM du 29 avril 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 4-2016 IIME du 29 mars 2016 du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant modification de la délibération

n° 11-2008 IIME du 2 octobre 2008 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux personnels nommés aux fonctions d'intérim du directeur de l'Institut d'insertion médico-éducatif.

DELIBERATION N°04/2016/IIME du 29 mars 2016

Portant modification de la délibération n°11/2008/IIME du 2 octobre 2008 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux personnels nommés aux fonctions d'intérim du directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU la délibération n°89-118/AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut d'Insertion Médico-Educatif" ;
- VU la délibération n°95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- VU la délibération n°97-153 APF du 13 août 1997 modifiée portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration territoriale ;
- VU l'arrêté n°580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- VU l'arrêté n°439/CM du 27 mars 2007 portant nomination de madame Flore PONCET en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif ;
- VU la délibération n°11/2008/IIME du 2 octobre 2008 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux personnels nommés aux fonctions d'intérim du directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif ;
- VU l'arrêté n°1615/CM du 05 décembre 2013 portant nomination de monsieur Christian FOUET en qualité de directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif (IIME) ;
- VU l'arrêté n°311/PR du 18 juin 2014 portant nomination des représentants des salariés en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°379/PR du 24 juin 2014 portant nomination des représentants des parents en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°10-2016 APF/SG du 22 février 2016 modifiant l'arrêté n°11-2015 APF/SG du 11 mai 2015 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;
- VU l'arrêté n°76/PR du 8 février 2016 portant nomination de monsieur Philippe KERFOURN en qualité de membre du conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé Institut d'insertion médico-éducatif.

Après en avoir délibéré en sa séance du 29 mars 2016 ;

ADOpte :

Article 1^{er} : Il est inséré un article 3 à la délibération n°11/2008 du 2 octobre 2008 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux personnels nommés aux fonctions d'intérim de l'IIME ainsi rédigé :

"Article 3 : L'indemnité de sujétions spéciales prévue par la présente délibération est exclusive de toute autre indemnité de sujétions liée à sa fonction initiale".

Article 2 : L'article 3 relatif à l'exécution de la délibération devient article 4.

Article 3 : Le directeur et le Payeur de la Polynésie française, agent comptable de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
La directrice
des affaires sociales,
Virginie AMARU.

La présidente du conseil
d'administration,

Priscille Tea FROGIER.

NOR : IME1600302AC

Par arrêté n° 518 CM du 29 avril 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 6-2016 IIME du 29 mars 2016 du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif portant adoption du budget primitif de l'Institut d'insertion médico-éducatif pour l'exercice 2016.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *six cent dix-neuf millions quatre cent huit mille cinquante-trois francs CFP* (619 408 053 F CFP) se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	531 774 684	29 000 000	560 774 684
- Dépenses	531 774 684	87 633 369	619 408 053
Résultats	0	- 58 633 369	- 58 633 369

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement pour la somme de 58 633 369 F CFP.

DELIBERATION N°06/2016/IIME du 29 mars 2016

Portant adoption du budget primitif de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif pour l'exercice 2016

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU la délibération n°89-118/AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut d'Insertion Médico-Educatif" ;
- VU la délibération n°89-118/AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut d'Insertion Médico-Educatif" ;
- VU la délibération n°95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- VU l'arrêté n°580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- VU l'arrêté n°439/CM du 27 mars 2007 portant nomination de madame Flore PONCET en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif ;
- VU l'arrêté n°1615/CM du 05 décembre 2013 portant nomination de monsieur Christian FOUET en qualité de directeur de l'Institut d'Insertion Médico-Educatif (IIME) ;
- VU l'arrêté n°311/PR du 18 juin 2014 portant nomination des représentants des salariés en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°379/PR du 24 juin 2014 portant nomination des représentants des parents en qualité de membres avec voix délibérative du conseil d'administration de l'Institut d'insertion médico-éducatif ;
- VU l'arrêté n°10-2016 APF/SG du 22 février 2016 modifiant l'arrêté n°11-2015 APF/SG du 11 mai 2015 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;
- VU l'arrêté n°76/PR du 8 février 2016 portant nomination de monsieur Philippe KERFOURN en qualité de membre du conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé Institut d'insertion médico-éducatif ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 29 mars 2016 ;

ADOPTÉ :

Article 1^{er}.— Le budget primitif de l'Institut d'Insertion Médico Educatif pour l'exercice 2016 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 619 408 053 francs cfp (six cent dix-neuf millions quatre cent huit mille cinquante-trois francs cfp) est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	Total
Recettes (en F CFP)	531 774 684	29 000 000	560 774 684
Dépenses (en F CFP)	531 774 684	87 633 369	619 408 053
Résultat (en F CFP)	0	- 58 633 369	- 58 633 369

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 58 633 369 F CFP.

Article 2 : Le directeur et le Payeur de la Polynésie française, agent comptable de l'établissement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
La directrice
des affaires sociales,
Virginie AMARU.

La présidente du conseil
d'administration,
Priscille Tea FROGIER.

BUDGET PRINCIPAL

INSTITUT INSERTION MEDICO EDUCATIF

BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2016

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7)

Feuille 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
70					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
	1				VENTES DE MARCHANDISES					
					VENTES PRODUITS FINIS	50 000	188 300	200 000	150 000	
					Sous-total 701	50 000	188 300	200 000	150 000	
	6				PRESTATIONS SERVICES	110 000 000	125 217 224	110 000 000	0	
					Sous-total 706	110 000 000	125 217 224	110 000 000	0	
	8				PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	17 633 000	17 334 483	17 700 000	67 000	
					Sous-total 708	17 633 000	17 334 483	17 700 000	67 000	
					Total chapitre 70.....	127 683 000	142 740 007	127 900 000	217 000	
74					SUBVENTION EXPLOITATION					
	1				SUBVENTION EXPLOITATION ETAT	0	0	2 551 315	2 551 315	
					Sous-total 741	0	0	2 551 315	2 551 315	
	4				SUBVENTION FONCTIONNEMENT DE POLYNESIE FRANCAISE	384 806 600	384 806 600	372 000 000	- 12 806 600	
					Sous-total 744	384 806 600	384 806 600	372 000 000	- 12 806 600	
					Total chapitre 74.....	384 806 600	384 806 600	374 551 315	- 10 255 285	
75					AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
	8				DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	5 530 000	13 950 495	6 980 000	1 450 000	
					Sous-total 758	5 530 000	13 950 495	6 980 000	1 450 000	
					Total chapitre 75.....	5 530 000	13 950 495	6 980 000	1 450 000	
77					PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	1				PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION GESTION EXERC	0	3 634 548	1 500 000	1 500 000	
					Sous-total 771	0	3 634 548	1 500 000	1 500 000	
	5				PRODUITS CESSIONS ELEMENTS ACTIFS	0	875 000	0	0	
					Sous-total 775	0	875 000	0	0	
	6				PRODUITS ISSUS DE LA NEUTRALISATION AMORTISSEMENT	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
					Sous-total 776	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
	7				QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	6 985 398	6 971 839	13 744 805	6 759 407	
					Sous-total 777	6 985 398	6 971 839	13 744 805	6 759 407	
	8				AUTRES PRODUITS OPERATIONS EXCEPTIONNELLES CAPITAL	0	2 005 522	0	0	
					Sous-total 778	0	2 005 522	0	0	
					Total chapitre 77.....	14 083 962	20 585 473	22 343 369	8 259 407	
78					REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS.					
	7				REPRISES SUR PROVISIONS EXCEPTIONNELS	3 500 000	3 500 000	0	- 3 500 000	
					Sous-total 787	3 500 000	3 500 000	0	- 3 500 000	
					Total chapitre 78.....	3 500 000	3 500 000	0	- 3 500 000	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	535 603 562	565 582 575	531 774 684	- 3 828 878	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
60	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS					
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	42 640 000	40 976 908	41 640 000	- 1 000 000	
					Sous-total 606	42 640 000	40 976 908	41 640 000	- 1 000 000	
					Total chapitre 60.....	42 640 000	40 976 908	41 640 000	- 1 000 000	
61	3				ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES					
					LOCATIONS	1 430 000	947 515	1 730 000	300 000	
	5				Sous-total 613	1 430 000	947 515	1 730 000	300 000	
					TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	10 500 000	8 446 064	10 500 000	0	
	6				Sous-total 615	10 500 000	8 446 064	10 500 000	0	
					PRIMES ASSURANCES	4 600 000	4 121 662	4 600 000	0	
	8				Sous-total 616	4 600 000	4 121 662	4 600 000	0	
					DIVERS	100 000	38 016	100 000	0	
					Sous-total 618	100 000	38 016	100 000	0	
					Total chapitre 61.....	16 630 000	13 553 257	16 930 000	300 000	
62	2				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI					
					REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	8 000 000	7 662 688	1 200 000	- 6 800 000	
	3				Sous-total 622	8 000 000	7 662 688	1 200 000	- 6 800 000	
					PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	430 000	98 631	400 000	- 30 000	
	4				Sous-total 623	430 000	98 631	400 000	- 30 000	
					TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	2 000 000	1 344 310	3 051 315	1 051 315	
	5				Sous-total 624	2 000 000	1 344 310	3 051 315	1 051 315	
					DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	900 000	371 525	1 100 000	200 000	
	6				Sous-total 625	900 000	371 525	1 100 000	200 000	
					FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 500 000	2 476 919	2 500 000	0	
	8				Sous-total 626	2 500 000	2 476 919	2 500 000	0	
					CHARGES EXTERNES DIVERSES	31 120 000	29 093 713	13 700 000	- 17 420 000	
					Sous-total 628	31 120 000	29 093 713	13 700 000	- 17 420 000	
					Total chapitre 62.....	44 950 000	41 047 786	21 951 315	- 22 998 685	
63	5				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES					
					AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..	40 000	37 194	40 000	0	
	7				Sous-total 635	40 000	37 194	40 000	0	
					AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	575 000	451 275	575 000	0	
					Sous-total 637	575 000	451 275	575 000	0	
					Total chapitre 63.....	615 000	488 469	615 000	0	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
64					SECTION 1 - FONCTIONNEMENT					
	1				CHARGES DE PERSONNEL					
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	296 969 414	281 318 758	295 652 336	- 1 317 078	
					Sous-total 641	296 969 414	281 318 758	295 652 336	- 1 317 078	
	3				REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS	3 936 000	3 778 669	1 700 000	- 2 236 000	
					Sous-total 643	3 936 000	3 778 669	1 700 000	- 2 236 000	
	5				CHARGES SOCIALES CPS	87 839 646	81 748 529	86 106 033	- 1 733 613	
					Sous-total 645	87 839 646	81 748 529	86 106 033	- 1 733 613	
	6				REMUNERATIONS DIVERSES (VACATIONS....)	14 000 000	8 715 200	36 000 000	22 000 000	
					Sous-total 646	14 000 000	8 715 200	36 000 000	22 000 000	
65	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	565 000	534 861	450 000	- 115 000	
					Sous-total 647	565 000	534 861	450 000	- 115 000	
					Total chapitre 64.....	403 310 060	376 096 017	419 908 369	16 598 309	
					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
	1				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	130 000	129 991	130 000	0	
					Sous-total 651	130 000	129 991	130 000	0	
	4				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	921 595	921 595	0	- 921 595	
					Sous-total 654	921 595	921 595	0	- 921 595	
	8				DIVERS.AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 300 000	204 819	1 300 000	0	
					Sous-total 658	1 300 000	204 819	1 300 000	0	
67					Total chapitre 65.....	2 351 595	1 256 405	1 430 000	- 921 595	
					CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	1				CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATION GEST EXERCI.	201 015	201 015	0	- 201 015	
					Sous-total 671	201 015	201 015	0	- 201 015	
	8				AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	300 000	91 766	300 000	0	
					Sous-total 678	300 000	91 766	300 000	0	
					Total chapitre 67.....	501 015	292 781	300 000	- 201 015	
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	21 800 995	21 375 006	29 000 000	7 199 005	
					Sous-total 681	21 800 995	21 375 006	29 000 000	7 199 005	
68	7				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EXCEP	9 814 005	9 814 005	0	- 9 814 005	
					Sous-total 687	9 814 005	9 814 005	0	- 9 814 005	
					Total chapitre 68.....	31 615 000	31 189 011	29 000 000	- 2 615 000	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	542 612 670	504 900 634	531 774 684	- 10 837 986	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Feuille 5

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	41 640 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	127 900 000
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	16 930 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	374 551 315
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	21 951 315	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 980 000
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	615 000	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 343 369
64	CHARGES DE PERSONNEL	419 908 369	78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS.	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 430 000			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	300 000			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	29 000 000			
	Total des DEPENSES	531 774 684		Total des RECETTES	531 774 684
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	
	Montant TOTAL	531 774 684		Montant TOTAL	531 774 684

CADRE 2
(DÉVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
13	1				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT					
					SUBVENTION EQUIPEMENT	8 339 137	8 339 137	0	- 8 339 137	
					Sous-total 131	8 339 137	8 339 137	0	- 8 339 137	
					Total chapitre 13.....	8 339 137	8 339 137	0	- 8 339 137	
15	1				PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
					PROVISIONS POUR RISQUES	8 000 000	8 000 000	0	- 8 000 000	
					Sous-total 151	8 000 000	8 000 000	0	- 8 000 000	
					Total chapitre 15.....	8 000 000	8 000 000	0	- 8 000 000	
28	0				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	81 625	81 625	
					Sous-total 280	0	0	81 625	81 625	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 516 436	16 090 447	21 819 811	5 303 375	
					Sous-total 281	16 516 436	16 090 447	21 819 811	5 303 375	
					AMMORT IMMOB CORPOR CHARGE RENOUV NON A L'ETABL	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
					Sous-total 284	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
					Total chapitre 28.....	23 615 000	23 189 011	29 000 000	5 385 000	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	39 954 137	39 528 148	29 000 000	- 10 954 137	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 7

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
10	2				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					CAPITAL ET RESERVES					
					APPORTS					
					Sous-total 102	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
					Total chapitre 10.....	7 098 564	7 098 564	7 098 564	0	
13	1				SUBVENTION INVESTISSEMENT					
					SUBVENTION EQUIPEMENT					
					Sous-total 131	537 800	537 800	60 000	- 477 800	
					SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU CPTÉ RESULTAT	6 985 398	6 971 839	13 744 805	6 759 407	
					Sous-total 139	6 985 398	6 971 839	13 744 805	6 759 407	
					Total chapitre 13.....	7 523 198	7 509 639	13 804 805	6 281 607	
15	1				PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
					PROVISIONS POUR RISQUES					
					Sous-total 151	3 500 000	3 500 000	0	- 3 500 000	
					Total chapitre 15.....	3 500 000	3 500 000	0	- 3 500 000	
20	3				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
					FRAIS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT					
					Sous-total 203	13 000 000	0	13 500 000	500 000	
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....	550 000	408 124	0	- 550 000	
					Sous-total 205	550 000	408 124	0	- 550 000	
					Total chapitre 20.....	13 550 000	408 124	13 500 000	- 50 000	
21	1				IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					TERRAINS					
					Sous-total 211	1 978 476	1 978 476	0	- 1 978 476	
					AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS	1 810 000	1 482 961	650 000	- 1 160 000	
					Sous-total 212	1 810 000	1 482 961	650 000	- 1 160 000	
					CONSTRUCTIONS	2 350 000	2 320 579	5 800 000	3 450 000	
					Sous-total 213	2 350 000	2 320 579	5 800 000	3 450 000	
					CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	0	0	0	0	
					Sous-total 214	0	0	0	0	
					INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	367 830	367 830	6 500 000	6 132 170	
					Sous-total 215	367 830	367 830	6 500 000	6 132 170	
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 562 746	35 558 551	40 280 000	4 717 254	
					Sous-total 218	35 562 746	35 558 551	40 280 000	4 717 254	
					Total chapitre 21.....	42 069 052	41 708 397	53 230 000	11 160 948	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 8

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 01/04/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	73 740 814	60 224 724	87 633 369	13 892 555	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Feuille 9

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULÉS DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
10	CAPITAL ET RESERVES	7 098 564	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	29 000 000	
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	13 804 805	15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 500 000				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 230 000				
	Total des DEPENSES	87 633 369		Total des RECETTES	29 000 000	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	58 633 369	
	Montant TOTAL	87 633 369		Montant TOTAL	87 633 369	
	TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	619 408 053		TOTAL BRUT DES RECETTES	619 408 053	
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)			À déduire : recettes internes (Virements entre sections)		
	TOTAL NET DES DEPENSES	619 408 053		TOTAL NET DES RECETTES	619 408 053	

MINISTERE: MTS
ETABLISSEMENT: IIME

**SITUATION DE L'EFFECTIF BUDGETAIRE
AU TITRE DE L'EXERCICE 2016**
(Arrêté n°1270/CM du 26 novembre 1996 et circulaire 7708/MFR du 25 novembre 1996)

(sur la base des durées maximales)

EFFECTIF BUDGETAIRE		PERSONNEL EN PLACE				Date du prochain avancement	Cadre réservé au CDE	OBSERVATIONS	RECAPITULATIF POSTE	
Numéro de poste	Intitulé du poste	Noms Prénoms	Statut	Catégorie	Echelon				Pourvu	Vacant
1514101	Alde Technique (qualifié) (chauffeur)	AH MIN Mario	FPPF	D	4	01/01/2017		Temps non complet 23h/semaine	X	
151383	Auxiliaire de soins	AH SIN Helmaeva	FPPF	C	6	26/07/2017			X	
1513111	Auxiliaire de soins	AIAMU Annalita	FPPF	C	3	08/10/2016			X	
151329	Adjoint administratif	AKA Turia	ANT	C	1			Assistante RH -CDD au 18/06/2014	X	
151260	Rédacteur (secrétaire de site)	AMARU Taraina	FPPF	B	7	05/08/2017		Disponibilité au 01/09/2015 jusqu'au 30/04/2016	X	
	Adjoint administratif (secrétaire de site)	RERE Mayra	ANT	C	1			Remplacement AMARU CDD au 01/09/2014		
151107	Attaché d'administration	ANIHIA Laelilla	ANT	A	1			Juriste - CDD au 01/08/2014	X	
151449	Alde technique	ATA Patrick	FPPF	D	1	22/09/2016		Stagiaire-nomination au 22/09/15	X	
151284	Assistant socio-éducatif (ppal)	BEAUVILAIN Aurélie	FPPF	B	3	03/10/2016		Fonctions responsable éducatif	X	
153334	Moniteur d'atelier	BENETEAU Franck	ANFA	3	3	17/12/2016			X	
1513104	Auxiliaire de soins (ppal 2ème classe)	BERNARDINO J.Charles	FPPF	C	4	01/01/2016			X	
151379	Auxiliaire de soins (2ème classe)	CADOUSTEAU Jean-Yves	FPPF	C	6	08/03/2018			X	
1511118	Psychologue	CARION Maeva	FPPF	A	2			Nomination stagiaire 01/04/2016	X	
151547	Convoyeur	CHANE Matahi	ANT	D	1			CDD au 13/04/2015 - 20h/semaine	X	
151204	Assistant socio-éducatif (principal)	CHANTEAU Eliane	FPPF	B	9	échelon max			X	
153114	Educateur spécialisé	CHUNG Emilienne	ANFA	1	5	09/04/2016		Responsable de site	X	
1511110	Psychologue	COLLOMB Isabelle	FPPF	A	4	01/07/2016			X	
151282	cateur des activités phys et sportives (2ème cla	DEFAIX Sylvain	FPPF	B	7	23/04/2016			X	
153237	Educateur spécialisé	DEHORS Léa	ANFA	2	9	28/09/2016			X	
151278	Infirmière	DUARTE Sabine	ANT	B	5			CDD au 06/08/2014	X	
1512107	Rééducateur (psychomotricien)	DUFIEUX Caroline	FPPF	B	5	26/08/2020		80% depuis le 01/01/2014	X	
151366	Agent social	PATU HUKENA Maima	ANT	C	1			CDD au 06/01/2015	X	
151205	Secrétaire comptable	FOINKINOS Sarah	ANT	B	1			CDD au 25/08/2014	X	
151215	Infirmier	FORMONT Janice	ANT	B	1			CDD au 28/10/2013	X	
151118	Conseiller socio-éducatif (Directeur)	FOUET Christian	ANT	A	Gr1 CH7			arrêté n°1615/CM du 05 décembre 2013	X	
153193	Responsable adm.&financier	GIORIA Frédéric	ANFA	1	8	13/09/2017			X	
151228	Assistant socio-éducatif	GONGUI Amira	FPPF	B	2	17/08/2017		Nomination stagiaire 17/08/15	X	
	Agent social	TAPETA Vainui	ANT	C	1			CDD remplacement intérimaire AV 301 + GONGUI + subside DEHORS au 05/03/2015		
151217	Assistant socio-éducatif (éduc.spé)	HAGUENOER Alexandra	FPPF	B	2	15/07/2017		Nomination stagiaire 15/07/2015	X	
151342	Adjoint administratif (ppal 2ème classe)	HAREUTA Harold	FPPF	C	9	24/05/2019		Fonctions d'éducateur spécialisé	X	
151445	Aide-technique (chauffeur)	HARRY WILLIAMS David	ANT	D	1			CDD au 08/12/2014 - 20h/semaine	X	
151216	Assistant socio-éducatif	HAUMANI Helinui	FPPF	C	6	03/08/2016		Détachée et nommée stagiaire ASE 05/08/2015	X	
151448	Aide technique (qualifié) (maîtresse de maison)	HUAA Rosa	FPPF	D	11	échelon max			X	
151351	Auxiliaire de soins	IOANE Nini	FPPF	C	4	04/11/2016			X	
151369	Agent social	IRACANE Yvon	FPPF	C	6	18/05/2015		En CLM jusqu'au 30/09/2016	X	

EFFECTIF BUDGETAIRE		PERSONNEL EN PLACE				Date du prochain avancement	Cadre réservé au CDE	OBSERVATIONS	RECAPITULATIF POSTE	
Número de poste	Intitulé du poste	Noms Prénoms	Statut	Catégorie	Echelon				Pourvu	Vacant
151463	Aide technique (qualifié) (chauffeur)	JENNINGS Tafai	FPPF	D	4	30/06/2017			X	
151177	Psychologue	JOUSSIN Xijuan	FPPF	A	5	18/08/2017			X	
1513112	Agent social	LEJEUNE Patrick	FPPF	C	4	06/09/2013		Disponibilité jusqu'au 30/09/2018	X	
	Agent Social	TERITAHU Noélanie	ANT	C	1			CDD remplacement disponibilité P.LEJEUNE		
151162	Assistant socio-éducatif (ppal)	LEMAIRE Julien	FPPF	B	4	01/11/2016		Fonctions directeur adjoint	X	
151327	Agent Social	LUCAS Maëta	ANT	C	1			CDD au 19/10/2015-remplacement AT WEHRLE	X	
151302	Psychologue	MAGNES J. François	ANFA	1	10			Ne souhaite plus avancer	X	
151385	Auxiliaire de soins	MAHAGA Emilianna	FPPF	C	6	19/07/2017		Fonctions de responsable éducatif	X	
1514117	Aide technique (auxiliaire de vie)	MAMATUI Virginia	ANT	D	1			CDD au 14/04/2014	X	
1514120	Aide technique	MANEA Ferdinand	FPPF	D	1			Nomination stagiaire 01/04/2016	X	
151340	Adjoint administratif	TEMAHUI Arnold	ANT	C	1			CDD au 04/01/2016 - Vaguemestre	X	
151444	Aide-technique (chauffeur)	MILTON Richmond	ANT	D	1			CDD au 24/08/2015	X	
1512109	Infirmier	MORIE Estelle	ANT	B	5			CDD au 13/08/2015	X	
1514102	Aide technique (qualifié) (chauffeur)	MU Jacques	FPPF	D	3	15/09/2017			X	
151441	Aide technique (qualifié) (convoyeur)	ODY Patrick	FPPF	D	4	01/12/2016			X	
1513105	Auxiliaire de soins	PANAI Eric	FPPF	C	3	12/06/2017			X	
151333	Animatrice éducatrice	PARKER Arabella	ANFA	3	11				X	
151259	Assistant socio-éducatif (ppal)	PERRARD Marie	FPPF	B	3	18/04/2016		Responsable de site	X	
151321	Auxiliaire de soins	PIHAHUNA Juliana	FPPF	C	3	08/08/2016			X	
151101	Psychologue	PUTOA Maraetarii	ANT	A	1			Nomination stagiaire au 01/04/2016	X	
151389	Auxiliaire de soins	PUTOA Philea	FPPF	C	2	25/11/2017			X	
1512100	Educateur spécialisé	RAT Laetitia	ANFA	2	7	15/02/2018			X	
151646	Aide technique (spécialisé)	RATARO Pila	FPPF	D	7	01/05/2016		Coordinateur des chauffeurs	X	
151371	Auxiliaire de soins (ppal 2ème classe)	RAVETUPU Elina	FPPF	C	6	17/01/2017			X	
151153	Psychologue	REREA Moerani	ANT	A	1			Nomination stagiaire au 30/03/2016	X	
151331	Agent social	RIVETA Ramona	ANT	C	1			CDD au 08/08/2014	X	
151465	Aide technique (qualifié) (maîtresse de maison)	ROBSON Maïna	FPPF	D	3	01/01/2015			X	
151238	Rédacteur (secrétaire comptable)	ROOINO Parea	ANT	B	1			CDD au 08/01/2014	X	
151336	Auxiliaire de soins	ROTA Rebecca	FPPF	C	3	21/08/2016			X	
151106	Conseiller socio-éducatif (institutrice)	SIMMER Sandrine	ANT	A	1			CDD au 22/08/13	X	
151222	Educateur	SIMON Romuald	ANFA	2	11	échelon max		Responsable de site	X	
151467	Aide technique (convoyeur)	TAHUHUATAMA Sylvère	FPPF	D	2	20/08/2016			X	
151264	Rédacteur (secrétaire de site)	TAMARINO Hinano	ANT	B	1			CDD au 12/02/2014	X	
151391	Moniteur d'atelier	TEMARIAUMA Lucie	ANFA	3	6	02/11/2017			X	
151452	Aide technique (spécialisé) (maîtresse de maison)	TAMUI Doris	FPPF	D	6	19/06/2016			X	
1514121	Aide technique	TAPU Vaea	ANT	D	1			CDD au 05/08/2015	X	
151239	Secrétaire	TAURAA Heretahi	ANT	B	1			Congé maternité jusqu'au 04/05/2015	X	
151368	Agent social	TAURUA Heitini	FPPF	C	5	05/09/2017			X	
151381	Agent social	TAVITA Paru Tanuke	ANT	C	1			CDD au 13/10/2013	X	
151461	Aide technique (spécialisé) (chauffeur)	TCHONG John	FPPF	D	6	05/05/2017			X	
1513113	Agent social	TEHARE Tiareura	ANT	C	1			CDD au 04/01/2016	X	
151212	Assistant socio-éducatif	TEINAORE Sabrina	FPPF	B	1			Nomination stagiaire au 05/08/2015	X	
151443	Aide Technique (chauffeur)	TEKURARERE Daniel	ANT	D	1			CDD au 19/06/2014	X	
151335	Moniteur d'atelier	TEARIKI Laurent	ANFA	3	11	échelon max			X	

153224	Secrétaire comptable	TEHIVA Nadia	ANFA	2	11	échelon max			X	
EFFECTIF BUDGETAIRE			PERSONNEL EN PLACE						RECAPITULATIF POSTE	
Numéro de poste	Intitulé du poste	Noms Prénoms	Statut	Catégorie	Echelon	Date du prochain avancement	Cadre réservé au CDE	OBSERVATIONS	Pourvu	Vacant
151326	Moniteur éducateur	TERRIEROITERAI Jérôme	ANT	C	1			CDD au 05/08/15	X	
1514103	Aide technique (qualifié)	TETUANUI Maurirere	FPPF	D	4	01/01/2017		Temps non complet 23h/ semaine	X	
151288	Aide d'activités physiques et sportives (2ème C)	THIBAUT Cédrik	FPPF	B	7	18/12/2016			X	
151273	Rééducateur (psychomotricien)	TOUSSAINT Laura	ANT	B	2			CDD 01/04/2015	X	
151299	Assistant socio-éducatif	TUIRA Hylaina	FPPF	B	7	28/01/2018			X	
1512119	Rééducateur (psychomotricienne CN)	TURI Teura	FPPF	B	3	23/06/2018			X	
151430	Aide Technique	VANAA Vairea	ANT	D	1			CDD au 26/02/2015	X	
151350	Auxiliaire de soins	VIVISH Victor	FPPF	C	9	30/12/2016			X	
151387	Auxiliaire de soins	WEHRLE Maeva	FPPF	C	6	26/07/2017			X	
1514116	Aide technique (convoyeur)	WILLIAMS Antoine	ANT	D	1			CDD au 08/08/2014-28h semaine	X	
151113	Conseiller socio-éducatif	WINTER Marie Claire	FPPF	A	9	30/11/2016			X	
151256	Assistant socio-éducatif			B						X
151292	Assistant socio-éducatif			B						X
151170	Médecin			A						X
151155	Médecin psychiatre			A						X
151175	Psychologue			A						X
151274	Rééducateur (ergothérapeute)			B						X
151276	Rééducateur (kinésithérapeute)			B						X
1512108	Rééducateur (orthophoniste)			B						X
151254	Rééducateur (orthophoniste)			B						X
151332	Adjoint administratif			C						X
151290	Assistant socio-éducatif			B				Démission Rachelle FLORES		X
151268	Rééducateur (psychomotricien)			B						X
									88	12
									100	

ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF
INSTITUT D'INSERTION MEDICO-EDUCATIF

ETAT RECAPITULATIF DE L'ACTIF PROVISoire AU 31.12.2016 - AMORTISSEMENT 2016

LIBELLES	Val. brute 31/12/2015	Acquisition 2016	Sortie 2016	Val. brute 31/12/2016	Durée	Taux	Cumul des amort. au 31/12/2015	Amort. annuel 2016	Sortie Amortissement 2016	Cumul amort. 2016	Val. nette compt 31/12/2016
203 - Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	3	33,33%	0	0	0	0	0
205-3 - Concessions, brevets, licences (logiciels)	754 500	0	0	754 500	5	20%	346 376	81 625	0	428 001	326 499
211-56 Terrains bâtis reçus en affectation	181 562 000	0	0	181 562 000	0	0%	0	0	0	0	181 562 000
211-58 Autres terrains bâtis	1 978 476	0	0	1 978 476	0	0%	0	0	0	0	1 978 476
212-26 - Agencés - Aménagés terrains reçus en affectation	5 454 608	0	0	5 454 608	10	10%	2 810 254	293 568	0	3 103 822	2 350 786
213-16 - Bâtiments affectés ou reçus en dotation	141 971 282	0	0	141 971 282	20	5%	36 181 256	7 098 564	0	43 279 820	98 691 462
213-18 - Constructions Autres bâtiments	1 940 138	0	0	1 940 138	20	5%	245 245	97 007	0	342 252	1 597 886
213-57 - Installations techn./agencés	57 440 523	0	0	57 440 523	15	7%	30 478 713	5 448 531	0	35 483 660	21 956 863
213-58 - Autres Installations techn./agencés	524 980	0	0	524 980	10	10%	372 677	35 015	0	407 692	117 288
214-8 - Construction réseau (VRD) sur sol d'autrui	2 717 872	0	0	2 717 872	10	10%	271 787	271 787	0	543 574	2 174 298
215-3 - Installations à caractère spécifique	1 891 054	0	0	1 891 054	10	10%	1 594 087	85 320		1 679 407	211 647
215-47 - Matériel acquis	1 831 357	0	0	1 831 357	5	20%	1 831 357	0	0	1 831 357	0
215-5 - Outillage	1 177 830	0	0	1 177 830	5	20%	542 000	140 568	0	682 566	495 264
218-17 - Installations gles, agcs, aménagés divers acquis	25 076 728	0	0	25 076 728	5	20%	4 991 541	4 941 203	0	9 932 744	15 143 984
218-18 - Installations gles, agcs, aménagés divers	474 450	0	0	474 450	5	20%	332 670	47 260	0	379 930	94 520
218-2 - Matériel de transport	120 712 233	0	0	120 712 233	5	20%	89 241 783	8 127 690	0	97 369 473	23 342 760
218-31 - Matériel de Bureau	1 577 484	0	0	1 577 484	5	20%	705 396	225 968	0	931 364	646 120
218-317 - Matériel de bureau acquis	0	0	0	0	5	20%	0	0	0	0	0
218-32 Matériel Informatique	4 174 965	0	0	4 174 965	5	20%	2 156 116	643 106	0	2 799 222	1 375 743
218-327 - Matériel Informatique acquis	0	0	0	0	10	10%	0	0	0	0	0
218-4 - Mobilier	20 552 868	0	0	20 552 868	10	10%	19 467 738	777 613	0	20 245 351	307 517
218-47 - Mobilier acquis	1 101 785	0	0	1 101 785	10	10%	1 101 785	0	0	1 101 785	0
218-8 - Matériel divers	5 448 425	0	0	5 448 425	5	20%	3 141 494	634 107	0	3 775 601	1 672 824
218-87 - Matériel divers acquis	0	0	0	0	5	20%	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL :	578 363 558	0	0	578 363 558			195 812 275	28 948 929	0	224 317 620	354 045 938

Le Directeur de l'IME

Parc automobile au 04/01/2016								
	Site d'affectation	Immatriculation	Type de véhicule + nb places	Nb de places assises enfants	Date mise en service	Observations	Chauffeurs / Convoyeurs	Statuts*
VEHICULES DE TRANSPORT SCOLAIRE								
1	PIRAE	5627D	Hyundai 29p	27	01/09/2000	Transport enfants A réformer 2015	Tafai JENNINGS / Matahi CHAINE	Titulaire ATQ / CDD ANT-AT
2	PIRAE	6779D	Hyundai County 29p	27	24/07/2009	Transport enfants	Daniel TEKURARERE / Sylvère TAHUHUATAMA	CDD ANT-AT / Titulaire AT
3	PAEA	7052D	Mercedes UrbanFoz 28p	26	16/06/2015	Transport enfants	ATA Patrick / Franck BENETEAU	Stagiaire AT / ANFA CC3
4	PAEA	6708D	Hyundai County 29p	27	09/07/2008	Transport enfants	John TCHONG / Patrick ODY	Titulaire ATS / Titulaire AT
5	PAEA	6029D	Kia Motors 14p	13	06/10/2003	Véhicule de réserve		
6	TARAVAO	6707D	Hyundai Aerotown 39p	37	09/07/2008	Transport enfants	Milton RICHMOND / David HARRY WILLIAMS	CDD ANT-AT / CDD ANT-AT
7	TARAVAO	7051D	Peugeot BOXER 8p	6 fauteuils roulants + 1 assise	10/06/2015	Transport enfants en fauteuil roulant	Jacques MU	Titulaire ATQ
8	TARAVAO	6030D	Mercedes PICOLINO 30p	28	06/10/2003	Transport enfants	Antoine WILLIAMS / Mario AHMIN	CDD ANT-AT / Titulaire ATQ
VEHICULES DE TRANSPORT EN JOURNEE POUR LES ACTIVITES DES GROUPES								
9	PIRAE	6880D	Renault MASTER 9p	8	21/01/2011	Transport enfants	Equipes éducatives	
10	TARAVAO	6881D	Renault MASTER 9p	8	21/01/2011	Transport enfants	Equipes éducatives	
11	PAEA	6576D	Renault MASTER 9p	8	17/07/2007	Transport enfants	Equipes éducatives	
12	PAEA	6034D	Kia Motors 9p	8	29/10/2003	Transport enfants	Equipes éducatives	
13	TARAVAO	6445D	Peugeot BOXER	0	06/09/2006	Transport matériels	chauffeurs	
VEHICULES DE SERVICE								
14	TARAVAO	6709D	Peugeot Partner		22/07/2008	Service	Personnels administratifs et responsable du site	
15	PAEA	6959D	Dacia DUSTER		25/10/2013	Service	Personnels administratifs et responsable du site	
16	PIRAE	6960D	Dacia DUSTER		25/10/2013	Service	Personnels administratifs et responsable du site	
17	PIRAE	7069D	Dacia Logan		07/10/2015	SESSAD LLD de 4 ans	Equipes éducatives	
18	PAPEETE	6918D	Dacia Logan		10/09/2012	Service/direction LLD de 4 ans	Personnels administratifs et direction	
19	PAPEETE	7064D	Vespa Piaggio 125cc		07/10/2015	Factotum		
REFORMES 2015								
1	PAPEETE	6214D	Renault CLIO		01/07/2003		VENDU	
2	PAPEETE	6215D	Renault CLIO		01/07/2003		VENDU	
3	TARAVAO	6729D	MAHINDRA BOLERO	4	27/11/2008		VENDU	
4	PAEA	5505D	Hyundai 25p	23	26/01/2000		VENDU	
5	PAPEETE	5625D	Vespa Piaggio PX 200		19/04/2000		VOLE	

LLD : Location longue durée

TARAVAO = Site d'accueil

PAEA = Site d'accueil

PIRAE = Site d'accueil+SESSAD (section d'éducation spéciale et de soins à domicile)

PAPEETE = Direction

* AT = aide technique

ATS = aide technique spécialisé

ATQ = aide technique qualifié

NOR : PAP1600283AC

Par arrêté n° 530 CM du 29 avril 2016. — Est rendue exécutoire la délibération n° 1-2016 CA-PAP du 30 mars 2016 du conseil d'administration du port autonome de Papeete attribuant une subvention à l'association Tahiti Cruise Club.

DELIBERATION N° 01/2016/CA-PAP DU 30 MARS 2016
Attribuant une subvention à l'association Tahiti Cruise Club

— *** —

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PORT AUTONOME DE PAPEETE

- Vu la délibération n° 62-2/AT du 5 janvier 1962 portant création et organisation d'un établissement public dénommé « Port Autonome de Papeete », modifiée par la délibération n° 2001-5/APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au Code des ports maritimes de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 1473/CM du 26 décembre 1997 modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Port Autonome de Papeete" ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 1200/CM du 13 août 2014 portant nomination de M. Serge EMERY en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete ;
- Vu l'arrêté n° 976/CM du 24 juillet 2015 portant nomination de M. Boris PEYTERMANN en qualité de directeur général par intérim de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Port autonome de Papeete" ;
- Vu le projet de convention de partenariat entre l'association Tahiti Cruise Club et le Port Autonome de Papeete en annexe ;
- Vu le rapport du directeur général par intérim du Port Autonome de Papeete ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 30 mars 2016 ;

ADOpte

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de 700 000 F est allouée à l'association Tahiti Cruise Club au titre de la quote-part de participation et de la représentation du Port Autonome de Papeete sur le stand de la destination « Tahiti et ses îles » dont il dispose dans le pavillon des îles du Pacifique, mis en place par la South Pacific Cruise Alliance dont il est membre, au Seatrade Cruise Global qui s'est tenu à Fort Lauderdale (USA) du 14 au 17 mars 2016.

ARTICLE 2 : Le directeur général est autorisé à signer la convention de partenariat y afférente.

ARTICLE 3 : Cette subvention est imputée au compte 6715 intitulé « subventions accordées » du budget du Port Autonome de Papeete.

ARTICLE 4 : Le directeur général par intérim du Port Autonome de Papeete et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération.

Un administrateur,

Thierry CHARRIER.

Le président
du conseil d'administration,
Albert SOLIA.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 296 PR du 27 avril 2016 portant délégation de signature à Mme Solange Calissi, receveur des impôts.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Vu le code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 98-581 du 8 juillet 1998 portant actualisation et adaptation des règles relatives aux garanties de recouvrement et à la procédure contentieuse en matière d'impôts en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010 modifié relatif au service dénommé "direction des impôts et des contributions publiques" ;

Vu l'arrêté n° 128 CM du 26 janvier 1998 créant la recette des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1569 CM du 7 novembre 2008 portant nomination de Mme Solange Calissi en qualité de receveur des impôts ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 686 PR du 19 septembre 2014 portant délégation de signature au secrétaire général du gouvernement de la Polynésie française, en son article 2 a),

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Solange Calissi, receveur des impôts, à l'effet d'établir, dans le cadre des procédures collectives, conformément aux articles L. 621-43 à L. 621-47 du code de commerce, les déclarations de créances fiscales dont elle a la charge du recouvrement entre les mains des mandataires de justice et d'en suivre les éventuelles contestations jusqu'à l'admission au passif des débiteurs.

Art. 2.— Mme Solange Calissi, receveur des impôts, est habilitée, dans le cadre des procédures de règlement amiable des difficultés des entreprises, conformément aux articles L. 611-4 et L. 611-5 du code de commerce, à représenter les intérêts de la Polynésie française devant le conciliateur et à se prononcer sur les modalités de paiement proposées par le débiteur.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Solange Calissi, les délégations prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Teiva Mollon, fondé de pouvoir, dans le respect des instructions du receveur des impôts.

Art. 4.— L'arrêté n° 827 PR du 14 octobre 2014 est abrogé.

Art. 5.— Le receveur des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 2016.

Edouard FRITCH.

ARRETE n° 304 PR du 28 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 398 PR du 17 juin 2015 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome n° 13 de la direction des impôts et des contributions publiques.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1087 PR du 29 décembre 2014 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la

Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 17 juin 2015 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome n° 13 de la direction des impôts et des contributions publiques ;

Vu l'arrêté n° 145 CM du 17 février 2016 portant nomination de Mme Lisa Juventin-Lissant en qualité de chef du service de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française ;

Vu la lettre de Mme la directrice des impôts et des contributions publiques n° 1916 VP/DICP du 11 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 398 PR du 17 juin 2015 susvisé, en ce qui concerne la nomination des représentants de l'administration, est ainsi rédigé :

"En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- le directeur des impôts et des contributions publiques, *président* ;
- le directeur du département du pilotage des ressources et des moyens, chargé d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du président ;
- Mme Loaina Pihaatae, chargée d'assurer le secrétariat permanent du comité ;
- Mme Solange Calissi, *membre*.

Suppléants :

- M. Lionel Bach ;
- Mme Tatiana Vodicka ;
- Mme Aloma Rereao ;
- M. Heifara Teamotuitau".

Art. 2. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration
et de la fonction publique,
Jean-Christophe BOUISSOU.*

ARRETE n° 306 PR du 29 avril 2016 relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Teva Rohfritsch, ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, pendant l'absence de M. Jean-Christophe Bouissou, du 28 au 30 avril 2016 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,
Nuihau LAUREY.*

ARRETE n° 307 PR du 29 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, pendant l'absence de M. Heremoana Maamaatuaiahutapu, du 28 au 30 avril 2016 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

VICE-PRÉSIDENCE

ARRETE n° 3594 VP du 29 avril 2016 portant délégation de signature à M. Lionel Bach, directeur des impôts et des contributions publiques par intérim, ainsi qu'à certains agents de la direction des impôts et des contributions publiques durant la période du 6 au 20 mai 2016 inclus.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 507 CM du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Claude Panero en qualité de chef de service des contributions ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 27 août 2010 relatif au service dénommé "direction des impôts et des contributions publiques" ;

Vu l'arrêté n° 500 CM du 28 avril 2016 portant nomination de M. Lionel Bach, chef de la division de la "gestion fiscale", en qualité de directeur des impôts et des contributions publiques par intérim du 6 au 20 mai 2016 inclus,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Lionel Bach, directeur des impôts et des contributions publiques par intérim, à l'effet de signer au nom du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— M. Lionel Bach est habilité à signer, au nom du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, les actes concernant :

- 1) La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2) L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3) Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4) Les ordres de déplacement dans le territoire, n'excédant pas six (6) jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5) La prise en charge des frais de transport et de bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6) L'engagement et la liquidation des dépenses de la direction ;
- 7) La signature des contrats et conventions liés à la gestion courante de la direction ;
- 8) La délivrance de certificats administratifs ;
- 9) La liquidation des recettes.

Art. 3.— M. Lionel Bach reçoit en outre délégation à l'effet :

1 - En matière de juridiction gracieuse :

a) De prendre les décisions gracieuses de rejet, remise, ou modération dans la limite de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP) par cote et par exercice s'agissant des impôts perçus par voie de rôle, ou par période d'imposition et créance s'agissant des impôts perçus sur liquidation ;

b) De statuer sur les demandes d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables présentées par le payeur de la Polynésie française ou le receveur des impôts, dans la limite de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP) par cote s'agissant des impôts perçus par voie de rôle et par créance s'agissant des impôts perçus sur liquidation.

2 - En matière de juridiction contentieuse :

a) De prendre, en ce qui concerne les droits ou les pénalités, sans limitation de montant, des décisions contentieuses d'admission totale ou de dégrèvement, restitution ou restitution d'office portant sur les impôts, droits, taxes et redevances ;

b) De prendre, en ce qui concerne les droits ou les pénalités, dans la limite de *deux millions de francs CFP*

(2 000 000 F CFP) par cote ou exercice, des décisions contentieuses d'admission partielle ou de rejet, des impôts perçus par voie de rôle ;

c) De prendre, en ce qui concerne les droits ou les pénalités, dans la limite de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP) par créance ou période d'imposition, des décisions contentieuses d'admission partielle ou de rejet, des impôts, droits, taxes et redevances perçus sur liquidation ;

d) De prendre, sans limitation de montant, des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet en matière de remboursements de crédit de taxe sur la valeur ajoutée.

3 - De constater et de liquider la recette fiscale et notamment :

a) D'établir et de rendre exécutoires les rôles d'impôts directs et taxes assimilées ;

b) De fixer les dates de mise en recouvrement des rôles ;

c) De signer les arrêtés de liquidation relatifs aux impôts, droits, taxes et redevances perçus sur liquidation.

Par pénalités visées au présent article, il convient d'entendre les majorations, pénalités, amendes et intérêts de retard visés par le code des impôts.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Bach, la délégation prévue aux articles 1er, 2 et 3 du présent arrêté est dévolue dans les mêmes conditions, à M. Dominique Peynot, chef de la division du contrôle fiscal.

Art. 5. — En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées aux articles 1er et 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à l'effet :

1 - En matière de juridiction gracieuse :

- de prendre dans le domaine de la juridiction gracieuse visée au 1 - a) de l'article 3 et dans la limite de leurs attributions, en ce qui concerne les droits ou les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise ou modération, aux fonctionnaires de catégorie A, dont les noms suivent :

- Mme Vaea Fortez, chef de la section "service de la gestion et du recouvrement des impôts" de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts pour les décisions, dans la limite de *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP), par cote et par exercice s'agissant des impôts perçus par voie de rôle, ou par période d'imposition et créance s'agissant des impôts perçus sur liquidation ;

- Mmes Thérèse Chin Koun Cheng, chef de la section "service du registre fiscal et du support", Aloma Rereao, chef de la section "service clientèle" et Fannie Fourdrigniez, responsable du "pôle de gestion et de recouvrement amiable" de la section "service de la gestion et du recouvrement des impôts", de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts, pour décisions dans la limite de *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), par cote et par exercice s'agissant des impôts perçus par voie de rôle, ou par période d'imposition et créance s'agissant des impôts perçus sur liquidation ;

- M. Laurent Matijascic chef de la subdivision déconcentrée des îles Sous-le-Vent, pour les décisions dans la limite de *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), par cote et par exercice s'agissant des impôts perçus par voie de rôle, ou par période d'imposition et créance s'agissant des impôts perçus sur liquidation.

2 - En matière de juridiction contentieuse :

- de prendre dans le domaine de la juridiction contentieuse visée au 2 - de l'article 3 et dans la limite de leurs attributions, en ce qui concerne les droits et pénalités, des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, par cote, créance, exercice ou période d'imposition, aux fonctionnaires de catégorie A, dont les noms suivent :

- Mme Vaea Fortez, chef de la section "service de la gestion et du recouvrement des impôts" de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts pour les demandes portant sur des impositions dont le montant initial en droits ou pénalités est égal ou inférieur à *sept cent cinquante mille francs CFP* (750 000 F CFP), dans la limite de *sept cent cinquante mille francs CFP* (750 000 F CFP) ;

- Mmes Thérèse Chin Koun Cheng, chef de la section "service du registre fiscal et du support", Aloma Rereao, chef de la section "service clientèle" et Fannie Fourdrigniez, responsable du "pôle de gestion et de recouvrement amiable" de la section "service de la gestion et du recouvrement des impôts", de la division des impôts des entreprises et des particuliers, recette des impôts, pour les demandes portant sur des impositions dont le montant initial en droits ou pénalités est égal ou inférieur à *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), dans la limite de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) ;

- M. Laurent Matijascic, chef de la subdivision déconcentrée des îles Sous-le-Vent, pour les demandes portant sur des impositions dont le montant initial en droits ou pénalités est égal ou inférieur à *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), dans la limite de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP).

Art. 6. — En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées aux articles 1er et 4 du présent arrêté dans le domaine de la juridiction contentieuse visée au 2 - de l'article 3, délégation de signature est donnée à l'effet de prendre des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, en matière de remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée à Mme Cécile Gallet, chef de la section de contrôle sur pièces et expertise de la division du contrôle fiscale pour les demandes de remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée dont le montant est égal ou inférieur à *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), dans la limite de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP).

Art. 7.— Lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs et en cas d'absence ou d'empêchement des personnes citées aux articles 1er et 4 du présent arrêté, les agents de catégorie A désignés à l'article 5 du présent arrêté reçoivent délégation de signature à l'effet de prononcer le dégrèvement contentieux correspondant, quel que soit son montant, y compris lorsque celui-ci excède les plafonds de délégation visés à l'article 5 du présent arrêté.

La décision doit préciser de manière explicite le motif du dégrèvement et être conservée dans le dossier du contribuable concerné. Une copie des décisions prises à ce titre est en outre transmise à la direction du service, pour information, lorsque le montant dégrèvement excède le plafond de délégation accordé à l'agent signataire de la décision.

Art. 8.— En outre, en cas d'absence ou d'empêchement des personnes citées aux articles 1er et 4 du présent arrêté, les agents visés aux articles 5, 6 et 7 du présent arrêté reçoivent délégation à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ainsi que les réponses aux demandes d'information des contribuables dès lors que ces réponses ne sont pas susceptibles de faire grief et ne comportent pas de prise de position de la direction des impôts et des contributions publiques.

Art. 9.— En cas d'absence ou d'empêchement des personnes citées aux articles 1er et 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à l'effet de signer tous les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2 et 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée liés à l'activité de leur département ou bureau respectif ainsi que les réponses aux demandes d'information des contribuables dès lors que ces réponses ne sont pas susceptibles de faire grief et ne comportent pas de prise de position de la direction des impôts et contributions publiques, aux fonctionnaires de catégorie A et B, dont les noms suivent :

- M. Philippe Pagesy, chef du département juridique de la fiscalité ;
- Mme Tatiana Botty, chef du département de la stratégie et de la maîtrise des risques ;
- M. Lucien Yau, chef de la division de l'informatique et de la relation numérique à l'utilisateur ;
- Mme Loaina Pihaatae, chef du bureau du personnel, du budget et de la logistique.

Art. 10.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.
Nuihau LAUREY.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 3586 MTF/DGRH du 29 avril 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 34 ingénieurs subdivisionnaires et de 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 334 CM du 2 avril 1997 modifié fixant les modalités et les programmes des épreuves des concours de recrutement des ingénieurs subdivisionnaires et des

ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 21 janvier 2016 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2016 de concours relevant de la filière administrative et financière, de la filière technique, de la filière éducative et de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la liste des postes d'ingénieurs mis en concours jointe en annexe du présent arrêté,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de :

a) 34 ingénieurs subdivisionnaires de catégorie A dont :

- 11 postes dans la spécialité "génie civil" ;
- 1 poste dans la spécialité "biochimie" ;
- 2 postes dans la spécialité "biologie marine-aquaculture" ;
- 2 postes dans la spécialité "biologie marine-halieuistique" ;
- 1 poste dans la spécialité "électrotechnique" ;
- 2 postes dans la spécialité "énergie et environnement" ;
- 1 poste dans la spécialité "entomologie" ;
- 1 poste dans la spécialité "épidémiologie" ;
- 1 poste dans la spécialité "gestion des déchets" ;
- 1 poste dans la spécialité "informatique-développement d'applications" ;
- 1 poste dans la spécialité "informatique-systèmes et réseaux" ;
- 2 postes dans la spécialité "installations classées pour l'environnement" ;
- 1 poste dans la spécialité "phytopathologie" ;
- 1 poste dans la spécialité "génie sanitaire" ;
- 1 poste dans la spécialité "sciences de l'environnement" ;
- 2 postes dans la spécialité "systèmes d'information géographique" ;
- 1 poste dans la spécialité "topographie" ;
- 1 poste dans la spécialité "urbanisme et aménagement du territoire" ;
- 1 poste dans la spécialité "urbanisme et déplacements terrestres" ;

b) 6 ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe de catégorie A dont :

- 1 poste dans la spécialité "télécommunications" ;
- 1 poste dans la spécialité "architecte" ;
- 2 postes dans la spécialité "physique radiologique et médicale" ;
- 2 postes dans la spécialité "qualité et gestion des risques sanitaires".

Art. 2. — Les conditions d'accès au concours, la nature des épreuves et la composition du jury sont fixées en application de la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et par l'arrêté n° 334 CM du 2 avril 1997 modifié.

Art. 3. — Le concours externe d'ingénieur subdivisionnaire est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme ou titre scientifique ou technique reconnu équivalent visé par l'Etat sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à 5 années d'études supérieures après le baccalauréat et homologué au niveau I-II suivant la procédure définie par le décret n° 72-279 du 12 avril 1972 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique, ainsi qu'aux candidats ayant suivi une formation à l'étranger d'une durée au moins égale à 5 années d'études supérieures après le baccalauréat et autorisés à concourir par la commission d'évaluation des diplômes ou titres étrangers créée par la délibération n° 2000-119 APF du 12 octobre 2000.

Le concours externe d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe est ouvert aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme délivré par les établissements suivants :

- Ecole centrale des arts et manufactures ;
- Ecole centrale de Lyon ;
- Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts (avant 1965 : Ecole nationale du génie rural ;
- Ecole nationale des eaux et des forêts) ;
- Ecole nationale des ponts et chaussées ;
- Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace ;
- Ecole nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ;
- Ecole nationale supérieure des mines de Paris ;
- Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne ;
- Ecole nationale supérieure de techniques avancées ;
- Télécom Paris Tech ;
- Ecole polytechnique ;
- Ecole supérieure d'électricité ;
- Ecole nationale des travaux publics de l'Etat ;
- Institut national agronomique de Paris-Grignon ;
- Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées ;
- diplôme de docteur ingénieur obtenu après une scolarité dans une école d'ingénieurs et délivré dans une spécialité relevant d'un des domaines suivants : énergie, urbanisme, équipements, services publics, logement, transports, informatique, topographie, environnement, télécommunications, agronomie, patrimoine ;
- diplôme d'architecte reconnu par l'Etat et, ou un diplôme d'ingénieur, ou un autre diplôme à caractère technique national reconnu ou visé par l'Etat et soit homologué au niveau I-II suivant la procédure définie par le décret n° 72-279 du 12 avril 1972 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique soit appartenant à la liste des diplômes de troisième cycle obtenus dans une spécialité mentionnée en annexe II du décret n° 90-722 du 8 août 1990 modifié fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des ingénieurs territoriaux ;
- doctorat d'urbaniste ;
- ainsi qu'aux candidats ayant suivi une formation à l'étranger d'une durée au moins égale à 5 années d'études supérieures après le baccalauréat et autorisés à concourir par la commission d'évaluation des diplômes ou titres

étrangers créée par la délibération n° 2000-119 APF du 12 octobre 2000.

L'âge minimum d'admission à concourir est fixé à 18 ans accomplis au 1er janvier 2016. La limite d'âge maximale pour se présenter au concours externe est fixée à 45 ans au 1er janvier 2016 ; elle peut être supprimée ou reculée dans les conditions prévues aux articles 15 à 19 de la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée.

Art. 4.— Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du vendredi 13 mai 2016 à la direction générale des ressources humaines, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 5e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 40 47 79 00, fax : 40 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mercredi 13 mai 2016 et la date de clôture est fixée au lundi 13 juin 2016 à 12 heures.

A l'appui du dossier d'inscription, le candidat doit fournir les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une copie du diplôme requis ;
- une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ;
- trois enveloppes autocollantes (16,2 x 22,4) timbrées et libellées à l'adresse du candidat ;
- une photocopie du certificat individuel de participation à la journée défense et citoyenneté pour les candidats âgés de moins de 25 ans au 1er janvier 2016 ;
- un acte de naissance d'une durée de validité de moins de trois mois.

Les dossiers d'inscription, accompagnés des pièces requises, doivent parvenir à la direction générale des ressources humaines avant la date et l'heure de clôture des inscriptions.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Les candidats autorisés à participer au concours seront convoqués individuellement et informés du lieu et de la date des épreuves.

Art. 5.— Le concours externe pour le recrutement d'ingénieurs subdivisionnaires et d'ingénieurs en chef de 1re catégorie de 2e classe comprennent les mêmes épreuves d'admissibilité et d'admission. Les sujets en sont néanmoins différents.

Le concours externe comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

A) - Epreuve d'admissibilité :

La rédaction d'une note de synthèse à partir de l'analyse d'un dossier technique dont la notation se fera selon les critères suivants (durée : 4 heures, coefficient 5) :

- technicité notée sur 14 ;
- expression française notée sur 6.

B) - Epreuves d'admission :

- 1° Un entretien avec le jury sur un sujet d'ordre général suivi d'une série de questions portant sur la connaissance de la Polynésie française, de ses institutions, de sa culture et de son environnement ; au cours de cet entretien, seront également jugées : la présentation, l'expression orale, la motivation du candidat (durée : 30 minutes avec préparation de même durée ; coefficient : 4) ;
- 2° Une interrogation sur un sujet technique selon le profil du poste à pourvoir (durée : 45 minutes dont 15 minutes de préparation ; coefficient : 3) ;
- 3° Un entretien facultatif en anglais ou en espagnol, au choix du candidat lors de l'inscription sans possibilité de modification ultérieure, portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes ; coefficient : 2) ;
- 4° Un entretien facultatif en langue tahitienne portant sur un sujet d'ordre général (durée : 20 minutes ; coefficient : 2).

Pour ces deux épreuves facultatives, seuls sont pris en compte les points supérieurs à la moyenne.

Art. 6.— Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Toute note inférieure à 8 sur 20 à l'une de ces épreuves entraîne l'élimination de la liste d'admissibilité.

Le jury arrête, pour chacun des concours, la liste des candidats autorisés à se présenter aux épreuves d'admission.

Art. 7.— Un centre d'examen unique sera ouvert à Papeete, Tahiti.

L'épreuve d'admissibilité se déroulera le mercredi 3 août 2016.

Art. 8.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

Annexe n° 1 à l'arrêté n° **3586** /MTF/DGRH du

29 AVR. 2016

Listes des postes mis à concours

1°) Concours externe : 34 postes d'ingénieurs subdivisionnaires

N°	N° poste	Service ou établissement public à caractère administratif	Spécialité	Lieu d'affectation géographique	Date de vacance du poste
1	92	Centre hospitalier de la Polynésie française	Génie civil	Pirae	01/06/2017
2	99	Centre hospitalier de la Polynésie française	Génie civil	Pirae	13/05/2016
3	9546	Direction de l'aviation civile	Génie civil	Faa'a	01/12/2016
4	1843	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	02/02/2017
5	1894	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	Vacant
6	1911	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	10/06/2017
7	2022	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	Vacant
8	6965	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	09/11/2016
9	7956	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	02/04/2017
10	9315	Direction de l'équipement	Génie civil	Papeete	23/01/2017
11	1202	Service du développement rural	Génie civil	Pirae	04/01/2017
12	9233	Direction de l'aviation civile	Electrotechnique	Faa'a	06/01/2018
13	1910	Direction de l'équipement	Sciences de l'environnement	Papeete	07/07/2016
14	1844	Direction de l'équipement	Topographie	Papeete	Vacant
15	1033	Direction de l'environnement	Installations classées pour l'environnement	Papeete	17/02/2017
16	9344	Direction de l'environnement	Installations classées pour l'environnement	Papeete	08/06/2016
17	2150	Direction de l'environnement	Gestion des déchets	Papeete	06/07/2016
18	6988	Direction des ressources marines et minières	Biologie marine - Aquaculture	Vairao	16/09/2016
19	6994	Direction des ressources marines et minières	Biologie marine - Aquaculture	Rangiroa	Vacant
20	6993	Direction des ressources marines et minières	Biologie marine - Halieutique	Papeete	01/10/2016
21	7772	Direction des ressources marines et minières	Biologie marine - Halieutique	Papeete	18/04/2017
22	9573	Direction des transports terrestres	Urbanisme et déplacements terrestres	Papeete	02/03/2017
23	2131	Service de l'urbanisme	Urbanisme et aménagement du territoire	Uturoa	Vacant
24	7247	Service des énergies	Energie et environnement	Papeete	20/04/2017
25	9446	Service des énergies	Energie et environnement	Papeete	11/05/2017

Annexe n° 1 à l'arrêté n°/MTF/DGRH du

3586

29 AVR. 2016

Listes des postes mis à concours

N°	N° poste	Service ou établissement public à caractère administratif	Spécialité	Lieu d'affectation géographique	Date de vacance du poste
26	9464	Direction de la santé publique	Epidémiologie	Papeete	01/07/2016
27	9443	Direction de la santé publique	Génie sanitaire	Papeete	26/12/2016
28	1029	Service du développement rural	Phytopathologie	Papara	07/12/2016
29	1030	Service du développement rural	Entomologie	Papara	20/04/2017
30	7131	Service du développement rural	Biochimie	Papara	20/04/2017
31	7300	Direction des affaires foncières	Systèmes d'information géographique	Papeete	21/05/2018
32	161114	Institut de la statistique de la Polynésie française	Systèmes d'information géographique	Papeete	08/09/2016
33	9605	Direction générale de l'éducation et des enseignements	Informatique - systèmes et réseaux	Pirae	Vacant
34	161111	Institut de la statistique de la Polynésie française	Informatique - développement d'applications	Papeete	28/10/2016

2°) Concours externe : 6 postes d'ingénieurs en chef de 1ère catégorie de 2ème classe

N°	N° poste	Service ou établissement public à caractère administratif	Spécialité	Lieu d'affectation géographique	Date de vacance du poste
1	7924	Direction générale de l'économie numérique	Télécommunications	Papeete	01/06/2016
2	8069	Service de l'urbanisme	Architecte	Papeete	13/11/2018
3	1593	Centre hospitalier de la Polynésie française	Physique radiologique et médicale	Pirae	23/06/2016
4	1699	Centre hospitalier de la Polynésie française	Physique radiologique et médicale	Pirae	29/11/2016
5	1636	Centre hospitalier de la Polynésie française	Qualité et gestion des risques sanitaires	Pirae	08/01/2018
6	1838	Centre hospitalier de la Polynésie française	Qualité et gestion des risques sanitaires	Pirae	02/05/2016

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,
DE L'ÉCONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 3417 MEI/DGAE du 26 avril 2016 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois de mai 2016.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 19 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois de mai 2016 dans la limite des quotas suivants :

Tomates.....	50 tonnes	(1)
Tomates-cerises.....	Néant	
Choux pommés.....	50 tonnes	(1)
Choux fleurs.....	Libre	
Brocolis.....	Libre	
Carottes.....	Libre	
Salades de toutes variétés sur pied.....	5 tonnes	(1&2)
Salades 4 ^{ème} gamme (lavée, découpée et sous sachet plastique fermé).....	15 tonnes	(1 & 2)
Concombres.....	Néant	
Navets.....	15 tonnes	(1)
Piments.....	Libre	
Poivrons verts.....	7 tonnes	(1)
Poivrons autres que vert.....	6 tonnes	(1)
Haricots verts.....	Libre	
Aubergines.....	Néant	

Art. 2.— Un quota supplémentaire équivalent à 10 % des quotas ouverts par produit peut être alloué par la direction générale des affaires économiques aux autres importateurs non répertoriés ou dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs, à caractère exceptionnel, des importateurs.

Art. 3.— En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes "biologiques ou organics" sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à trois pour cent (3 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné.

Art. 4.— Un quota d'importation de certains fruits et légumes pouvant atteindre un plafond de 50 % des quotas ouverts par produit peut être ouvert et accordé en cours de mois à chaque importateur répertorié, notamment en cas d'absence ou de pénurie de la production locale. Les importations par voie maritime effectuées dans ce cadre doivent être débarquées au port de Papeete avant la fin du mois suivant le mois concerné par le quota d'importation (m + 1).

Art. 5.— L'hôtellerie internationale classée est autorisée à faire appel à des importateurs répertoriés pour importer librement des fruits et légumes frais en cas de non-satisfaction de la demande par la production locale.

Art. 6.— Les quotas ouverts sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs répertoriés sur la base du tableau de répartition joint en annexe.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ANNEXE DE L'ARRETE N°

/MEI/DGAE du

26 AVR. 2016

REPARTITION DES QUOTAS DE FRUITS ET LEGUMES OUVERTS POUR LE MOIS DE MAI 2016 (EN KG)

	TOMATES (1)	TOMATES CERISES	CHOUX VERTS (1)	CHOUX FLEURS	BROCOLIS	CAROTTES	SALADES SUR PIED	SALADES 4ème gamme (1 et 2)	CONCOMBRES	NAVETS (1)	POIVRONS VERTS (1)	POIVRONS AUTRES QUE VERT (1)	PIMENTS
CEDIS	21 000		15 000				2 150	6 450		4 500	2 275	2 220	
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE	10 000		9 250				925	2 925		2 775	1 519	1 320	
COUTIMEX	0	N	0	L	L	L	0	0	N	0	0	0	L
DISFRUITS PACIFIC	8 500	E	12 000	I	I	I	800	2 400	E	2 925	1 806	1 320	I
SIPAC	3 000		2 250				50	150		750	700	540	
POLY IMPORT	5 000	A	4 000	B	B	B	0	0	A	1 950	294	360	B
VENUSTAR	1 250		4 500				0	0		1 200	56	60	
WING CHONG	0	N	0	R	R	R	0	0	N	0	0	0	R
YIN KET	1 250		3 000				25	75		900	350	180	
PACIFIC EXPRESS IMPORT	0	T	0	E	E	E	1 000	3 000	T	0	0	0	E
TOTAL	50 000		50 000				4 950	15 000		15 000	7 000	6 600	

	HARICOTS VERTS	AUBERGINES	COURGETTES (1)	POIREAUX	RADIS	PERSIL (1&2)	POMMES DE TERRE (1)	ORANGES (1)	MANDARINES (1)	CITRONS	PASTèques (1)	MELONS jusqu'à 15/05 (1)	LITCHIS	PAMPLEMOUSSES ou POMÉLOS
CEDIS			2 650			560		32 000				2 000		
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE			835			500		24 000				2 350		
COUTIMEX	L	N	0	L	L	0	L	0	L	N	N	0	L	N
DISFRUITS PACIFIC			830			500		28 000				2 450		
SIPAC	I	E	0	I	I	40	I	6 000	I	E	E	1 000	I	E
POLY IMPORT	B	A	335	B	B	160	B	7 000	B	A	A	1 500	B	A
VENUSTAR			165			100		1 000				500		
WING CHONG	R	N	0	R	R	0	R	0	R	N	N	0	R	N
YIN KET			165			140		2 000				200		
PACIFIC EXPRESS IMPORT	E	T	0	E	E	0	E	0	E	T	T	0	E	T
TOTAL			4 980			2 000		100 000				10 000		

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

ARRETE n° 3418 MEI/DAE du 26 avril 2016 portant extension de 117 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-17 du 25 avril 2014, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4080686 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-51 du 19 décembre 2014, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4136269 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-03 du 16 janvier 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4144152 et n° 4144550 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-06 du 6 février 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4147620 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-12 du 20 mars 2015 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4158074 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-15 du 10 avril 2015 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4165086 et n° 4166127 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-17 du 24 avril 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4169398 et n° 4170036 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-19 du 7 mai 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4172857 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-32 du 7 août 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4196855 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-33 du 14 août 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4198430 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-34 du 21 août 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4200782 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-39 du 25 septembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4206133 et n° 207202 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-41 du 9 octobre 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4210022 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-43 du 23 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4214025 et n° 4214371 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-44 du 30 octobre 2015, volume 1, ayant publié les

demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4214907, 4214908, 4214909, 4215065, 4215071, 4215096, 4215736, 4215792 et 4215930 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-45 du 6 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4217151, 4217997, 4218255 et 4218586 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-46 du 13 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4218897, n° 4219003 et n° 4219505 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-47 du 20 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4220861, 4220870, 4221120, 4221524 et 4221620 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-48 du 27 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4222854, 4222918, 4223647, 4223862, 4223865 et 4223870 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-49 du 4 décembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4224453 et n° 4225965 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-50 du 4 décembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 23 NS du 11 juin 2014, page 2192, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4080686 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 4 NS du 29 janvier 2015, page 110, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4136269 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 19 février 2015, page 178, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4144152 et n° 4144550 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 12 NS du 12 mars 2015, page 350, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4147620 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 18 NS du 16 avril 2015, page 460, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4158074 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 21 NS du 28 mai 2015, page 738, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4165086, 4166127, 4169398 et 4170036 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 25 juin 2015, page 1186, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4172857 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 40 NS du 15 octobre 2015, page 1758, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4196855, n° 4198430 et n° 4200782 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 44 NS du 5 novembre 2015, page 1868, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4206133 et n° 4207202 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 51 NS du 10 décembre 2015, page 1976, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4210022, 4214025, 4214371, 4214907, 4214908, 4214909, 4215065, 4215071, 4215792, 4215096, 4215736 et 4215930 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 7 janvier 2016, page 14, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4217151, 4217997, 4218255, 4218586, 4218897, 4219003, 4219505, 4220861, 4220870, 4221120, 4221524, 4221620, 4222854, 4222918, 4223647, 4223862, 4223865 et 4223870 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 326, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-10 du 11 mars 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 117 MARQUES FRANCAISES							
79 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées							
Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance :	Classes de produits et de services :	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOPF publication demande d'extension
4136269	24 NOVEMBRE 2014	MUM & FRIENDS	PARTENAIRES PI	35, 41.	BOPI 2014-51 du 19/12/2014	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 4 NS du 29/01/2015 page 110
4147620	12 JANVIER 2015	M. Michel GUENOUN	CABINET D'AVOCAT	18, 25.	BOPI 2015-06 du 06/02/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 12 NS du 12/03/2015 page 350
4206133	31 AOÛT 2015	M. Tarek ALA EDDINE	M. Tarek ALA EDDINE	5, 9, 10, 16, 41, 42, 44.	BOPI 2015-39 du 25/09/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 44 NS du 05/11/2015 page 1868
4215096	05 octobre 2015	IPSEN PHARMA S.A.S.	IPSEN PHARMA S.A.S.	5	BOPI 2015-44 du 30/10/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 51 NS du 10/12/2015 page 1976
4215736	07 octobre 2015	CAPELEC, SARL	CAPELEC, M. Nicolas DUCROS	9	BOPI 2015-44 du 30/10/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 51 NS du 10/12/2015 page 1976
4215930	07 octobre 2015	Agissant pour le compte de la société "Glaze" en cours de formation M. Gwénéal Flatres,	M. Gwénéal FLATRES	35, 41, 42.	BOPI 2015-44 du 30/10/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 51 NS du 10/12/2015 page 1976
4218897	19 octobre 2015	WIKO, SAS	MARKPLUS INTERNATIONAL	9, 14, 35, 38.	BOPI 2015-46 du 13/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4220861	27 octobre 2015	DODO	CABINET NUSS	20, 22, 24.	BOPI 2015-47 du 20/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4220870	27 octobre 2015	PLAISIRS DU VIN	IP SPHERE	32, 33, 35.	BOPI 2015-47 du 20/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4221120	28 octobre 2015	Mme. Ilanda HIOE	Mme. Ilanda HIOE	3, 5, 44.	BOPI 2015-47 du 20/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223862	06 novembre 2015	M. Philippe BALMA	M. Philippe BALMA	1, 4, 5, 29, 31, 32, 35, 36, 41, 42, 44.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223865	06 novembre 2015	MADC, SAS	Mme. Marie-Astrid de CAZANOVE	9, 35, 36, 38, 39.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223870	06 novembre 2015	GALEX DISTRIBUTION, SAS	GALEX DISTRIBUTION	1, 2, 17, 19, 35, 37.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4224453	09 novembre 2015	Apple Inc., société régie par les lois de l'Etat de Californie	Willson & Berthelot	9	BOPI 2015-49 du 04/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4225965	16 novembre 2015	Mme. Laurence DALIFARD	SQUADRA AVOCATS	14, 18, 20, 21, 25.	BOPI 2015-49 du 04/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4225974	16 novembre 2015	SIGNET	CABINET ARMENGAUD AINE	9	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226095	16 novembre 2015	M. Alexandre DEFROMONT	SELAHL ANDRE DESCOSSE	9, 19, 35.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226142	16 novembre 2015	L'ECOLE SUR INTERNET	ERNEST GUTMANN - YVES PLASSERAUD	9, 38, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226172	16 novembre 2015	L'ECOLE SUR INTERNET	ERNEST GUTMANN - YVES PLASSERAUD	9, 36, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226192	16 novembre 2015	8EFIRSTDRIVER	IP SPHERE	9, 16, 35, 36, 41, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226196	16 novembre 2015	Etat français, représenté par le ministre des affaires étrangères et du développement international	Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	9, 16, 35, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226210	16 novembre 2015	Agissant pour le compte de la société "GOOD ZIEL" en cours de formation M. MICHEL DIARRA	M. Michel DIARRA	35, 37, 38.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226218	16 novembre 2015	Mme. Laurence DALIFARD	SQUADRA AVOCATS	35	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226240	16 novembre 2015	ECA ASSURANCES	ECA ASSURANCES	36	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226301	17 novembre 2015	M. Stephane FAIDER	M. STEPHANE FAIDER	25, 28, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226324	17 novembre 2015	M. Patrick PEYTAVI	M. Patrick PEYTAVI	16, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226328	17 novembre 2015	M. Patrick PEYTAVI	M. Patrick PEYTAVI	16, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226342	17 novembre 2015	PANAMEX IP PTE LTD	SCP PECHENARD & ASSOCIES	30	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226355	17 novembre 2015	PANAMEX IP PTE LTD	SCP PECHENARD & ASSOCIES	30	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226362	17 novembre 2015	bioMérieux, société anonyme à conseil d'administration	bioMérieux, Mme. Florence PONS	1	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226386	17 novembre 2015	ROBOCATH, SAS	Mlle Clémentine LIARD	7, 10, 44.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226401	16 novembre 2015	LABORATOIRES LIERAC SA	LABORATOIRES LIERAC	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226423	17 novembre 2015	TBI	NOVAGRAAF FRANCE	6, 19, 37.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226512	17 novembre 2015	COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHEMONT	SODIAL INTERNATIONAL	29, 35, 38.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326

4226574	17 novembre 2015	HOLDING SOPREMA	HIRSCH & ASSOCIES	17, 19.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226635	17 novembre 2015	LA POSTE	Marchais Associés	9, 38, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226671	17 novembre 2015	NBC Sys	CABINET Chaillot	1, 3, 5.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226677	17 novembre 2015	NBC Sys	CABINET Chaillot	1, 3, 5.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226726	17 novembre 2015	MAISON BOUEY	SELARL ERIC AGOSTINI et Associés	33	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226731	17 novembre 2015	MAISON BOUEY	SELARL ERIC AGOSTINI et Associés	33	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226733	17 novembre 2015	MAISON BOUEY	SELARL ERIC AGOSTINI et Associés	33	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226777	17 novembre 2015	MARTIN DOW (EUROPE)	ALAIN BENSOUSSAN, SELAS	3, 5, 10, 32, 44.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226802	18 novembre 2015	MEXEL INDUSTRIES	IPSILON BREMA-LOYER	1	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226805	18 novembre 2015	CILFA DEVELOPPEMENT	SODEMA CONSEILS	5	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226854	18 novembre 2015	M. Olivier CORLOUËR	M. Olivier CORLOUËR	9, 35, 38.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226919	18 novembre 2015	ADDITI	Société ADDITI	16, 35, 36, 38, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226940	18 novembre 2015	EKIMUNDO	EKIMUNDO	25, 28.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226954	18 novembre 2015	REGILAIT	CABINET LAVOIX	5	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227012	18 novembre 2015	COMPTOIR FRANCAIS COMMERCIAL	CABINET ORES	33	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227069	19 novembre 2015	M. David PROIA	M. David PROIA	16, 24, 28.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227081	18 novembre 2015	Brasserie Pietra, SAS	Brasserie Pietra, SAS	32	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227082	18 novembre 2015	Brasserie Pietra, SAS	Brasserie Pietra, SAS	32	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227083	18 novembre 2015	Brasserie Pietra, SAS	Brasserie Pietra, SAS	32	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227089	18 novembre 2015	BANQUE DE TAHITI, SA	BANQUE DE TAHITI, SA	35, 36, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227111	18 novembre 2015	CASTER	CASTER	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227121	19 novembre 2015	Laboratoires ARKOPHARMA	Laboratoires ARKOPHARMA	3, 5.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227125	19 novembre 2015	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227178	19 novembre 2015	LESIEUR	CABINET GERMAIN & MAUREAU	29, 30.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227216	19 novembre 2015	Mme. Etheliya Maria GENDELMAN & M. Noam Arieh GEDALOF	Bardehle Pagenberg, SELAS	35, 36, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227237	19 novembre 2015	CHANEL	CHANEL	14	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227240	19 novembre 2015	HEULIEZ BUS	CABINET BEAU DE LOMEMIE	12	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227244	19 novembre 2015	EDITION DIFFUSION PRESSE SANTE	PONTET ALLANO & ASSOCIES	16, 38, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227246	19 novembre 2015	HEULIEZ BUS	CABINET BEAU DE LOMEMIE	12	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227271	19 novembre 2015	STUDIO BAGEL PRODUCTIONS	BRANDSTORMING	9, 16, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227289	19 novembre 2015	NASCO FRANCE SA	Schmidt Brunet Utzler	36	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227295	19 novembre 2015	Instagram, LLC	KOPACZ	9	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227342	19 novembre 2015	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227426	20 novembre 2015	Fédération des promoteurs immobiliers de France	Fédération des promoteurs immobiliers de France	16, 36, 37.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227449	20 novembre 2015	MHCS	MHCS	32, 33, 43.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227450	20 novembre 2015	Maison A.E. DOR	Cabinet GERMAIN & MAUREAU	33	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227483	20 novembre 2015	MHCS	MHCS	32, 33, 43.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227535	20 novembre 2015	GROUPE PANTHER	NOVAGRAAF France	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227536	20 novembre 2015	MHCS	MHCS	32, 33, 43.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227547	20 novembre 2015	MHCS	MHCS	32, 33, 43.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227562	20 novembre 2015	M. Anthony CHEMLA	M. Anthony CHEMLA	22, 25, 28.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227624	20 novembre 2015	Mme Andrea BATES	ATMARK	30, 32.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227626	20 novembre 2015	RENE DERHY SA	RENE DERHY SA	3, 18, 25.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227649	20 novembre 2015	LVMH FRAGRANCE BRANDS	LVMH FRAGRANCE BRANDS	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227657	20 novembre 2015	LVMH FRAGRANCE BRANDS	LVMH FRAGRANCE BRANDS	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-10 du 11/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 117 MARQUES FRANÇAISES
38 marques étendues avec modification**

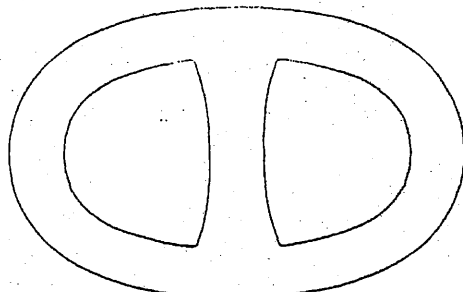
**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**
- au JOPF n°23 NS du 11/06/2014 – p 2192
- et au BOPI n°2014-17 du 25/04/2014 (vol.1)

N° National : 14 4 080 686
Dépôt du : 01 avril 2014
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE
Déclarant : CASSIDIAN TEST & SERVICES, Société par Actions
Simplifiée à associé unique, ZAC de la Clef Saint Pierre, 1 Boulevard
Jean Moulin, 78990 ELANCOURT, FRANCE
N° SIREN : 428 610 398
Mandataire de la Correspondance : SCHMIT CHRETIEN, Mme VIMES
Sandrine
111 Cours du Médoc, CS 40009
33070 BORDEAUX Cedex
FRANCE

Qalepso
Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 9, 12, 37, 38, 41, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2014-17

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**
- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 178
- et au BOPI n°2015-03 du 16/01/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 144 152
Dépôt du : 23 décembre 2014
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE
Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par
actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, FRANCE
N° SIREN : 572 076 396
Mandataire de la Correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Mme
Annick de CHAUNAC
24, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 14, 18, 25.
BOPI de Publication antérieur : 2015-03

N° National : 14 4 144 550
Dépôt du : 29 décembre 2014
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : IMMOCHAN, Société par actions simplifiée à associé
unique, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 59170 CROIX,
FRANCE
N° SIREN : 428 803 746
Mandataire de la Correspondance : LLR
11 Boulevard de Sébastopol
75001 PARIS
FRANCE

AUSHOPPING

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 36, 38, 39, 41, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2015-03

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**
- au JOPF n°18 NS du 16/04/2015 – p 460
- et au BOPI n°2015-12 du 20/03/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 158 074
Dépôt du : 23 février 2015
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE
Déclarant : M. DROUIN FRANCK, Agissant pour le compte de la
société COFLY en cours de formation, 50 Rue anatole france, 94140
ALFORTVILLE, FRANCE
Mandataire de la Correspondance : M. DROUIN FRANCK
50 Rue anatole france
94140 ALFORTVILLE
FRANCE

Cofly

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 9, 12, 35, 36, 38, 39, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2015-12

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**
- au JOPF n°21 NS du 28/05/2015 – p 738
- et au BOPI n°2015-15 du 10/04/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 165 086
Dépôt du : 16 mars 2015
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE
Déclarant : M. ALLIBERT Jean-Michel, 4 Chemin du pavillon, 95100
ARGENTEUIL, FRANCE
Déclarant : M. Pelas David, 39 Rue Violet, 75015 PARIS, FRANCE
Mandataire de la Correspondance : M. ALLIBERT Jean-Michel
4 Chemin du pavillon
95100 ARGENTEUIL
FRANCE

eKing

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 5, 9, 10, 11, 35.
BOPI de Publication antérieur : 2015-15

N° National : 14 4 166 127

Dépôt du : 19 mars 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Association du Musée du Sable, association Loi de 1901, 127 rue des Plesses, 85180 LE CHATEAU D OLLONNE, FRANCE

N° SIREN : 424 797 686

Mandataire de la Correspondance : Association du Musée du Sable, M. DANIEL Jean-Claude

127 rue des Plesses
85180 LE CHATEAU D OLLONNE
FRANCE

Planète Sable

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-15

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°21 NS du 28/05/2015 – p 738

- et au BOPI n°2015-17 du 24/04/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 169 398

Dépôt du : 30 mars 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SECO FERTILISANTS, Société par Actions Simplifiée, Rue Séverine, 60170 RIBECOURT-DRESLINCOURT, FRANCE

N° SIREN : 925 620 445

Mandataire de la Correspondance : Versus & Versus, aarpi, M. Glorian Etienne

17 rue Alfred Roll
75017 PARIS
FRANCE

N'Activ

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 1, 13, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-17

N° National : 14 4 170 036

Dépôt du : 01 avril 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. magroun hedy, Agissant pour le compte de la société volted en cours de formation, 52 rue Saint Nicolas, 78600 MAISONS LAFFITTE, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. magroun hedy

52 rue Saint Nicolas
78600 MAISONS LAFFITTE
FRANCE

volted

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 7, 11, 37, 39, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-17

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 25/06/2015 – p 1186

- et au BOPI n°2015-19 du 07/05/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 172 857

Dépôt du : 10 avril 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : AXA Assistance SA, société anonyme, 6 RUE ANDRE GIDE, 92320 CHATILLON, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. LUNVEN Gildas, DIRECTION JURIDIQUE

CARAT 1, 6 RUE ANDRE GIDE
92320 CHATILLON
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 38, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-19

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°40 NS du 15/10/2015 – p 1758

- et au BOPI n°2015-32 du 07/08/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 196 855

Dépôt du : 16 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. BAUCHER ERIC, 26 avenue de Strasbourg, 33000 BORDEAUX, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. BAUCHER ERIC

26 avenue de Strasbourg
33000 BORDEAUX
FRANCE

VAPE CELLAR

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 34, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-32

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°40 NS du 15/10/2015 – p 1758

- et au BOPI n°2015-33 du 14/08/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 198 430

Dépôt du : 22 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : LES INDEPENDANTS, Groupement d'intérêt économique, 14 RUE DE LUBECK, 75016 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 388 821 340

Mandataire de la Correspondance : IPSILON-BREMA-LOYER, Mme
TOMASINI Adeline
LE CENTRALIS, 63 AVENUE DU GENERAL LECLERC
92340 BOURG-LA-REINE
FRANCE

LE MUR DE L'INFO

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 38, 41.
BOPI de Publication antérieur : 2015-33

Mandataire de la Correspondance : IXAS CONSEIL, Mme
DARBOURET Vanessa
15, rue Emile Zola
69002 LYON
FRANCE

CURIOSCOPE

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 9, 16, 28, 41.
BOPI de Publication antérieur : 2015-39

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°40 NS du 15/10/2015 – p 1758
- et au BOPI n°2015-34 du 21/08/2015 (vol.1)

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-41 du 09/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 200 782

Dépôt du : 30 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme SUTTER CAROLINE, Agissant pour le compte de la
société BE-Ô-ME en cours de formation, 36 BOULEVARD GEORGES
POMPIDOU, 14000 CAEN, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme SUTTER CAROLINE
36 BOULEVARD GEORGES POMPIDOU
14000 CAEN
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 5, 9, 16, 20, 25, 28, 32, 37, 38,
41, 42, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-34

N° National : 14 4 210 022

Dépôt du : 16 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. Charrier Thierry, Agissant pour le compte de la
société The Double Shot Co en cours de formation, Punaauia,
BP 90125, 98715 PAPEETE, Tahiti / PF, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. Charrier Thierry
Punaauia, BP 90125, 98715 PAPEETE, Tahiti / PF
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 28, 32.

BOPI de Publication antérieur : 2015-41

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-43 du 23/10/2015 (vol.1)

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°44 NS du 05/11/2015 – p 1868
- et au BOPI n°2015-39 du 25/09/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 207 202

Dépôt du : 04 septembre 2015

à : I.N.P.I. PARIS

Déclarant : DIDACTIK, SAS, 62, rue de Siltzheim, 57200 REMELFING,
FRANCE

Déclarant : Réseau Canopé, Etablissement Public National à
caractère administratif, Téléport 1, bâtiment @4, 1 avenue du
Futuroscope, CS 80158, 86961 FUTUROSCOPE CEDEX, FRANCE

N° SIREN : 520 355 298

N° National : 14 4 214 025

Dépôt du : 30 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SWANIA, Société par actions simplifiée, 22 rue d'Arras,
92000 NANTERRE, FRANCE

N° SIREN : 807 768 726

Mandataire de la Correspondance : IN CONCRETO

9 rue de l'Isly

75008 PARIS

FRANCE

Le soin de votre environnement

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 5, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

N° National : 14 4 214 371

Dépôt du : 01 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : ANTENNE REUNION TELEVISION, société anonyme, Parc Technologique du Cerf, Rue Emile Hugot, 97490 SAINTE-CLOTILDE, FRANCE

N° SIREN : 381 314 368

Mandataire de la Correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mle KAUFMANN Delphine

Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017

92600 ASNIERES SUR SEINE Cedex

FRANCE

Place des DOM

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 - p 1976

- et au BOPI n°2015-44 du 30/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 214 907

Dépôt du : 02 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR, FRANCE

N° SIREN : 348 974 346

Mandataire de la Correspondance : FINANCIERE BATTEUR

Avenue du Général de Gaulle

14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

FRANCE

 Oloubsol

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 9, 18, 25, 28, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

N° National : 14 4 214 908

Dépôt du : 02 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR, FRANCE

N° SIREN : 348 974 346

Mandataire de la Correspondance : FINANCIERE BATTEUR

Avenue du Général de Gaulle

14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

FRANCE

 Oloubsol

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 9, 18, 25, 28, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

N° National : 14 4 214 909

Dépôt du : 02 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FINANCIERE BATTEUR, Société par actions simplifiée, Avenue du Général de Gaulle, 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR, FRANCE

N° SIREN : 348 974 346

Mandataire de la Correspondance : FINANCIERE BATTEUR

Avenue du Général de Gaulle

14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 18, 28, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

N° National : 14 4 215 065

Dépôt du : 02 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FONDATION POUR LA CULTURE ET LES CIVILISATIONS DU VIN, Fondation, 94 quai de Bacalan, 33300 BORDEAUX, FRANCE

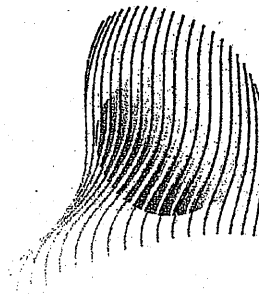
N° SIREN : 809 857 907

Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE

8 cours Maréchal Juin

33000 BORDEAUX

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 4, 6, 8, 9, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 28, 35, 38, 39, 40, 41, 42, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

N° National : 14 4 215 071

Dépôt du : 02 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FONDATION POUR LA CULTURE ET LES CIVILISATIONS DU VIN, Fondation, 94 quai de Bacalan, 33300 BORDEAUX, FRANCE

N° SIREN : 809 857 907

Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE

8 cours Maréchal Juin

33000 BORDEAUX

FRANCE

LA CITE DU VIN

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 4, 6, 8, 9, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 28, 35, 38, 39, 40, 41, 42, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

N° National : 14 4 215 792

Dépôt du : 07 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : LAITA, société par actions simplifiée, 4 rue Henri Becquerel, 29806 BREST Cedex 9, FRANCE

N° SIREN : 380 656 439

Mandataire de la Correspondance : CABINET FLECHNER, M. BILQUEY David

22 avenue de Friedland

75008 PARIS

FRANCE

La petite fraîcheur bretonne

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 30, 31.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 - p 14

- et au BOPI n°2015-45 du 06/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 217 151

Dépôt du : 12 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : KellyDeli, Société par actions simplifiée, 78 Boulevard Beaumarchais, 75011 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 522 147 271

Mandataire de la Correspondance : DESBARRES & STAEFFEN, M. DELUCENAY Julien

18 Avenue de l'Opéra

75001 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 30, 32, 35, 39, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

N° National : 14 4 217 997

Dépôt du : 15 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. SAADAOUI Hakim, Agissant pour le compte de la société MY TRAFFIC en cours de formation, 1 place Gambetta, 75020 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Alain Bensoussan, Selas, M.

Département Marques

58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr

75017 PARIS

FRANCE

MY TRAFFIC

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

N° National : 14 4 218 255

Dépôt du : 15 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : COMPAGNIE ALIMENTAIRE PLEUCADEUCIENNE (C.A.P.), Société par Actions Simplifiée, Zone Industrielle du Bretin, 56140 PLEUCADEUC, FRANCE

N° SIREN : 304 914 062

Mandataire de la Correspondance : REGIMBEAU

CAP NORD A, 2 Allée Marie Berhaut

35011 RENNES CEDEX

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 30.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

N° National : 14 4 218 586

Dépôt du : 16 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CASDEN BANQUE POPULAIRE, Société coopérative à forme anonyme à capital variable, 91 Cours des Roches, 77186 NOISIEL, FRANCE

N° SIREN : 784 275 778

Mandataire de la Correspondance : REGIMBEAU, M. BOUGEARD Pierre

139 Rue Vendôme

69477 LYON CEDEX 6

FRANCE

La banque coopérative de la Fonction publique

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-46 du 13/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 219 003

Dépôt du : 19 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : ROITFELD Carine, 38 bis, rue Fabert, 75007 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : CABINET DEGRET

24, Place du Général Catroux

75017 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 9, 14, 16, 18, 24, 25, 35, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-46

N° National : 14 4 219 505

Dépôt du : 21 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : HELIANTHE, Association Loi 1901, Bâtiment de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 2ième étage, 102 Boulevard Edouard Herriot, CS 88405, 01000 BOURG-EN-BRESSE, FRANCE

N° SIREN : 334 625 845

Mandataire de la Correspondance : HELIANTHE, Mme ALEXANDRE Marie

Bâtiment de la CMA, 102 Boulevard Edouard Herriot, CS 88405

01000 BOURG-EN-BRESSE

FRANCE

adopteunecocotte.com

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 40, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-46

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-47 du 20/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 221 524

Dépôt du : 29 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme Briet Carol, 21 Avenue Hoche, 75008 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme Briet Carol

21 Avenue Hoche

75008 PARIS

FRANCE

Gisou

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 30, 31, 32, 33, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-47

N° National : 14 4 221 620

Dépôt du : 29 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : PARNASIA LTD, Société de droit hong-kongais, SUITE D, 6/F HO LEE COMMERCIAL BUILDING, 38-44 D'AGUILAR STREET – CENTRAL, HONG KONG

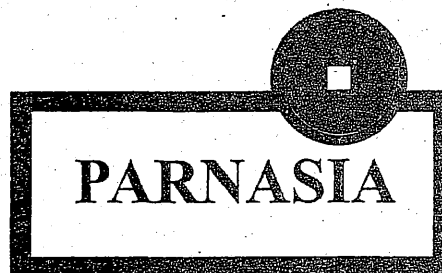
Mandataire de la Correspondance : PARTENAIRES PI, Mme

Pantalacci Malaurie

2 Rue du Général Delanne

92200 NEUILLY SUR SEINE

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 6, 7, 11, 17, 19, 20, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-47

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-48 du 27/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 222 854

Dépôt du : 06 mai 2015

à : O.H.M.I.

Déclarant : Retail Royalty Company, société régie par le droit de l'Etat du Nevada, 101 Convention Center Drive, Las Vegas, NEVADA 89109, UNITED STATES

Mandataire de la Correspondance : Wilson & Berthelot

22 rue Bergère

75009 PARIS

FRANCE

LIVE YOUR LIFE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 25, 36.

BOPI de Publication antérieur : 2015-48

N° National : 14 4 222 918

Dépôt du : 03 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : VIRBAC, Société Anonyme, 1ère Avenue, 2065m – L.I.D, 06516 CARROS, FRANCE

N° SIREN : 417 350 311

Mandataire de la Correspondance : VIRBAC, Département des Marques
13 ème Rue, LID, BP 27
06511 CARROS Cedex
FRANCE

Virbac Façonnons l'avenir de la santé animale

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 5, 35, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-48

N° National : 14 4 223 647

Dépôt du : 05 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SILEC CABLE, Société par actions simplifiée, RUE DE VARENNES PROLONGÉE, 77876 MONTEREAU FAULT YONNE, FRANCE
N° SIREN : 484 920 194

Mandataire de la Correspondance : CABINET BOETTCHER, M. LEMAIRE STEPHANE
16 RUE MEDERIC
75017 PARIS
FRANCE

SILEC

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 6, 9, 17, 20.

BOPI de Publication antérieur : 2015-48

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326

- et au BOPI n°2015-50 du 11/12/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 226 164

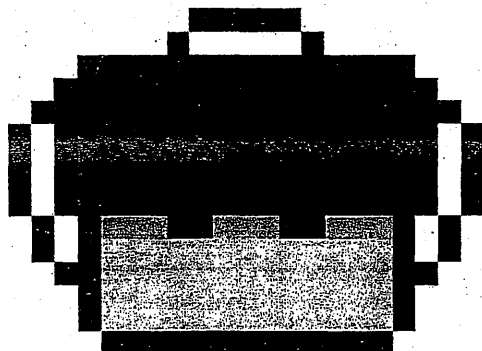
Dépôt du : 16 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : L'ECOLE SUR INTERNET, Société par actions simplifiée, 28 rue Parmentier, 92200 NEUILLY SUR SEINE, FRANCE

N° SIREN : 788 935 211

Mandataire de la Correspondance : ERNEST GUTMANN – YVES PLASSERAUD, SAS, M. PELESE Christophe
3 rue Auber
75009 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-50

N° National : 14 4 226 781

Dépôt du : 17 novembre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, FRANCE

N° SIREN : 652 014 051

Mandataire de la Correspondance : NOVAGRAAF FRANCE
Bâtiment O2, CS 90017, 2 Rue Sarah Bernhardt
92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-50

N° National : 14 4 226 829

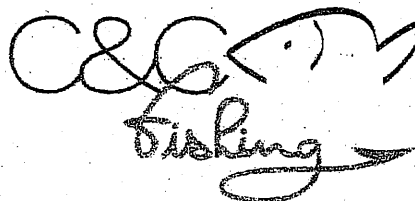
Dépôt du : 18 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : JHC DISTRIBUTION, SARL, Sauvebiâu, 12100 MILLAU, FRANCE

N° SIREN : 800 048 175

Mandataire de la Correspondance : Mme BUCCIANO Matilde
10 BIS rue des Frères Morane
75015 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 25, 28, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-50

N° National : 14 4 227 003

Dépôt du : 18 novembre 2015

à : I.N.P.I. PARIS

Déclarant : ART OF CHANGE 21, Association Loi 1901, 50 rue des Francs Bourgeois, 75003 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 805 183 746

Mandataire de la Correspondance : Mme SULLO Emilie, Avocat à la Cour
4 bis rue du Colonel Moll
75017 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 36, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-50

N° National : 14 4 227 497

Dépôt du : 20 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme MARTIN Florence, 11 rue du Square Carpeaux,
75018 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme MARTIN Florence
11 rue du Square Carpeaux
75018 PARIS
FRANCE

OBJECTIF CUBE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-50

**ARRETE n° 3419 MEI du 26 avril 2016 portant autorisation
d'organiser une loterie au profit de l'association Turu-Ma
Aide aux handicapés.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande présentée par l'association Turu-Ma Aide aux handicapés reçue le 11 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'association Turu-Ma Aide aux handicapés, représentée par sa présidente, Mme Stella de Brath, dont le siège social est situé à Papenoo, PK 17,500, côté mer, BP 11899, 98709 Mahina, tél. : 89 58 58 63, est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 20 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le mercredi 20 juillet 2016, au centre de l'association sis à Papenoo, PK 17,500, côté mer.

Art. 2.— Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Art. 3.— Le produit de la loterie, sous réserve d'une déduction maximum de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté au financement de l'achat d'un véhicule destiné à l'atelier "espace vert".

Art. 4.— La liste des lots est jointe en annexe au présent arrêté, pour les valeurs totales suivantes :

- total des lots achetés : 0 F CFP ;
- total des lots offerts : 303 320 F CFP ;
- total des lots (achetés et offerts) : 303 320 F CFP.

Art. 5.— Le quart du montant total des lots, soit la somme de 75 830 F CFP doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de loterie.

Le solde, soit la somme de 227 490 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, soit le 10 juillet 2016.

Art. 6.— Les billets sont numérotés de façon continue et conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet doit comporter :

- la dénomination de la personne morale organisatrice ;
- les adresses postale et géographique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro téléphonique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la liste des premiers lots ;
- le prix du billet, le nombre de billet émis et le numéro du billet ;
- la date du tirage ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, 2 heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans le délai de 4 mois à compter de la publication des résultats du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'organisateur).

Art. 7.— Avant toute émission, le libellé des billets prévu à l'article 6 doit être approuvé par le directeur général des affaires économiques. A cet effet, une épreuve d'imprimé lui est adressée avant l'impression définitive.

Le bon à tirer n'est délivré que sur présentation du reçu du payeur de la Polynésie française attestant que la somme de 75 830 F CFP a été versée.

La délivrance du bon à tirer ne permet plus de modifier le libellé des billets.

Aucun retrait de fonds ne peut être effectué avant le tirage.

Art. 8.— Les vendeurs de billets sont tenus de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, deux heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus. Il leur est interdit de garder par-devers eux des billets qu'ils n'ont pas vendus, faute de quoi ils doivent les rembourser aux organisateurs.

En aucun cas, les organisateurs de la loterie ne peuvent se porter acquéreurs des billets invendus.

Art. 9.— Le tirage aura lieu en une seule fois à la date fixée par l'arrêté d'autorisation. Il sera effectué en public en présence d'un huissier chargé de constater la régularité des opérations prévues au présent arrêté.

Avant le tirage, l'huissier doit être en possession des billets invendus remis par les organisateurs.

Tout billet invendu, dont le numéro sort au tirage, est immédiatement annulé et il est procédé à un nouveau tirage jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Tous les billets invendus sont remis à l'association Turu-Ma Aide aux handicapés qui doit les garder pendant 1 an à partir de la date du tirage.

Art. 10. — Dans les 2 mois suivant la date du tirage, les résultats doivent obligatoirement être publiés par les organisateurs au *Journal officiel* de la Polynésie française et faire l'objet d'un communiqué dans la presse écrite.

Art. 11. — Le directeur général des affaires économiques fait procéder à la mainlevée de la caution dès réception des pièces suivantes :

- le procès-verbal de tirage effectué sous contrôle d'huissier ;

- la liste des lots et les numéros gagnants correspondants ainsi que l'identité du bénéficiaire ;
- le compte-rendu financier de l'opération comprenant l'affectation des bénéfices ;
- l'extrait du *Journal officiel* de la Polynésie française contenant le communiqué des résultats du tirage.

Art. 12. — Si l'association Turu-Ma Aide aux handicapés pour raison dûment motivée, présente une demande de report de date de tirage, celle-ci ne pourra être instruite que si l'obligation du dépôt du montant des lots prévue à l'article 5 du présent arrêté a été accomplie.

Art. 13. — En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la présente dérogation est réputée caduque.

Art. 14. — Le présent arrêté sera notifié à l'association Turu-Ma Aide aux handicapés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ANNEXE A L'ARRETE N° 3419 / MEI DU 26 AVR. 2016

LISTE DES LOTS DE LA LOTERIE DE L'ASSOCIATION « TURU-MA AIDES AUX HANDICAPES »

	NATURE DES LOTS	VALEUR DES LOTS		
		OFFERT	ACHETE	TOTAL
1 ^{er} lot	1 tifaifai offert par l'association TURU-MA AIDE AUX HANDICAPES	35 000 F CFP		35 000 F CFP
2 ^{ème} lot	1 week-end pour 2 personnes à la pension Manahune de Bora Bora offert par Madame Rosina ELLACOTT	30 000 F CFP		30 000 F CFP
3 ^{ème} lot	1 billet aller/retour dans les îles sous le vent (sauf Maupiti) offert par la compagnie Air Tahiti	28 000 F CFP		28 000 F CFP
4 ^{ème} lot	1 tiki offert par l'association TURU-MA AIDE AUX HANDICAPES	25 000 F CFP		25 000 F CFP
5 ^{ème} lot	1 micro-ondes offert par Manhein	22 000 F CFP		22 000 F CFP
6 ^{ème} lot	1 grande nappe en tifaifai pour une table ronde offert	15 000 F CFP		15 000 F CFP
7 ^{ème} lot	1 nuit pour 2 personnes à la pension Moorea Golf Lodge offert par Ghislaine CHUN-TAN	14 420 F CFP		14 420 F CFP
8 ^{ème} lot	1 nuit pour 2 personnes à la pension Moorea Golf Lodge offert par Ghislaine CHUN-TAN	14 420 F CFP		14 420 F CFP
9 ^{ème} lot	1 nuit pour 2 personnes à la pension Vanira Lodge offerte par Karine LAVAILLE	13 900 F CFP		13 900 F CFP
10 ^{ème} lot:	1 nuit pour 2 personnes à la pension Fare Nani – Moorea offert par Maeva BOUGUES	13 000 F CFP		13 000 F CFP
11 ^{ème} lot:	1 nuit pour 2 personnes à la pension Fare Nani – Moorea offert par Maeva BOUGUES	13 000 F CFP		13 000 F CFP
12 ^{ème} lot :	1 nuit pour 2 personnes à la pension Fare Nani – Moorea offert par Maeva BOUGUES	13 000 F CFP		13 000 F CFP
13 ^{ème} lot:	1 brunch tahitien pour 2 personnes à l'hôtel Intercontinental Tahiti offert par l'hôtel Intercontinental Tahiti	11 800 F CFP		11 800 F CFP
14 ^{ème} lot:	1 bon de repas d'une valeur de 10 000 F CFP offert par le restaurant le Dalhia	10 000 F CFP		10 000 F CFP
15 ^{ème} lot:	1 bon de coiffure pour homme et femme d'une valeur de 10 000 F CFP offert par le salon Cristal Coiffure	10 000 F CFP		10 000 F CFP
16 ^{ème} lot:	1 cochon offert par Rosina TEMARII	10 000 F CFP		10 000 F CFP
17 ^{ème} lot:	1 bon de repas d'une valeur de 9 000 F CFP offert par le restaurant Le Dalhia	9 000 F CFP		9 000 F CFP

18 ^{ème} lot:	1 brunch tahitien pour 2 personnes offert par l'hôtel Tahiti Pearl Beach Resort	8 800 F CFP		8 800 F CFP
19 ^{ème} lot:	1 rice cooker offert par Carrefour Punaauia	3 990 F CFP		3 990 F CFP
20 ^{ème} lot:	1 bouilloire offerte	2 990 F CFP		2 990 F CFP

Total des lots offerts	303 320 F CFP
Total des lots achetés	0 F CFP
Total des lots (offerts et achetés)	303 320 F CFP

ARRETE n° 3514 MEI du 27 avril 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Dayana Huri sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 403).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre

des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 5426 MRM du 30 août 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Dayana Huri sis à Ahe, commune de Manihi ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 21 février 2014 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 11 mars 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Dayana Huri du 11 mars 2016, reçue le 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mlle Dayana Huri, aux clauses et conditions du cahier de charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 8 septembre 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre-vingt mille francs CFP* (80 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 4 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 60 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 septembre 2016.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mle Dayana Huri, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 8 septembre 2016.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 2016.
Teva ROHFRIETSCH.

ARRETE n° 3515 MEI du 27 avril 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 63).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec

l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1273 MRM du 25 mars 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe sis à Takume, commune de Makemo ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 16 novembre 2012 ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune de Takume ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Arthur Albert Tamatea Graffe, non datée, reçue le 5 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 7 avril 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takume, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 5 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 1 hectare.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt-cinq mille francs CFP* (25 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 10 000 F CFP ;
- sur la base de 1 hectare à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 15 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 7 avril 2016.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Arthur Albert Tamatea Graffe, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 7 avril 2016.

Art. 5.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 3533 MEI du 28 avril 2016 abrogeant l'arrêté n° 7935 MEI du 9 septembre 2015 portant octroi d'un agrément de commerçant en holothuries au profit de la SARL Hotu Moana Seafood, représentée par son gérant M. Anapa'arii Boosie-Haereraaroa.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2012-50 APF du 22 octobre 2012, portant mise en place de mesures spécifiques de gestion pour certaines espèces aquatiques ;

Vu l'arrêté n° 573 CM du 25 avril 2013 modifié portant application de la délibération n° 2012-50 APF du 22 octobre 2012 modifiée portant mise en place de mesures spécifiques de gestion pour certaines espèces aquatiques ;

Vu l'avis de dissolution de la SARL Hotu Moana Seafood paru au *Journal officiel* le 5 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7935 MEI du 9 septembre 2015 octroyant un agrément de commerçant en holothuries à la SARL Hotu Moana Seafood est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Le directeur des ressources marines et minières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 3534 MEI du 28 avril 2016 abrogeant l'arrêté n° 7691 MEI du 3 septembre 2015 portant octroi d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Hotu Moana Seafood, représentée par son gérant M. Anapa'arii Boosie-Haereraaroa.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 modifiée portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 927 CM du 2 juillet 2007 modifié portant application de la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 modifiée portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'avis de dissolution de la SARL Hotu Moana Seafood paru au *Journal officiel* le 5 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7691 MEI du 3 septembre 2015 octroyant un agrément en qualité de mareyeur à la SARL Hotu Moana Seafood est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — Le directeur des ressources marines et minières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Teva ROHFRIITSCH.

ARRETE n° 3565 MEI/DAE du 28 avril 2016 portant reconnaissance de 164 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "La propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 164 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI				
Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
KALEKIM KIMYEVI MADDELER SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI	DESSIN ET MODEL	20112631	24/05/2011	2011-20
LESIEUR	DESSIN & MODELE	061947	21/04/2006	2006-20
LESIEUR	DESSIN & MODELE	061947	21/04/2011	2011-08
A L AISE BREIZH	MARQUE	3421136	05/04/2006	2006-36
AGRIAL	MARQUE	96634053	08/07/1996	2008-02
AGRIAL	MARQUE	96634054	08/07/1996	2008-02
AGRIAL	MARQUE	96644649	01/10/1996	2008-02
ALL STAR C.V.	MARQUE	96625880	15/05/1996	2007-16
AVA ENTERPRISES, INC.	MARQUE	96644881	08/10/1996	2007-18
B&O Pharm SA	MARQUE	3416384	14/03/2006	2006-33
BANQUE DE FRANCE	MARQUE	3415323	09/03/2006	2006-32
BANQUE DE FRANCE	MARQUE	3417541	20/03/2006	2006-34
BANQUE DE FRANCE	MARQUE	3417540	20/03/2006	2006-34
BAYER CONSUMER CARE AG	MARQUE	1367498	23/05/1986	2007-18
BAYER CONSUMER CARE AG	MARQUE	1356676	28/05/1986	2007-18
BAYER INTELLECTUAL PROPERTY GMBH	MARQUE	1356441	27/05/1986	2007-07
BAYER SAS	MARQUE	1362389	26/05/1986	2007-07
BIOFERMIN PHARMACEUTICAL CO., LTD.	MARQUE	95590367	29/09/1995	2006-30
BIOFOURNIL	MARQUE	3446796	23/08/2006	2007-04
BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE	MARQUE	3419297	28/03/2006	2006-35
BONDUELLE	MARQUE	1365639	25/07/1986	2007-25
BOURJOIS	MARQUE	1334484	11/12/1985	2007-07
BOURJOIS Société par Actions Simplifiée	MARQUE	95600435	08/12/1995	2007-07
BOURJOIS Société par Actions Simplifiée	MARQUE	95602683	22/12/1995	2007-02
BOURJOIS Société par Actions Simplifiée	MARQUE	3397791	15/12/2005	2006-20
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	1353492	05/05/1986	2007-07
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	96608358	31/01/1996	2006-44
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	96608357	31/01/1996	2006-44
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	1346200	12/03/1986	2007-06
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	1386461	14/03/1986	2007-06
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	96614702	07/03/1996	2006-52
BRISTOL-MYERS SQUIBB	MARQUE	96619746	05/04/1996	2007-15
CARREFOUR	MARQUE	96623940	02/05/1996	2007-22
CARREFOUR	MARQUE	96631741	21/06/1996	2007-14
CARREFOUR	MARQUE	96631742	21/06/1996	2007-14
CARREFOUR	MARQUE	3433889	09/06/2006	2006-50
CARREFOUR	MARQUE	3433915	09/06/2006	2006-46
CARREFOUR	MARQUE	3433932	09/06/2006	2006-46
CHAMPAGNE GOSSET	MARQUE	3415288	09/03/2006	2006-32
CHAMPAGNE GOSSET	MARQUE	3417239	17/03/2006	2006-34
CHEP TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	1349003	01/04/1986	2006-49
CHEP TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	1360209	19/06/1986	2007-10
CHEP TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	1360208	19/06/1986	2007-10
CHEP TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	96629529	07/06/1996	2007-10
CHEP TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	96629531	07/06/1996	2007-10
COMPAGNIE FINANCIERE DE CALIFORNIE	MARQUE	96615898	13/03/1996	2007-13
COMPAGNIE VRANKEN	MARQUE	3455857	11/10/2006	2007-11
CORPORACION CUBA RON, SA	MARQUE	1356956	30/05/1986	2007-22
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	1346210	12/03/1986	2007-09
CUMMINS FILTRATION INC.	MARQUE	1352896	30/04/1986	2007-13
DISTRIBORG GROUPE	MARQUE	1382252	26/03/1986	2007-13
DOREL FRANCE	MARQUE	3421248	05/04/2006	2006-36
DUNLOP LIMITED	MARQUE	1348093	26/03/1986	2007-13
E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C.	MARQUE	1355197	16/05/1986	2007-07
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	1350669	14/04/1986	2007-14
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	96621547	17/04/1996	2007-07
ETABLISSEMENTS JEAN-PIERRE MOUEIX	MARQUE	3071045	14/12/2000	2010-49
ETAT FRANCAIS SERVICE DES DOMAINES	MARQUE	1345639	07/03/1986	2007-03
FABIO SALSA	MARQUE	96616514	19/03/1996	2007-11
FINANCERE CHRISTIAN MOUEIX	MARQUE	3611424	14/11/2008	2009-17
FLORETTE HOLDING	MARQUE	3434674	14/06/2006	2006-46
GER'SON	MARQUE	96617498	25/03/1996	2006-52
GLN MEDIAS SARL	MARQUE	1326472	11/10/1985	2005-46
GVBB HOLDINGS SARL	MARQUE	1347139	14/03/1986	2007-06
HOLDING PINTAUD FINANCES	MARQUE	3385589	12/10/2005	2006-11
HOLDING PINTAUD FINANCES	MARQUE	3385588	12/10/2005	2006-23
HOLDING PINTAUD FINANCES	MARQUE	3386665	18/10/2005	2006-12
HUCK PATENTS, INC.	MARQUE	1351029	16/04/1986	2007-17
ICL PERFORMANCE PRODUCTS LP	MARQUE	1359579	19/06/1986	2007-21
KAO KABUSHIKI KAISHA (autrement dite : KAO CORPORATION)	MARQUE	3421744	06/04/2006	2006-36

LA BAGAGERIE	MARQUE	1349665	28/05/1986	2006-45
LA COMMANDERIE DIFFUSION	MARQUE	3434358	13/06/2006	2006-46
LES EDITIONS HATIER	MARQUE	1401079	30/03/1987	2010-06
LES EDITIONS HATIER	MARQUE	3432331	01/06/2006	2006-44
LESCOT	MARQUE	1343462	20/02/1986	2006-48
L'EUGENIE SA	MARQUE	1352146	24/04/1986	2007-23
MAE	MARQUE	3380294	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380285	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380281	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380288	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380297	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380296	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380293	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380292	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380290	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380287	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380286	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380284	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380282	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380280	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380279	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380274	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380273	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380270	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3380266	15/09/2005	2006-07
MAE	MARQUE	3384709	07/10/2005	2006-11
MAE	MARQUE	3384711	07/10/2005	2006-11
MASTERCARD INTERNATIONAL INCORPORATED	MARQUE	96626764	23/05/1996	2007-07
MASTERCARD INTERNATIONAL INCORPORATED	MARQUE	96630854	20/06/1996	2007-14
METRO-GOLDWYN-MAYER STUDIOS INC.	MARQUE	96614038	04/03/1996	2007-07
MILLER WASTE MILLS, INC. D/B/A RTP COMPANY	MARQUE	96611441	19/02/1996	2006-51
MONDADORI MAGAZINES FRANCE	MARQUE	1359830	20/06/1986	2007-40
MONDADORI MAGAZINES FRANCE	MARQUE	96620457	11/04/1996	2007-28
MONDADORI MAGAZINES FRANCE	MARQUE	96655477	13/12/1996	2008-08
MOTUL	MARQUE	96611461	19/02/1996	2006-43
MOTUL	MARQUE	96611462	19/02/1996	2006-43
MOTUL	MARQUE	1346961	20/03/1986	2006-43
MOTUL	MARQUE	1346962	20/03/1986	2006-43
NEW REGISTON CO., LTD.	MARQUE	95590368	29/09/1995	2006-30
NEW REGISTON CO., LTD.	MARQUE	95590366	29/09/1995	2006-30
Novartis Tiergesundheit AG	MARQUE	3417235	17/03/2006	2006-34
OCRES DE FRANCE SAS	MARQUE	3388282	20/10/2005	2006-13
OMEGA PHARMA INNOVATION & DEVELOPMENT NV	MARQUE	96619879	04/04/1996	2007-05
OMEGA PHARMA INNOVATION & DEVELOPMENT NV	MARQUE	1362723	08/07/1986	2007-16
OMEGA PHARMA INNOVATION & DEVELOPMENT NV	MARQUE	1357250	18/03/1986	2007-01
OMEGA PHARMA INNOVATION & DEVELOPMENT NV	MARQUE	96612046	20/02/1996	2006-50
OPTICAL CENTER	MARQUE	3418676	21/03/2006	2006-34
ORFEVRIERIE CHRISTOFLE	MARQUE	96614478	06/03/1996	2007-06
ORFEVRIERIE CHRISTOFLE	MARQUE	96615333	12/03/1996	2007-06
ORFEVRIERIE CHRISTOFLE	MARQUE	96617236	22/03/1996	2007-05
OSCAR DE LA RENTA LIMITED	MARQUE	1367487	07/03/1986	2007-07
OTS LOGISTICS GROUP LTD	MARQUE	3419875	30/03/2006	2006-35
PAGESJAUNES	MARQUE	3417288	14/03/2006	2006-46
PARIS SAINT GERMAIN FOOTBALL	MARQUE	3441441	19/07/2006	2006-51
PBM BILANS ET CONSEIL	MARQUE	3441750	21/07/2006	2007-08
PHOENIX BRANDS LLC	MARQUE	3402892	11/01/2006	2006-24
PIERRE LANNIER	MARQUE	1295285	07/01/1985	2005-14
PIERRE LANNIER	MARQUE	95585869	28/08/1995	2006-14
PINTAUD HERVE	MARQUE	3385593	12/10/2005	2006-11
PLAYON	MARQUE	3413395	01/03/2006	2007-34
PROFILS SYSTEMES	MARQUE	3415895	13/03/2006	2006-33
PT. BRATACO	MARQUE	3422913	12/04/2006	2006-37
QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK	MARQUE	3423274	13/04/2006	2006-37
QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK	MARQUE	3423277	13/04/2006	2006-37
QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK	MARQUE	3423275	13/04/2006	2006-37
ROCHE	MARQUE	1334564	11/12/1985	2006-35
ROCHE	MARQUE	1334563	11/12/1985	2006-35
S.C. CHATEAU BELAIR-MONANGE	MARQUE	3769020	24/09/2010	2011-06
S.C. DU CHATEAU LA FLEUR PETRUS	MARQUE	3769031	24/09/2010	2011-06
SAPA BUILDING SYSTEMS France	MARQUE	1349862	27/03/1986	2007-19
SC CHATEAU BELAIR MONANGE	MARQUE	3658240	18/06/2009	2009-47
SISIG LIMITED	MARQUE	3368579	29/06/2005	2006-42
SISIG LIMITED	MARQUE	3368580	29/06/2005	2006-42
SISIG LIMITED	MARQUE	3368581	29/06/2005	2006-42
SMB	MARQUE	1357640	04/06/1986	2007-11
SMB	MARQUE	96621391	12/04/1996	2007-08
SMB	MARQUE	3425708	24/04/2006	2006-39

SOCIETE CIVILE DU CHATEAU LA FLEUR PETRUS	MARQUE	1474135	30/06/1988	2008-37
SOCIETE CIVILE DU CHATEAU TROTANOY	MARQUE	1474146	30/06/1988	2008-36
SOCIETE GENERALE	MARQUE	1355178	16/05/1986	2007-04
SOCOPAL FINANCE	MARQUE	1377668	03/01/1986	2006-51
SOCOPAL FINANCE	MARQUE	1358009	06/06/1986	2007-22
SOCOPAL FINANCE	MARQUE	1360778	27/06/1986	2007-31
SOMATHERM	MARQUE	1342387	12/02/1986	2006-50
SONY CORPORATION	MARQUE	1355438	20/05/1986	2007-09
SPHERE	MARQUE	96645456	10/10/1996	2007-19
SYNTHESIA ESPANOLA	MARQUE	1580671	13/06/1990	2007-22
THE MONARCH BEVERAGE COMPANY (EUROPE) LIMITED	MARQUE	96629751	13/06/1996	2007-21
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1359451	18/06/1986	2007-13
TOYO BOSEKI KABUSHIKI KAISHA (AUTREMENT DITE : TOYOCO CO., LTD.)	MARQUE	96620778	12/04/1996	2007-14
TULIP FOOD COMPANY A/S	MARQUE	1346193	12/03/1986	2006-51
WILO SALMSON FRANCE	MARQUE	1359631	19/06/1986	2007-21
WILO SALMSON FRANCE	MARQUE	96639578	27/08/1996	2007-24
YAMAHA CORPORATION	MARQUE	1342189	11/02/1986	2006-44

ARRETE n° 3566 MEI/DAE du 28 avril 2016 portant extension de 132 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-05 du 30 janvier 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4146338 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-16 du 17 avril 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4168364 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-17 du 24 avril 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4169508 et n° 4171093 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-20 du 15 mai 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4174952 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-21 du 22 mai 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4177535 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-23 du 5 juin 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4180116 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-24 du 12 juin 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4182070, n° 4182075 et n° 4182077 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-25 du 19 juin 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4184671 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-26 du 26 juin 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4186360 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-30 du 24 juillet 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4193525, n° 4193546 et n° 4193813 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-31 du 31 juillet 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4195991 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-32 du 7 août 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4197404 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-33 du 14 août 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 41988002, n° 4199367 et n° 4199371 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-38 du 18 septembre 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4205975 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-39 du 25 septembre 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4207006 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-40 du 2 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4207804, 4208254, 4208403, 4208412, 4208422, 4208669 et 4209042 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-41 du 9 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4210397, 4210741, 4210763 et 4210887 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-42 du 16 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4212017 et n° 4212060 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-43 du 23 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4213237, 4213531, 4213673 et 4214242 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-44 du 30 octobre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4216255 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-45 du 6 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4217230, 4217231, 4217236, 4217374, 4217381, 4217403 et 4217481 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-46 du 13 novembre 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4219716 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-47 du 20 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4221115 et n° 4221777 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-48 du 27 novembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4223718, 4222698, 4222881, 4223892, 4223908, 4223941, 4223942 et 4223950 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-49 du 4 décembre 2015, volume 1, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4224895 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-50 du 4 décembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4225998, 4226168, 4226231, 4226270, 4227231, 4227236, 4227448, 4227473, 4227512, 4227570, 4227586, 4227622 et 4227627 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-51 du 18 décembre 2015, volume 1, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 19 février 2015, page 178, ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4146338 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 21 NS du 28 mai 2015, page 738, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4168364, n° 4169508 et n° 4171093 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 25 juin 2015, page 1186, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4174952 et n° 4177535 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 33 NS du 30 juillet 2015, page 1310, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n°s 4182070, 4182075, 4182077, 4184671 et 4186360 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 36 NS du 20 août 2015, page 1405, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n°s 4193525, 4193546, 4193813 et 4195991 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 40 NS du 15 octobre 2015, page 1758, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n°s 4197404, 4198002, 4199367 et 4199371 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 44 NS du 5 novembre 2015, page 1868, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4205975 et n° 4207006 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 51 NS du 10 décembre 2015, page 1976, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n°s 4207804, 4208254, 4208403, 4208412, 4208422, 4208669, 4209042, 4210397, 4210741, 4210763, 4210887, 4212017, 4212060, 4213237, 4213531, 4213673, 4214242 et 4216255 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 7 janvier 2016, page 14, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n°s 4217230, 4217231, 4217236, 4217374, 4217381, 4217403, 4217481 et 4219716 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 326, ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 132 MARQUES FRANCAISES							
87 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées							
Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance :	Classes de produits et de services :	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOPF publication demande d'extension
4169508	31 MARS 2015	VETIR	CASALONGA & ASSOCIES	18, 25, 35.	BOPI 2015-17 du 24/04/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 21 NS du 28/05/2015 page 738
4184671	30 MAI 2015	M. Jean Jacques FONZES	M. Jean Jacques FONZES	14, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 24, 25.	BOPI 2015-25 du 19/06/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 33 NS du 30/07/2015 page 1310
4198002	21 JUILLET 2015	LES PRODUITS PAUL BOCUSE	CABINET GERMAIN & MAUREAU	16, 21, 24, 25, 43.	BOPI 2015-33 du 14/08/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 40 NS du 15/10/2015 page 1758
4209042	11 septembre 2015	G.H. MUMM & Cie	PERNOD RICARD	33	BOPI 2015-40 du 02/10/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 51 NS du 10/12/2015 page 1976
4217230	13 octobre 2015	FRANCOIS MARTENOT	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2015-45 du 06/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4217231	13 octobre 2015	FRANCOIS MARTENOT	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2015-45 du 06/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4217236	13 octobre 2015	FRANCOIS MARTENOT	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2015-45 du 06/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4217374	13 octobre 2015	QUICK RESTAURANTS	GEVERS FRANCE	16, 28, 29, 30, 32, 43.	BOPI 2015-45 du 06/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4217381	13 octobre 2015	QUICK RESTAURANTS	GEVERS FRANCE	16, 28, 29, 30, 32, 43.	BOPI 2015-45 du 06/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4221115	28 octobre 2015	Mme. Yvette BOLIDUM	Mme. Yvette BOLIDUM	3	BOPI 2015-47 du 20/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4222698	03 novembre 2015	LABORATOIRES CINQ MONDES	ATMARK	3, 44.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4222881	03 novembre 2015	Mme. Natacha CABALLUD	Mme. Natacha CABALLUD	41, 43, 44.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223892	06 novembre 2015	ASSOCIATION NATIONALE pour la COUVERTURE des risques, la RETRAITE et l'EPARGNE (ANCRE)	CABINET LAVOIX	36, 45.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223908	06 novembre 2015	VOLKSWAGEN GROUP France	MARKPLUS INTERNATIONAL	12, 35.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14

4223941	06 novembre 2015	DIGITAL FOR MENTAL HEALTH	CABINET PLASSERAUD	9, 10, 42, 44.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223942	06 novembre 2015	PREMIERE VISION	CABINET GERMAIN & MAUREAU	35, 41.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4223950	06 novembre 2015	Johnson & Johnson	NOVAGRAAF France	3, 5.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4224895	10 novembre 2015	SCA UNION DE VIGNERONS DE L'ILE DE BEAUTE	SANTARELLI	33	BOPI 2015-49 du 04/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4225998	13 novembre 2015	CHANEL	CHANEL	3	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226168	16 novembre 2015	L'ECOLE SUR INTERNET	ERNEST GUTMANN - YVES PLASSERAUD	9, 36, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226231	16 novembre 2015	ALCATEL-LUCENT SUBMARINE NETWORKS	ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	9, 37, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4226270	16 novembre 2015	M. Frédéric FABY	IN CONCRETO	16, 35, 39.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227231	19 novembre 2015	Kuok Registrations Limited	CABINET GERMAIN & MAUREAU	41, 43, 44.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227236	19 novembre 2015	Kuok Registrations Limited	CABINET GERMAIN & MAUREAU	41, 43, 44.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227448	20 novembre 2015	AVENTISUB LLC	SANOPI	5	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227473	20 novembre 2015	Etat français, représenté par le Directeur du Service d'Information du Gouvernement, Etat	Agence du Patrimoine Immatériel de l'Etat (Etat français)	9, 16, 18, 25, 28, 35, 38, 41.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227512	20 novembre 2015	FEES	INLEX IP EXPERTISE	29, 30, 32.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227570	20 novembre 2015	ULF	BOURGEOIS REZAC MIGNON	14, 18, 25.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227586	20 novembre 2015	LABORATOIRES CEETAL	CABINET GERMAIN & MAUREAU	5	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227622	20 novembre 2015	SOCIETE D'EQUIPEMENTS DE BOULANGERIE PATISSERIE	CABINET LAVOIX	7	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227627	20 novembre 2015	STUDIO BAGEL PRODUCTIONS	BRANDSTORMING	9, 16, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-50 du 11/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227859	23 novembre 2015	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227866	23 novembre 2015	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227884	23 novembre 2015	HEINEKEN ENTREPRISE	CASALONGA & ASSOCIES	32	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4227898	23 novembre 2015	COMPAGNIE DES VINS DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE DOURTHE-KRESSMANN	S.A. FEDIT-LORiot ET AUTRES CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE	33	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228010	23 novembre 2015	COMPTOIR FRANCAIS COMMERCIAL	CABINET ORES	33	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228035	23 novembre 2015	Fédération hospitalière de France	Fédération hospitalière de France	35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228056	23 novembre 2015	CAFES RECK	PARTENAIRES PI	30	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228078	23 novembre 2015	HEINEKEN ENTREPRISE	CASALONGA & ASSOCIES	32	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228089	23 novembre 2015	BELLONNIE ET BOURDILLON SUCCESEURS	ATMARK	32, 33.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228091	23 novembre 2015	INVIVO NSA	Mme. Catherine Fily	3	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228166	23 novembre 2015	CHANEL	CHANEL	3, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228276	24 novembre 2015	VIE COLLECTION	CABINET LE GUEN MAILLET	3	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228378	24 novembre 2015	CARREFOUR	NOVAGRAAF France	36	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228408	24 novembre 2015	CHANGZHOU AIRWHEEL TECHNOLOGY CO.	CABINET LAVOIX	9, 25, 35.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228513	25 novembre 2015	CASTER	CASTER	3	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228526	25 novembre 2015	CASTER	CASTER	3, 5.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228532	25 novembre 2015	Monster Energy Company	BIRD & BIRD AARPI	32	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228581	25 novembre 2015	Brasserie Pietra, SAS	Brasserie Pietra, SAS	32	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228603	25 novembre 2015	M. François DOBROWOLSKI	M. François DOBROWOLSKI	36	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228637	25 novembre 2015	TYPEFACTORY	PARTENAIRES PI	9, 35, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228763	25 novembre 2015	JACQUET BROSSARD	REGIMBEAU	30	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228775	25 novembre 2015	CAROLIANE	CABINET GERMAIN & MAUREAU	14, 18, 35.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326

4228776	25 novembre 2015	Royal Canin SAS	AB INITIO	5, 31.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228782	25 novembre 2015	CAROLIANE	CABINET GERMAIN & MAUREAU	14, 18, 35.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228856	26 novembre 2015	ATHANOR.NET SARL	ATHANOR.NET SARL M. Thierry JOUDELAT	35, 36, 38, 42, 43, 44, 45.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228895	26 novembre 2015	EXPLODING KITTENS, LLC	CABINET LAVOIX	9, 28, 41.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228896	26 novembre 2015	Agence nationale des fréquences (ANFR)	Agence nationale des fréquences (ANFR)	9, 16, 35, 37, 38, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228917	26 novembre 2015	POMMERY	GEVERS FRANCE	33	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228918	26 novembre 2015	POMMERY	GEVERS FRANCE	33	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228919	26 novembre 2015	POMMERY	GEVERS FRANCE	33	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228939	26 novembre 2015	ELECTRICITE DE France	CABINET PLASSERAUD	37, 41, 45.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4228941	26 novembre 2015	DOCK DU VIN	INLEX IP EXPERTISE	21, 32, 33, 35.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229010	26 novembre 2015	ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	NOVAGRAAF France	9, 44.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229027	26 novembre 2015	L'OLYMPIA	CABINET BEAU DE LOMENIE	9, 14, 16, 18, 20, 25, 26, 28, 35, 38, 41, 43.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229046	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229057	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229059	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229064	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229066	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229073	26 novembre 2015	New Era Cap Co., Inc.	CABINET LAVOIX	25	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229149	26 novembre 2015	METEO-France	NONY	9, 38, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229227	26 novembre 2015	ICOPAL SAS	SANTARELLI	17, 18, 31.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229260	27 novembre 2015	ENGIE	ENGIE	4, 35, 36, 37, 40, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229263	27 novembre 2015	M. Jérôme LOISEL	M. Jérôme LOISEL	35, 41.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229274	27 novembre 2015	ENGIE	ENGIE	4, 35, 36, 37, 40, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229352	27 novembre 2015	THERMADOR GROUPE	CABINET GERMAIN & MAUREAU	1, 7, 9, 11, 17, 19.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229353	27 novembre 2015	THERMADOR GROUPE	CABINET GERMAIN & MAUREAU	1, 7, 9, 11, 17, 19.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229365	27 novembre 2015	TOTAL SA	TOTAL SA	43	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229372	27 novembre 2015	TOTAL SA	TOTAL SA	4	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229401	27 novembre 2015	Bayer Intellectual Property GmbH	Hirsch & Associés	1, 3, 5.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229404	27 novembre 2015	SODESUR	CABINET GRANGER	9, 35, 37, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229422	27 novembre 2015	M. Jérôme PAILLARD	M. Jérôme PAILLARD	9, 16, 25, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229428	27 novembre 2015	Novagraaf Nederland B.V.	NOVAGRAAF France	30, 32.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229430	27 novembre 2015	3 BRASSEURS INTERNATIONAL	TMARK CONSEILS	9, 16, 35, 36.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229491	27 novembre 2015	GRC	CABINET GILLES MATON	9, 35, 38, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326
4229499	27 novembre 2015	M. Jérôme PAILLARD	M. Jérôme PAILLARD	9, 16, 25, 28, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2015-51 du 18/12/2015	BOPI 2016-11 du 18/03/2016	JOPF n° 7 NS du 11/02/2016 page 326

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 131 MARQUES FRANÇAISES
45 marques étendues avec modification**

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 178
- et au BOPI n°2015-05 du 30/01/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 146 338

Dépôt du : 06 janvier 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : FOCUS HOME INTERACTIVE, Société par actions
simplifiée, parc de Flandre " Le Beauvaisis " bâtiment 28, 11 rue
Cambrai, 75019 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 399 856 277

Mandataire de la Correspondance : Cabinet LexCase, Mme
UCCELLO-JAMMES Anne-Sophie

17.rue de la Paix

75002 PARIS

FRANCE

FOCUS
HOME INTERACTIVE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 28, 38, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-05

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°21 NS du 28/05/2015 – p 738
- et au BOPI n°2015-16 du 17/04/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 168 364

Dépôt du : 26 mars 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MYSPA, SAS, 10 Rue Chanzy, 13300 SALON DE
PROVENCE, FRANCE

N° SIREN : 791 102 601

Mandataire de la Correspondance : NextMarq

1 Rue Chabrier

13100 AIX-EN-PROVENCE

FRANCE

MySp@
BY
Déborra

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 41, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-16

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°21 NS du 28/05/2015 – p 738
- et au BOPI n°2015-17 du 24/04/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 171 093

Dépôt du : 04 avril 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Planet Dance Fitness, Auto entreprise, 14 rue Mercoeur,
75011 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 530 119 957

Mandataire de la Correspondance : Planet Dance Fitness, Mme
Barragan Gomez Edna Nury

14 rue Mercoeur

75011 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 39, 41, 43, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-17

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 25/06/2015 – p 1186
- et au BOPI n°2015-20 du 15/05/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 174 952

Dépôt du : 20 avril 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SWANIA, Société par actions simplifiée, 22 rue d'Arras,
92000 NANTERRE, FRANCE

N° SIREN : 807 768 726

Mandataire de la Correspondance : IN CONCRETO

9 rue de l'Isly

75008 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 1, 3, 4, 5, 7, 21, 25.

BOPI de Publication antérieur : 2015-20

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 25/06/2015 – p 1186
- et au BOPI n°2015-21 du 22/05/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 177 535

Dépôt du : 30 avril 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. kerneur yoann, Agissant pour le compte de la société kermel en cours de formation, RESIDENCE ROYAL PALM'S, BP 20898, 98713 PAPEETE, TAHITI, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. kerneur yoann
RESIDENCE ROYAL PALM'S, BP 20898, 98713 PAPEETE, TAHITI
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 14.

BOPI de Publication antérieur : 2015-21

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°33 NS du 30/07/2015 – p 1310
- et au BOPI n°2015-23 du 05/06/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 180 116

Dépôt du : 11 mai 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : C.C.V. BEAUMANOIR, Société Anonyme, 10 IMPASSE DU GRAND JARDIN, ZAC DE LA MOINERIE, 35400 SAINT-MALO, FRANCE

N° SIREN : 391 164 092

Mandataire de la Correspondance : Hoche, Société d'Avocats,
Maitre Régis Corral
106, rue la Boétie
75008 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-23

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°33 NS du 30/07/2015 – p 1310
- et au BOPI n°2015-24 du 12/06/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 182 070

Dépôt du : 20 mai 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : Mouvement Républicain et Citoyen, Association déclarée, 3 Avenue de Corbéra, 75012 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 392 343 406

Mandataire de la Correspondance : Mouvement Républicain et Citoyen, M. Laurent Jean-Luc
3 Avenue de Corbéra
75012 PARIS
FRANCE

Socialisme et République

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 25, 35, 38, 41, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-24

N° National : 14 4 182 075

Dépôt du : 20 mai 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : Mouvement Républicain et Citoyen, Association déclarée, 3 Avenue de Corbéra, 75012 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 392 343 406

Mandataire de la Correspondance : Mouvement Républicain et Citoyen, M. Laurent Jean-Luc
3 Avenue de Corbéra
75012 PARIS
FRANCE

La gauche républicaine

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 25, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-24

N° National : 14 4 182 077

Dépôt du : 20 mai 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : Mouvement Républicain et Citoyen, Association déclarée, 3 Avenue de Corbéra, 75012 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 392 343 406

Mandataire de la Correspondance : Mouvement Républicain et Citoyen, M. Laurent Jean-Luc
3 Avenue de Corbéra
75012 PARIS
FRANCE

Citoyens militants

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 25, 35, 41,

BOPI de Publication antérieur : 2015-24

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°33 NS du 30/07/2015 – p 1310
- et au BOPI n°2015-26 du 26/06/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 186 360

Dépôt du : 05 juin 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : AGIRC (Association Générale des Institutions de Retraite des Cadres), Fédération d'institutions de retraite complémentaire régie par le code de la sécurité sociale, 16-18 Rue Jules César, 75592 PARIS cedex 12, FRANCE

Déclarant : ARRCO (Association pour le Régime de Retraite Complémentaire des salariés), Fédération d'Institutions de retraite régie par le

N° SIREN : 784 647 505, 775 661 069

Mandataire de la Correspondance : CLAIRMONT Avocats AARPI, Mme CABANNE-DESGRANGES SANDRA

9 Rue Pierre le Grand
75008 PARIS
FRANCE

**ESPACE IDÉES
BIEN CHEZ MOI**

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 41, 42, 44, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-26

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°36 NS du 20/08/2015 – p 1405
- et au BOPI n°2015-30 du 24/07/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 193 525

Dépôt du : 01 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES DE VALS – S.E.M. VALS, Société Anonyme, 33, boulevard de Vernon, 07600 VALS-LES-BAINS, FRANCE

N° SIREN : 328 790 845

Mandataire de la Correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU
12 rue Boileau
69006 LYON
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 32.

BOPI de Publication antérieur : 2015-30

N° National : 14 4 193 546

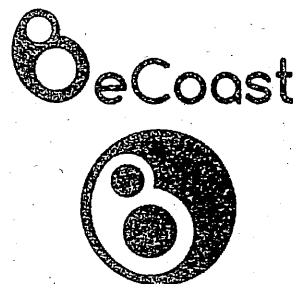
Dépôt du : 01 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. Cribier Yoann, 161 avenue de Clichy, 75017 PARIS, FRANCE

Déclarant : M. De boisvilliers Jonathan, 5 venelle des Murenes, REUNION, 97427 ETANG SALE LES BAINS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. Cribier Yoann
161 avenue de Clichy
75017 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 35, 38, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-30

N° National : 14 4 193 813

Dépôt du : 01 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. DERANSY GEORGES, chemin de la colline, ROUTE DE DUPRE, 97141 VIEUX-FORT, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. DERANSY GEORGES
chemin de la colline, ROUTE DE DUPRE
97141 VIEUX-FORT
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 25, 28.

BOPI de Publication antérieur : 2015-30

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°36 NS du 20/08/2015 – p 1405
- et au BOPI n°2015-31 du 30/07/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 195 991

Dépôt du : 10 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14 rue de Saint Nazaire, 67000 STRASBOURG, FRANCE

N° SIREN : 558 500 187

Mandataire de la Correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc-Roger

137 rue de l'Université
75007 PARIS
FRANCE

FLOORSOFT

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 2, 17, 27.

BOPI de Publication antérieur : 2015-31

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°40 NS du 15/10/2015 – p 1758
- et au BOPI n°2015-32 du 07/08/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 197 404

Dépôt du : 17 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SOCIETE DU FIGARO, SAS, 14 Boulevard HAUSSMANN, 75009 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 542 077 755

Mandataire de la Correspondance : SOCIETE DU FIGARO, DIRECTION JURIDIQUE, Mme DE LINARES Soizick
14 Boulevard HAUSSMANN
75009 PARIS
FRANCE

BUSINESS WITH ATTITUDE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-32

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°40 NS du 15/10/2015 – p 1758
- et au BOPI n°2015-33 du 14/08/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 199 367

Dépôt du : 26 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Aedes System, sarl, 364 rue des roches noires, 98809 MONT-DORE NOUVELLE-CALEDONIE, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Aedes System, M. SUVIRI Thierry

364 rue des roches noires
98809 MONT-DORE NOUVELLE-CALEDONIE
FRANCE

AGLOSTIC

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 17, 19, 37.

BOPI de Publication antérieur : 2015-33

N° National : 14 4 199 371

Dépôt du : 26 juillet 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. ZANCHI MICHEL, Résidence Olivula, 8 avenue des Oeillets, 06230 VILLEFRANCHE SUR MER, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. ZANCHI MICHEL

Résidence Olivula, 8 avenue des Oeillets
06230 VILLEFRANCHE SUR MER
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 14, 16, 25, 28, 30, 32.

BOPI de Publication antérieur : 2015-33

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°44 NS du 05/11/2015 – p 1868
- et au BOPI n°2015-38 du 18/09/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 205 975

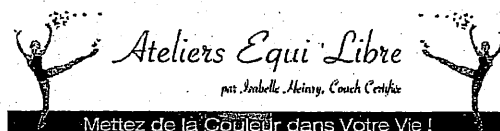
Dépôt du : 29 août 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme Henry Isabelle, 6 les jardins de l'Acadie, 35430 SAINT-SULIAC, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Ateliers Equi'libre, Mme Henry Isabelle

6 les jardins de l'Acadie
35430 SAINT-SULIAC
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 41, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-38

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°44 NS du 05/11/2015 – p 1868
- et au BOPI n°2015-39 du 25/09/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 207 006

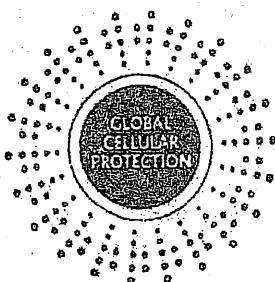
Dépôt du : 03 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : INSTITUT ESTHEDERM, Société par Actions Simplifiée, 23
Place de Catalogne, 75014 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 350 327 409

Mandataire de la Correspondance : Cabinet LAURENT & CHARRAS,
Mme GERARD Elisa
Le Contemporain, 50 Chemin de la Bruyère
69574 DARDILLY Cedex
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 5, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-39

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-40 du 02/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 207 804

Dépôt du : 07 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. SIAD MAHMOUD, 35 RUE DOCTEUR BAUER, 93400
SAINT OUEN, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. SIAD MAHMOUD
35 RUE DOCTEUR BAUER
93400 SAINT OUEN
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 12, 35, 37, 39.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

N° National : 14 4 208 254

Dépôt du : 09 septembre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : EMOTI-COMS LIMITED, LTD, société de droit anglais, 42
Wardo Avenue, SW6 6RE LONDRES, UNITED KINGDOM

Mandataire de la Correspondance : Laurence DENIS-LEROY, Cabinet
DENIS-LEROY, c/o BMH AVOCATS
29 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS
FRANCE

COSMYDOR

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 20, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

N° National : 14 4 208 403

Dépôt du : 09 septembre 2015

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

Déclarant : Holding Verte, SAS, 11 rue de Mogador, 75009 PARIS,
FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Cabinet DEGOULET, Mme
Degoulet Céline
5 rue Molière
75001 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 37, 40, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

N° National : 14 4 208 412

Dépôt du : 09 septembre 2015

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

Déclarant : Holding Verte, SAS, 11 rue de Mogador, 75009 PARIS,
FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Cabinet DEGOULET, Mme
Degoulet Céline
5 rue Molière
75001 PARIS
FRANCE

Everbiogaz

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 37, 40, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

N° National : 14 4 208 422

Dépôt du : 09 septembre 2015

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

Déclarant : Holding Verte, SAS, 11 rue de Mogador, 75009 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Cabinet DÉGOUTET, Mme Dégoutet Céline
5 rue Molière
75001 PARIS
FRANCE

EVERMÉTHANE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 37, 40, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

N° National : 14 4 208 669

Dépôt du : 10 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : GCS TESIS, Groupement de Coopération Sanitaire, Local C2, 14 Chemin des Anglais, 97420 LE PORT, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : GCS TESIS, M. Bien Laurent
Immeuble des cuves de la Mare, no 21, Bat C., 30 rue André Lardy
97438 SAINTÉ MARIE
FRANCE



OCÉAN INDIEN INNOVATION SANTÉ

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 5, 9, 10, 35, 38, 41, 42, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-40

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 - p 1976
- et au BOPI n°2015-41 du 09/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 210 397

Dépôt du : 17 septembre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FREDERIC M FRANCE, Société Anonyme, 33 chemin des fades, 06110 LE CANNET, FRANCE

N° SIREN : 327 542 106

Mandataire de la Correspondance : FREDERIC M FRANCE, Mme BARTOCCINI Sandrine
33 chemin des fades
06110 LE CANNET
FRANCE

L'alambic

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3.

BOPI de Publication antérieur : 2015-41

N° National : 14 4 210 741

Dépôt du : 18 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : BIAT FRANCE-AGENT DE PAIEMENT, Société par actions simplifiée à associé unique, 1 square du Croisic, 75015 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 808 113 062

Mandataire de la Correspondance : DS AVOCATS, Mme VERNERET Catherine
6 rue Duret
75116 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-41

N° National : 14 4 210 763

Dépôt du : 18 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SOCIÉTÉ AGRICOLE DE LA DURANÇOLE, Société Civile, Domaine de Calissanne, 10 route Départementale, 13680 LANCON DE PROVENCE, FRANCE

N° SIREN : 636 580 367

Mandataire de la Correspondance : NextMarq
1 Rue Chabrier
13100 AIX-EN-PROVENCE
FRANCE

JASSO DE CALISSANNE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 33, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2015-41

N° National : 14 4 210 887

Dépôt du : 18 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Apple Inc., société régie par les lois de l'Etat de Californie, 1 Infinite Loop, Cupertino, CALIFORNIE 95014, UNITED STATES

Mandataire de la Correspondance : Wilson & Berthelot, Conseils en Propriété Industrielle
22 rue Bergère
75009 PARIS
FRANCE



Fonctionne avec
Apple HomeKit

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 11.

BOPI de Publication antérieur : 2015-41

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-42 du 16/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 212 017

Dépôt du : 23 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : ValoTec, SAS, Villejuif Bio Park, 1 mail du professeur
Georges-Mathe, 94800 VILLEJUIF, FRANCE

N° SIREN : 481 778 892

Mandataire de la Correspondance : ValoTec, M. Lourme Jean-
Christophe

Villejuif Bio Park, 1 mail du professeur Georges-Mathe
94800 VILLEJUIF
FRANCE

MELLIDEM

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 10.

BOPI de Publication antérieur : 2015-42

N° National : 14 4 212 060

Dépôt du : 23 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CASTEL FRERES, Société Par Actions Simplifiée, 24 rue
Georges Guynemer, 33290 BLANQUEFORT, FRANCE

N° SIREN : 482 283 694

Mandataire de la Correspondance : CASTEL FRERES, M. VIGNEAU
Romain, Service Juridique

1 rue des Oliviers

94327 THIAIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 21, 32, 33, 35, 39, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-42

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-43 du 23/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 213 237

Dépôt du : 28 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : HOME INTERNATIONAL, Société par actions simplifiée,
Zone Industrielle, 3, Rue des Plantes, 45340 BEAUNE LA ROLANDE,
FRANCE

N° SIREN : 333 583 508

Mandataire de la Correspondance : CABINET LAVOIX

2 Place d'Estienne d'Orves

75009 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 17, 22, 24.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

N° National : 14 4 213 531

Dépôt du : 29 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Association Française de Normalisation (AFNOR),
Association reconnue d'utilité publique régie par la loi du 1er juillet
1901, 11 rue Francis de Pressensé, 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS,
FRANCE

N° SIREN : 775 724 818

Mandataire de la Correspondance : ERNEST GUTMANN – YVES

PLASSERAUD, SAS

3 rue Auber

75009 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 38, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

N° National : 14 4 213 673

Dépôt du : 29 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : SAS Assur&Sens, Société par actions simplifiée, Le Carré
d'Argent, 11 A Rue des Aulnes, 69410 CHAMPAGNE-AU-MONT D'OR,
FRANCE

N° SIREN : 538 354 374

Mandataire de la Correspondance : CABINET PLASSERAUD, Mme

CARRON Noëlie

Immeuble le Rhône-Alpes, 235 Cours Lafayette

69006 LYON

FRANCE

ASSURCMI

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

N° National : 14 4 214 242

Dépôt du : 01 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme Gilbert Isabelle, Agissant pour le compte de la société Sfumato en cours de formation, 5 rue royale, 69001 LYON, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme Gilbert Isabelle
5 rue royale
69001 LYON
FRANCE

L'Épopée créative

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOFP n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-44 du 30/10/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 216 255

Dépôt du : 08 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MEDECINS, Institution de droit privé chargée d'une mission de service public, 180 Boulevard Haussmann, 75008 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : MARKPLUS INTERNATIONAL
39 Rue Fessart
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
FRANCE

MEDECINS NOTRE ENGAGEMENT, C'EST POUR LA VIE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 35, 36, 38, 41, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-44

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOFP n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-45 du 06/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 217 403

Dépôt du : 13 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : POMMERY, Société par actions simplifiée, 5 Place du Général Gouraud, 51100 REIMS, FRANCE

N° SIREN : 441 990 132

Mandataire de la Correspondance : GEVERS FRANCE
41 avenue de Friedland
75008 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 33.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

N° National : 14 4 217 481

Dépôt du : 13 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MHCS, Société en commandite simple, 9 avenue de Champagne, 51200 EPERNAY, FRANCE

N° SIREN : 509 553 459

Mandataire de la Correspondance : MHCS – Champagne Veuve Clicquot Ponsardin, M. LOUVRIER Charles
65-67 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS
FRANCE

CLOS DU MESNIL

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 21, 32, 33.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOFP n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-46 du 13/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 219 716

Dépôt du : 21 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. BINNIE Marc, 34 A Chemin du Treuil de Senouche, 17610 CHANIERES, FRANCE

Déclarant : M. DOUILLARD Jean Luc, 13 rue de Champéroux, 17350 SAINT SAVINIEN, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : SELAS CASALONGA
5-7 avenue Percier
75008 PARIS
FRANCE

APESA

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38, 41, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-46

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-47 du 20/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 221 777

Dépôt du : 29 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : NIKON CORPORATION, Une société de droit japonais, 2-15-3, Konan, Minato-ku, TOKYO, JAPAN

Mandataire de la Correspondance : CABINET PLASSERAUD
52 Rue de la Victoire
75440 PARIS CEDEX 09
FRANCE

Nikon

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 7, 9, 10.

BOPI de Publication antérieur : 2015-47

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-48 du 27/11/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 223 718

Dépôt du : 06 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. MOUGEL Elie, tina golf, 23 avenue du golf, BP 1065, 98845 NOUMEA CEDEX, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. MOUGEL Elie, tina golf
23 avenue du golf, BP 1065
98845 NOUMEA CEDEX
FRANCE

 **International
PROPERTY
SOURCE**

"Creating wealth without borders"

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 37.

BOPI de Publication antérieur : 2015-48

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326
- et au BOPI n°2015-51 du 18/12/2015 (vol.1)

N° National : 14 4 227 888

Dépôt du : 23 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Mme MARTIN Florence, 11 rue du Square Carpeaux, 75018 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Mme MARTIN Florence
11 rue du Square Carpeaux
75018 PARIS
FRANCE

OEIL CUBE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-51

N° National : 14 4 227 890

Dépôt du : 23 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : NAOS GROUP, Société par Actions Simplifiée, 505 Rue Pierre Berthier, 13855 AIX-EN-PROVENCE, FRANCE

N° SIREN : 535 236 418

Mandataire de la Correspondance : Cabinet LAURENT & CHARRAS
Mme GERARD Elisa
Le Contemporain, 50 Chemin de la Bruyère
69574 DARDILLY Cedex
FRANCE

LA MODE DANS LA PEAU

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 5, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-51

N° National : 14 4 229 023

Dépôt du : 26 novembre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : L'OLYMPIA, Société par actions simplifiée, 18 Rue de Caumartin, 75009 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 552 121 634

Mandataire de la Correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE
158 Rue de l'Université
75007 PARIS
FRANCE

L'OLYMPIA

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 14, 16, 18, 20, 25, 26, 28, 35, 38, 41, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-51

N° National : 14 4 229 262

Dépôt du : 27 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. DANJOU STANISLAS, 05 ROUTE DE GOUX, 17800 PERIGNAC, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : CABINET SMISSAERT, Mme SMISSAERT SOPHIE
22 QUAI LOUIS DURAND
17000 LA ROCHELLE
FRANCE

SOWIRT
LIQUEUR



Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 33, 41, 43.
BOPI de Publication antérieure : 2015-51

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RÉNOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 3399 MLV du 26 avril 2016 portant affectation de la place Tahua Autonomie, sise commune de Papeete, au profit du service des parcs et jardins et de la propreté.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 281 CM du 23 décembre 2004 modifié portant création et organisation du service des parcs et jardins et de la propreté ;

Vu la lettre n° 2110 PR du 4 avril 2016 de la présidence de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectés au profit du service des parcs et jardins et de la propreté, la place Tahua Autonomie, telle

qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 13 avril 2016, détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine, comprenant :

- les remblais cadastrés commune de Papeete, sections AA n° 10, AC n° 74 et AZ n° 7, n° 11 et n° 12, d'une superficie respective de 10 939 mètres carrés, 9 521 mètres carrés, 24 906 mètres carrés, 82 mètres carrés et 692 mètres carrés ;
- et les constructions y édifiées ;
- ainsi que les matériels et équipements du parc de fitness et du parcours de santé figurant sur les tableaux intitulés "Liste des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours santé du 20 octobre 2014 et du 25 février 2015" annexés à la présente.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la gestion, l'entretien et l'exploitation du site ainsi que des constructions, des équipements et matériels y édifiés.

Art. 3. — La valeur vénale totale des remblais affectés d'une superficie totale de 46 140 mètres carrés, hors constructions est estimée à *quatre milliards six cent quatorze millions de francs CFP* (4 614 000 000 F CFP), soit 100 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — La valeur comptable totale des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours de santé identifiés sous le numéro Poly GF 227833, est de *vingt-cinq millions sept cent vingt et un mille deux cent cinquante-cinq francs CFP* (25 721 255 F CFP).

Art. 5. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 6. — La présidence de la Polynésie française, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 7. — L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 8.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 9.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 10.— L'arrêté n° 7295 MLA du 6 août 2014 portant affectation des remblais maritimes dépendant des "Jardins de Paofai", cadastrés commune de Papeete, sections AA n° 10,

AC n° 74, AZ n° 7, n° 11 et n° 12 et des constructions y édifiées au profit du service des moyens généraux, est abrogé.

Art. 11.— L'arrêté n° 9755 MLV/DAF du 7 novembre 2014 modifié portant affectation des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours de santé installés dans les jardins de Tahua Autonomie au profit du service des moyens généraux, est abrogé.

Art. 12.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service des parcs et jardins et de la propreté et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Tearii ALPHA.

Annexe à l'arrêté n° 3399 /MLV du 26 AVR. 2016
Liste des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours santé
à affecter au Service des parcs et jardins et de la propreté

Liste des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours santé installés dans les jardins de Tahua Autonomie (Paofai)
à transférer au Service des Moyens Généraux (SMG) rattaché à la Présidence du gouvernement de la PF, centre de travail (CT) 619

Autorisation de Programme (AP) n° 341-2014 intitulée "Aménagement et équipement du parcours santé 2014"
Autorisation d'Engagement (AE) n° 218.2014, Chap 910, s/chap 910 02

N° inventaire du bien (études, travaux, matériels et accessoires) inventorié dans Poly-GF (lors de la liquidat ⁿ des factures)	Quantités	Désignation ou description du bien	valeur totale fcfp	Noms du fournisseur	Date d'achat	Observations
227 833 (n° d'accessoire 3)	1	Etudes Fitness park (parcours de santé)	723 200	Eurl Atelier Graph'it	2014	Transfert du CT 800 (Direct ⁿ Santé) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 4)	1	Etudes Fitness Park pour mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage	623 760	Eurl Atelier Graph'it	2014	Transfert du CT 800 (Direct ⁿ Santé) au CT 619 (SMG)

Liste des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours santé installés dans les jardins de Tahua Autonomie (Paofai)
à transférer au Service des Moyens Généraux (SMG) rattaché à la Présidence du gouvernement de la PF, centre de travail (CT) 619

Autorisation de Programme (AP) n° 341-2014 intitulée "Aménagement et équipement du parcours santé 2014"
Autorisation d'Engagement (AE) n° 218.2014, Chap 910, s/chap 910 02

N° inventaire du bien (études, travaux, matériels et accessoires) inventorié dans Poly-GF (lors de la liquidat ⁿ des factures)	Quantités	Désignation ou description du bien	valeur totale fcfp	Noms du fournisseur	Date d'achat	Observations
227 833 (n° d'accessoire 5)	1	Installation parcours de santé et Fitness park (les Agrès et les appareillages métalliques)	9 643 872	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 6)	1	Installation parcours de santé et Fitness park (les Agrès)	1 222 264	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)

LISTE des matériels et équipements du parc de fitness et du parcours santé installés dans les jardins du "Tahua Autonomie" (Paofai)
à transférer au Service des Moyens Généraux (SMG) rattaché à la Présidence du gouvernement de la PF, centre de travail (CT) 619
Autorisation de Programme (AP) n° 341-2014 intitulée " Aménagement et équipement du parcours santé 2014"
Autorisation d'Engagement (AE) n° 218.2014, Chap 910, s/chap 910 02

N° inventaire du bien (études, travaux, matériels et accessoires) inventorié dans Poly-GF (hors de la liquidat° des factures)	Quantités	Désignation ou description du bien	valeur totale fcfp	Noms du fournisseur	Date d'achat	Observations
227 833 (n° d'accessoire 7)	1	Vérification des aires de jeux (équipements du parc de fitness et agers du parcours de santé)	226 000	Tahiti Contrôle Technique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 8)	1	Travaux d'installation des équipements du parc de fitness	5 447 617	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 9)	1	Equipements du parcours de santé et du parc de fitness	4 196 255	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 10)	1	Equipements du Parcours de santé	848 630	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 11)	1	Travaux d'installation des agers du parcours de santé	373 635	Cool Média Pacifique	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 12)	1	Réalisation des Panneaux en alu et poteaux métalliques en galva avec autocollants	150 234	Déco graphic	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 13)	1	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi des commandes	366 120	Atelier graph'it	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 14)	1	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études techniques et pour la conception des maquettes de la signalétique "parc de fitness / parcours de santé"	81 360	Atelier graph'it	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 15)	1	Travaux d'installation d'un projecteur LED (lampadaire en led) au parc de fitness	122 920	Dogba services	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 16)		annulé	-	-	-	-
227 833 (n° d'accessoire 17)	1	Rouleau de bordures plastiques noirs pour gazon	78 300	Jardins de Tahiti	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 18)	1	Plantes vertes pour le parc de fitness et le parcours de santé	41 600	Mme Danielle FROGIER	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 19)	1	Régularisation travaux en régie (fournitures de matériaux, pompe, sécurité)	406 541	Hervé matériaux-Somab-Cogicat (262601f + 93225f + 50715f)	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 20)	1	Régularisation travaux en régie (béton)	686 720	Somab	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 21)	1	Régularisation travaux en régie (agrégats et terrilium)	367 737	Marama agrégats - Socimat (233073f + 134664f)	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)
227 833 (n° d'accessoire 22)	1	Régularisation travaux en régie (carburants)	114 490	PPS	2014	Transfert du CT 76123 (S.T.B./DEQ) au CT 619 (SMG)

ARRETE n° 3400 MLV du 26 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 130 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Plateau de Toovii", référencée PVB n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit de la société coopérative Mokai.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrête n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2968 MAA du 9 septembre 2015 du ministre en charge de l'agriculture ;

Vu la demande de location de la société coopérative Mokai, représentée par son président M. Louis Poihipapu, en date du 30 octobre 2015 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 19 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de la société coopérative Mokai, représentée par son président M. Louis Poihipapu, en date du 26 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 130 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Plateau de Toovii", référencée PV n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, d'une superficie totale de 4 535 hectares 50 ares, est autorisée au profit de la société coopérative Mokai, à des fins d'élevage.

Le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à *six cent cinquante mille francs CFP* (650 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Eu égard au massif forestier résineux mitoyen, le bénéficiaire devra :

- s'interdire l'usage du feu ;
- respecter l'environnement général des lieux et de son potentiel touristique ;
- remettre en état et entretenir les clôtures existantes pour empêcher la divagation des animaux sur la route publique ;
- tenir compte des stations sismologiques installées dans la zone ;
- et obtenir les autorisations officielles préalables aux travaux de constructions et d'aménagement.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3410 MLV du 26 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 143 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Plateau de Toovii," référencée PVB n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, au profit de la coopérative des éleveurs de Nuku Hiva Te Ana O Nihi.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrête n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2969 MAA du 9 septembre 2015 du ministre en charge de l'agriculture ;

Vu la demande de location de la coopérative des éleveurs de Nuku Hiva Te Ana O Nihi, représentée par son président M. Patrice Tamarii, en date du 31 octobre 2015 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 19 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de la coopérative des éleveurs de Nuku Hiva Te Ana O Nihi, représentée par son président M. Patrice Tamarii, en date du 16 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 143 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Plateau de Toovii", référencée PV n° 707, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, d'une superficie totale de 4 535 hectares 50 ares,

est autorisée au profit de la coopérative des éleveurs de Nuku Hiva Te Ana O Nihi, à des fins d'élevage.

Le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé selon les modalités suivantes :

- *soixante et onze mille cinq cents francs CFP* (71 500 F CFP) pour l'année 2016 ;
- *sept cent quinze mille francs CFP* (715 000 F CFP) à compter du 1er janvier 2017, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — En outre le bénéficiaire devra, eu égard au massif forestier résineux mitoyen, s'interdire l'usage du feu, respecter l'environnement général des lieux et de son potentiel touristique, remettre en état et entretenir les clôtures existantes pour empêcher la divagation des animaux sur la route publique, tenir compte des stations sismologiques installées dans la zone et obtenir les autorisations officielles préalables aux travaux de constructions et d'aménagement.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3411 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 10719 MLV du 4 décembre 2015 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6 et n° 31, et les constructions y édifiées, au profit du service des moyens généraux.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10719 MLV du 4 décembre 2015 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6, n° 31 et les constructions y édifiées, au profit du service des moyens généraux ;

Vu la lettre n° 02 FEV/APC du 4 février 2016 de l'autorité polynésienne de la concurrence,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 10719 MLV du 4 décembre 2015 susvisé, est rédigé comme suit :

"Article 1er. — Les parcelles dépendant de la terre Papeete, cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6, n° 31, d'une superficie respective de 1 348 mètres carrés, 3 094 mètres carrés et les bâtiments y édifiés hormis les locaux affectés à l'autorité polynésienne de la concurrence, sont affectés au profit du service des moyens généraux, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 29 février 2016 et le plan de la direction de l'équipement daté de juillet 2007 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine".

Art. 2. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera

notifié au service des moyens généraux et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3412 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 7954 MLV du 9 septembre 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la propriété Laharrague, cadastrée commune de Pirae, section D n° 198 et les constructions y édifiées, au profit de la direction des transports terrestres.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 23-2016 PCA/eb du 23 février 2016 de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française ;

Vu la lettre n° 748 MET/DTT du 1er mars 2016 de la direction des transports terrestres,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 7954 MLV du 9 septembre 2015 suscité, est modifié comme suit :

"Article 1er. — Sont affectées au profit de la direction des transports terrestres, la parcelle dépendant de la propriété Laharrague, cadastrée commune de Pirae, section D n° 198, d'une superficie de 2 323 mètres carrés et les constructions y édifiées hormis les locaux sis dans la partie Est du 3e étage et 3 places de parking affectés à la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP), tel que le tout figure sur le plan n° 655 intitulé bureaux SAGEP et l'extrait

de plan cadastral du 13 octobre 2015 détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine”.

Art. 2.— Le reste demeure inchangé.

Art. 3.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des transports terrestres et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3413 MLV du 26 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 7609 MAE du 3 novembre 2010 portant affectation d'un remblai maritime cadastré, commune de Hao, section AK n° 82, au profit de la direction de l'équipement.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7609 MAE du 3 novembre 2010 portant affectation d'un remblai maritime cadastré commune de Hao, section AK n° 82, au profit de la direction de l'équipement ;

Vu la lettre n° 248-2014 HAO du 1er décembre 2014 de la commune de Hao ;

Vu la lettre n° 1367 DEQ/STG du 22 février 2016 de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 7609 MAE du 3 novembre 2010 susvisé, est modifié comme suit :

“Article 1er.— Sont affectés au profit de la direction de l'équipement, le remblai cadastré commune de Hao, section AK n° 94, d'une superficie de 6 522 mètres carrés, et les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur le document d'arpentage du 15 octobre 2015, détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine”.

Art. 2.— Il est inséré à la suite de l'article 2 de l'arrêté n° 7609 MAE du 3 novembre 2010 susvisé, un article 2 bis rédigé comme suit :

“Art. 2 bis.— La valeur vénale du remblai affecté hors constructions, est estimée à *vingt-deux millions huit cent vingt-sept mille francs CFP* (22 827 000 F CFP), soit 3 500 F CFP le mètre carré”.

Art. 3.— Il est inséré à la suite de l'article 6 de l'arrêté n° 7609 MAE du 3 novembre 2010 susvisé, un article 6 bis rédigé comme suit :

“Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité”.

Art. 4.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'équipement et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3414 MLV du 26 avril 2016 autorisant le renouvellement de la location d'une emprise de 615 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public cadastré section PC n° 40, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, au profit de M. Maurice Taurei.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrête n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 198 CM du 13 février 2007 autorisant l'occupation d'une portion du domaine public maritime déclassée attenante aux terres Teana 2 et Taataura (partie), sise à Parea, pour une superficie de 615 mètres carrés, au profit de M. Maurice Taurei ;

Vu le bail en date du 4 avril 2007 au profit de M. Maurice Taurei ;

Vu la lettre de demande M. Maurice Taurei en date du 17 août 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 22 février 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Maurice Taurei en date du 17 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de la location d'une emprise de 615 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public cadastré section PC n° 40, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, accusant une superficie totale de 3 469 mètres carrés, est autorisé au profit de M. Maurice Taurei, à des fins d'habitation et d'exploitation d'une pâtisserie.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2015-09-07 en date du 21 janvier 2015 établi par le géomètre-expert près les tribunaux Vincent Kuntz, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — Ce renouvellement est consenti à compter du terme du bail initial pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à *cent trente-trois mille quatre cent cinquante-cinq francs CFP* (133 455 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3415 MLV du 26 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 11342 MLV du 29 décembre 2014 et constatant la résiliation conventionnelle du bail du 1er mars 2015 relatif à la location d'une parcelle de terre dénommée "Fanauga Teaveave", cadastrée section BH n° 7, sise commune de Reao, au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrête n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le bail conclu entre la Polynésie française et M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini en date du 1er mars 2015 relatif à la location de la parcelle de terre dénommée "Fanauga Teaveave", cadastrée commune de Reao, section BH n° 7 ;

Vu la demande de résiliation du bail formulée par M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini, reçue le 10 février 2016 à la direction des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 11342 MLV du 29 décembre 2014 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Fanauga Teaveave", cadastrée section BH n° 7, commune de Reao, accusant une superficie totale de 1 758 mètres carrés au profit de M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini est abrogé.

Art. 2.— Le bail du 1er mars 2015 susvisé, conclu entre la Polynésie française et M. Joseph Michel Tekohu Hihi Pahuatini est résilié depuis le 1er avril 2016.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3416 MLV du 26 avril 2016 autorisant la substitution de débiteur suite à la cession du fonds de commerce de coiffure exploité au rez-de-chaussée de l'immeuble dit Juventin, édifié sur la parcelle dépendant de la terre dénommée "Vaiami partie", cadastrée commune de Papeete, section AD n° 30, au profit de Mme Maire de Guigne.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le code du commerce dans sa rédaction applicable en Polynésie française ;

Vu le bail commercial conclu entre la Polynésie française et Mme Stéphanie Sylvie Audrey Platel en date du 20 février 2014 ;

Vu la cession de fonds de commerce par Mme Stéphanie Sylvie Audrey Platel et Mme Maire de Guigne en date du 31 octobre 2014,

Arrête :

Article 1er.— La substitution de débiteur suite à la cession du fonds de commerce de coiffure par Mme Platel à Mme de Guigne exploité dans un local à usage commercial d'une superficie de 20 mètres carrés, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble dit Juventin (avec sanitaire commun situé à l'étage), édifié sur la parcelle dépendant de la terre Vaiami partie, cadastrée section AD n° 30 sise commune de Papeete, est autorisée.

Art. 2.— Cette substitution de débiteur est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

La présente autorisation sera caduque dès lors que l'avenant y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'acquéreur du fonds de commerce de coiffure exploité au rez-de-chaussée de l'immeuble dit Juventin.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3535 MLV du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié portant délégation de signature à Mme Loyana Legall, directrice des affaires foncières.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2014-5 du 25 mars 2014 portant modernisation de la publicité foncière ;

Vu la délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997 modifié portant création de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1518 CM du 31 décembre 1997 modifié portant organisation de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1298/CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana Legall en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 1er octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Après l'article 13 de l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié, il est inséré un article 13-1 ainsi rédigé :

“Art. 13-1.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard et de M. Gilles Joussin, Mlle Tania Lichon, chargée de mission, est habilitée à signer l'ensemble des actes listés aux articles 4 à 11 du présent arrêté”.

Art. 2.— Au premier alinéa des articles 14, 16, 17, 18 et 19 de l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié, les mots : “et de M. Gilles Joussin” sont remplacés par les mots : “, de M. Gilles Joussin et de Mlle Tania Lichon”.

Art. 3.— Au septième et huitième alinéa de l'article 14, au quatrième et cinquième alinéa de l'article 16, au quatrième alinéa de l'article 18 et à l'article 20 de l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié, les mots : “, de Mlle Tania Lichon” sont insérés après le mot : “Joussin”.

Art. 4.— Au dernier alinéa de l'article 14 de l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié, les mots : “prévus dans le présent article relevant de sa cellule” sont remplacés par les mots : “et correspondances visés dans le présent article”.

Art. 5.— L'article 15 de l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié est ainsi rédigé :

“En cas d'absence ou d'empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard, de M. Gilles Joussin et de Mlle Tania Lichon, Mme Hinatea Paoletti-Cuiney, chef du bureau du contentieux, est habilitée à signer :

- a) les actes et correspondances prévus à l'article 1er du présent arrêté relevant du bureau ;
- b) les actes et correspondances prévus à l'article 8 du présent arrêté.

Mme Hinatea Paoletti-Cuiney est également habilitée à représenter la Polynésie française devant la commission de conciliation obligatoire en matière foncière et devant le juge judiciaire en matière foncière”.

Art. 6.— L’alinéa 4 et l’alinéa 5 de l’article 17 de l’arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié sont ainsi rédigés :

“En cas d’absence ou d’empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard, de M. Gilles Joussin, de Mlle Tania Lichon et de M. Bertrand Malet, MM. François Chanseau, géomètre, et Alexandre Amary, géomaticien, de la division du cadastre, sont habilités à signer les actes et correspondances visés dans le présent article.

En cas d’absence ou d’empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard, de M. Gilles Joussin, de Mlle Tania Lichon, de MM. Bertrand Malet, François Chanseau et Alexandre Amary, Mmes Danielle Tuihani, Lucie Maitere et Sylvie Ori, agents de la division du cadastre, sont habilités à signer les copies relatives aux demandes de renseignements ou de documents cadastraux adressés aux usagers.”

Art. 7.— A l’article 20 de l’arrêté n° 1991/ MLV du 27 février 2015 modifié, les mots : “Mlle Tania Lichon et Mme Turouru Andolenko, chargées de mission, sont habilitées”, sont remplacés par les mots : “Mme Turouru Andolenko, chargée de mission, est habilitée”.

Art. 8.— L’article 21 de l’arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié est ainsi rédigé :

“En cas d’absence ou d’empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard, de M. Gilles Joussin, de Mlle Tania Lichon, des chefs d’antenne et de subdivisions désignés à l’article 19 du présent arrêté et de Mme Turouru Andolenko, les agents ci-après désignés :

- Mme Marthe Teihoarii, adjointe au chef de l’antenne de Taravao ;
- Mme Vaihere Langomazino, adjointe au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- Mme Vaiata Tuaiva, rédacteur de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- Mme Vaihere Travers, adjoint administratif de la subdivision des îles Australes, sont habilités à signer les actes et correspondances prévus à l’article 19 du présent arrêté.”

Art. 9.— Après l’article 21 de l’arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 modifié, est inséré un article 21- 1 ainsi rédigé :

“Art. 21-1.— En cas d’absence ou d’empêchement de Mmes Loyana Legall, Rava Antoine-Michard, de M. Gilles Joussin, de Mlle Tania Lichon, des chefs d’antenne et de subdivisions désignés à l’article 19 du présent arrêté et de Mme Turouru Andolenko, les agents ci-après désignés sont habilités à signer les actes et correspondances suivantes :

- Mme Chantal Teāhu, adjoint administratif, est habilitée à signer les correspondances courantes de la section 1 “Accès au droit” adressées à la commission de conciliation obligatoire en matière foncière relevant de la subdivision des affaires foncières des îles Sous-le-Vent ;
- Mme Christelle Salducci, géomètre du bureau du cadastre et de la délimitation des terres de la subdivision des affaires foncières des îles Sous-le-Vent, est habilitée à signer les actes ou correspondances visés au point e de l’article 19 du présent arrêté relevant de la subdivision des affaires foncières des îles Sous-le-Vent”.

Art. 10.— Le reste est sans changement.

Art. 11.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3561 MLV du 28 avril 2016 autorisant l’occupation par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, d’une emprise de 2 000 mètres carrés à détacher de la terre Pahumano, cadastrée commune de Nuku Hiva, commune associée de Hatiheu, section BY n° 28, appartenant à la commune de Nuku Hiva.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l’arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l’arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d’administration et d’aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l’acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-15 du 20 novembre 2015 du conseil municipal de la commune de Nuku Hiva ;

Vu la lettre n° 2872 MSR/DSP/CDP du 22 mars 2016 de la direction de la santé,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, est autorisée à occuper une emprise de 2 000 mètres carrés à détacher de la terre Pahumano, cadastrée commune de Nuku Hiva, commune associée de Hatiheu, section BY n° 28, appartenant à la commune de Nuku Hiva.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention fixant les conditions et les modalités de cette occupation. La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de la santé et de la recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de la santé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 3444 MEE du 27 avril 2016 portant nomination des représentants de l'administration habilités à siéger aux commissions consultatives paritaires relevant de la direction générale de l'éducation et des enseignements.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la convention Etat-Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1205 CM du 7 novembre 1988 modifié créant et organisant les commissions consultatives paritaires relevant de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 1848 CM du 18 novembre 2015 portant nomination de M. Cyril Desouches en qualité de directeur général de l'éducation et des enseignements,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants de l'administration aux commissions consultatives paritaires prévus par l'article 4 de l'arrêté n° 1205 CM du 7 novembre 1988 modifié sont les suivants :

Commissions :

N° 1 : Personnels de direction : proviseurs et proviseurs adjoints, principaux et principaux adjoints.

N° 2 : Conseillers principaux d'éducation : directeur de CIO et conseillers d'orientation psychologue.

N° 3 : Professeurs agrégés, professeurs de chaires supérieures.

N° 5 : Professeurs d'enseignement général de collège : directeurs-adjoints SES, instituteurs spécialisés et professeurs des écoles spécialisés.

N° 7 : Professeurs certifiés d'enseignement d'éducation physique et sportive et chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive.

Titulaire : M. Cyril Desouches et Mme Sandra Shan Sei Fan.

Suppléants : M. Thierry Delmas et M. Arnaud Provo.

Commission : N° 4 : Professeurs certifiés, bi-admissibles et adjoints d'enseignement

Titulaires : M. Cyril Desouches, Mme Sandra Shan Sei Fan, M. Thierry Delmas, MM. Claude Tambuzzo, Erick Besse, Mme Emilie Chong, MM. Philippe Jodry et Jimmy Legros.

Suppléants : M. Arnaud Provo, Mmes Lovaina Chung Tien, Françoise Lombardo, Catherine Ganaye-Thiebaut, MM. Dominique Liu, Philippe Pluchon, Mme Valérie Dupré Micouleau, M. Jean-Paul Charrier.

Commission : N° 6 : Professeurs de lycée professionnel

Titulaires : M. Cyril Desouches, Mme Sandra Shan Sei Fan, MM. Patrick Klosowski et Patrice Rattier.

Suppléants : Mme Emilie Chong, MM. Thierry Delmas, Alain Thomas et Pascal Maillou.

Commission : N° 8 : Conseillers d'administration scolaire et universitaire, attachés d'administration scolaire et universitaire, secrétaires d'administration scolaire et universitaire, infirmières et assistantes sociales, ingénieurs d'étude

Titulaires : M. Cyril Desouches, Mme Sandra Shan Sei Fan et M. Thierry Delmas.

Suppléants : M. Yves Rotureau, Mme Françoise Saint-Val et Mme Emilie Chong.

Commission : N° 9 : Adjoints administratifs des services déconcentrés

Titulaires : M. Cyril Desouches et Mme Sandra Shan Sei Fan.

Suppléants : Mme Emilie Chong et Mme Françoise Saint-Val.

Commission : N° 10 : Adjoints techniques des établissements d'enseignement, adjoints techniques de laboratoire des établissements d'enseignement

Titulaires : M. Cyril Desouches, Mme Sandra Shan Sei Fan, Mme Véronique Rigo, M. Pascal Maillou et M. Thierry Delmas.

Suppléants : M. Bruno Lamoureux, Mmes Françoise Saint-Val et Emilie Chong, MM. Jimmy Legros et Jean-Paul Charrier.

Art. 2. — L'arrêté n° 11554 MEE du 29 décembre 2015 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 2016.
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 3536 MEE du 28 avril 2016 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 29 février 2016 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu le dossier de demande de délégation de service public de la Fédération tahitienne de football enregistré le 22 décembre 2015 et ses pièces complémentaires ;

Vu le courrier n° 6928 MEE du 9 décembre 2015 sollicitant l'avis du comité olympique de Polynésie française en date du 3 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du comité olympique de Polynésie française du 23 décembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — La délégation de service public, prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée est accordée, à compter de la publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2019, à la Fédération tahitienne de football pour la pratique des disciplines sportives suivantes : le football, le futsal et le beach soccer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à la Fédération tahitienne de football et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 3537 MEE du 28 avril 2016 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 29 février 2016 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu le dossier de demande de délégation de service public de la Fédération d'athlétisme de Polynésie française en date du 3 décembre 2015 et ses pièces complémentaires ;

Vu le dossier de demande de délégation de service public de la Fédération polynésienne d'équitation en date du 31 octobre 2015 et ses pièces complémentaires ;

Vu le dossier de demande de délégation de service public de la Fédération polynésienne d'haltérophilie, musculations et disciplines associées en date du 18 novembre 2015 et ses pièces complémentaires ;

Vu le courrier n° 6928 MEE du 9 décembre 2015 sollicitant l'avis du comité olympique de Polynésie française en date du 3 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du comité olympique de Polynésie française du 23 décembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — La délégation de service public, prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée est accordée à compter de la publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2019, aux fédérations sportives pour la pratique des disciplines sportives et des disciplines connexes précisées ci-après :

1° La Fédération d'athlétisme de Polynésie française : les courses hors stade (course sur route, trail et raid), les activités au stade (course sprint, course sprint de haies, steeple, demi-fond et fond, saut en longueur, triple-saut, saut en hauteur, saut à la perche, lancer du marteau,

lancer du disque, lancer du javelot et lancer du poids) et l'athlétisme santé (remise en forme et marche nordique) ;
2° La Fédération polynésienne d'équitation : le concours de saut d'obstacles (CSO), le dressage, le concours complet d'équitation (CCE), le TREC, le horse-ball, le tourisme équestre et randonnées, le pony-games, l'attelage et la voltige ;

3° La Fédération polynésienne d'haltérophilie, musculations et disciplines associées : le bodybuilding-fitness, l'haltérophilie et la force athlétique.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux fédérations sportives et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 3375 MET/DTT du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-072 de M. Denis Terirha Gatata.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2351 MET/DTT du 29 mars 2012 portant transfert des licences de taxi n° 1-072 et n° 2-072 délivrées à

M. Garue Denis Gatata pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachées à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 072 TXT 02, au profit de son fils M. Denis Teririha Gatata ;

Vu la demande de l'intéressé reçue le 12 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 8 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, et conformément à sa demande, M. Denis Teririha Gatata est autorisé à suspendre provisoirement sa licence de taxi n° 1-072 pour une durée de douze (12) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2.— L'intéressé est tenu de remettre en exploitation la licence suspendue et désignée à l'article 1er du présent arrêté, sous peine de radiation de ladite licence.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des transports terrestres,
Chantal SERRA.

ARRETE n° 3385 MET du 26 avril 2016 portant agrément à l'organisme de formation Moana Formation pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines".

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, de l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 9368 MET du 22 octobre 2015 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012 portant agrément des structures de formation professionnelle maritime ;

Vu l'arrêté n° 301 CM du 24 février 2014 relatif à la formation professionnelle maritime ;

Vu l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 relatif à la formation et à la délivrance du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines" de marin de quart à la passerelle et du certificat de marin mécanicien de quart machine ;

Vu la demande d'agrément du 10 novembre 2015 formulée par Moana Formation le 11 décembre 2015 ;

Sur proposition de la directrice polynésienne des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— L'organisme de formation Moana Formation est agréé pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat d'initiation nautique option "pêche et cultures marines".

Art. 2.— Le présent agrément est délivré pour une période d'un (1) an à compter du 1er mai 2016 au 30 avril 2017 inclus. Il est renouvelé annuellement, sur demande expresse sous réserve que les conditions ayant présidé à sa délivrance demeurent remplies et que les conditions prévues à l'article 5 des l'arrêté n° 605 CM de l'arrêté du 9 mai 2012 soient respectées.

Art. 3.— L'organisme de formation Moana Formation s'engage à signaler sans délai à la direction polynésienne des affaires maritimes toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'organisation des formations.

Art. 4.— Un rapport comportant le bilan du déroulement des sessions de formations agréées réalisées, le programme prévisionnel de chaque session de formation à venir et le bilan quantitatif des formations réalisées précisant le nombre de candidats inscrits, admis, refusés ou ayant abandonné doit être présenté par l'organisme de formation Moana Formation à la direction polynésienne des affaires maritimes, à la fin de chaque année civile.

Art. 5.— L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré à tout moment en cas de non-respect d'une des conditions fixées par l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012 susvisé.

Art. 6.— Le navire utilisé dans le cadre de la formation et pour l'épreuve pratique, préalablement déclaré, doit être conforme aux caractéristiques définies aux articles 7 et 8 de l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012.

Art. 7.— En vertu des dispositions de l'article 9 de l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012, les formateurs agréés pour dispenser les différents modules et les enseignements de la formation figurent sur la liste nominative en annexe I du présent arrêté.

Art. 8.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

ANNEXE I

A L'ARRETE N°

/MET DU

26 AVR. 2016

R. 3385

LISTE DES FORMATEURS AGREES ET DE L'ENSEIGNEMENT QU'ILS DISPENSENT

Les enseignements agréés et les modules sont précisés
par l'arrêté n° 571 CM du 3 avril 2014 relatif à la formation et à la délivrance du certificat d'initiation nautique option « pêche et cultures marines » de marin de quart à la passerelle et du certificat de marin mécanicien de quart machine.

	NOM et Prénom(s) des formateurs agréés	Enseignements agréés
1	PASSAL Francine	- Tous les enseignements à l'exception des enseignements « Premiers secours élémentaires » et « Pêche »
2	DUPONT Roger	- Navigation - Météo - Structure du navire - Matelotage
3	TEAI Anatole	- Navigation - Matelotage - Radiocommunications - Pêche
4	MISSELIS Christophe	- Pêche
5	FATUMA Hoania	- Mécanique

ARRETE n° 3388 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Arutua, de la commune associée de Apataki, de la direction des ressources marines et minières et de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 6 avril 2016 ;

Vu la saisine de la circonscription des Tuamotu-Gambier en date du 6 avril 2016 ;

Vu la demande en date du 2 mars 2016, reçue au GEGDP le 11 mars 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire huit cent mètres cubes (800 m³) de matériaux coralliens, dans l'ancien site d'extraction, au droit de l'aérodrome de l'atoll de Apataki, commune de Arutua.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés au bétonnage de la route et à la reconstruction d'un mur de protection.

- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et transportés par camions.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-131-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre : dragage uniforme de la zone autorisée et manœuvres adéquates pour limiter la mise en suspension des fines. Avant le début des travaux d'extraction, un écran géotextile mobile et maintenu à la verticale sera mise en place sur le pourtour de l'emprise des travaux.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.
- 11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

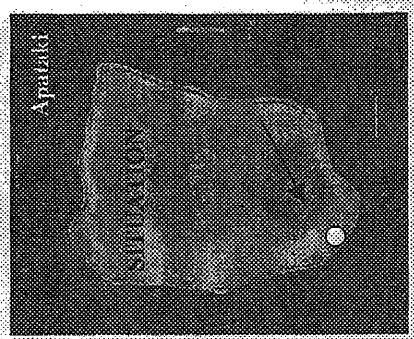
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

SITE D'EXTRACTION



DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf	ILE DE : APATAKI	COMMUNE DE ARUTUA	LIEU : ANCIEN SITE D'EXTRACTION AU DROIT DE L'AERODROME DE APATAKI	QUANTITE : 800 M3 DE MATERIAUX CORALLIENS	DEMANDE DE : SUBDIVISION DE L'EQUIPEMENT DES TUAMOTU GAMBIER	EN DATE DU : 2 MARS 2016 PLAN N° 2016-131-101DEQ/GE GDP	DRESSE-LE : 21 MARS 2016	DOSSIER N° 2016-149
---	----------------------------	-----------------------------	--	---	--	--	------------------------------------	----------------------------

ARRETE n° 3389 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Fangatau, de la commune associée de Fakahina, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, le tavana hau des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 5 avril 2016 ;

Vu la demande en date du 27 janvier 2016, reçue au GEGDP le 11 mars 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire neuf cents mètres cubes (900 m³) de tout-venant, sur la plage au droit des terres Gagiareka, cadastrée A 401, et Havivo, cadastrée A 404, sise sur l'atoll de Fakahina, commune de Fangatau.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés au bétonnage de la route du village de Tarione.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.

- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-171-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors des zones autorisées.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
 - prélèvement uniforme et superficiel de la zone autorisée avec une profondeur maximale de 0,50 mètre ;
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.
- 11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

**DIRECTION DE
L'EQUIPEMENT**Groupement d'Etudes et de
Gestion du Domaine PublicTEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69
<http://www.equipement.gov.pf>**ILE DE :**

FAKAHINA

COMMUNE DE

FANGATAU

LIEU :PLAGE AU DROIT DES TERRES
GAGIEREKA ET HAVIVO**QUANTITE :**900 M3 DE TOUT VENANT
CORALLIEN**DEMANDES DE :**SUBDIVISION L'EQUIPEMENT
DES TUAMOTU GAMBIER DE LA**EN DATE DU :**

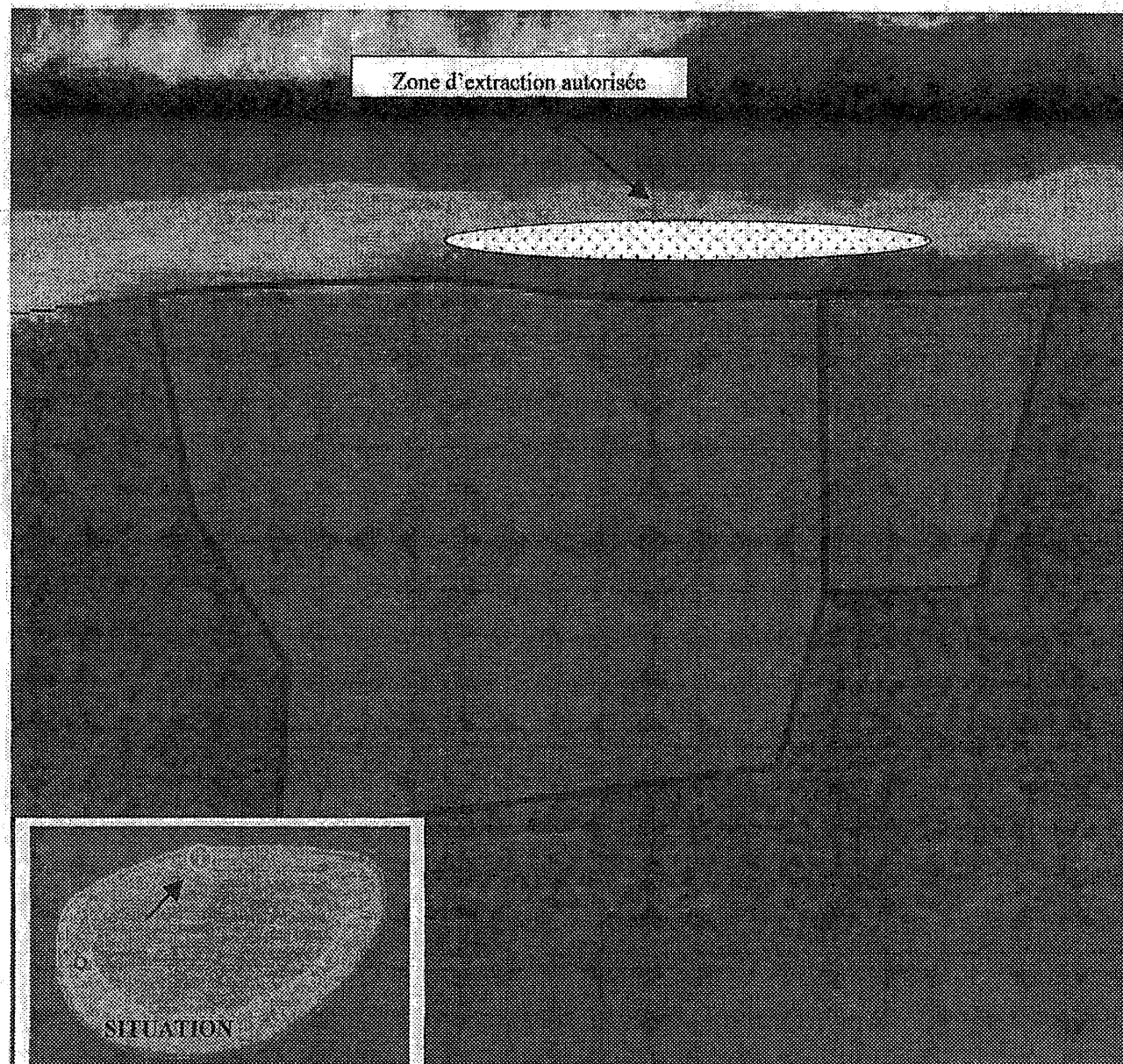
27 JANVIER 2016

PLAN N°

2016-171-101/DEQ/GEGDP

DRESSE-LE :

21 MARS 2016

DOSSIER N° 2016-148**SITE D'EXTRACTION**

ARRETE n° 3390 MET du 26 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial en faveur de l'entreprise Design Travaux.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Paea et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 16 mars 2016, reçue au GEGDP le 31 mars 2016, présentée par M. Vaihitari Tererea, gérant de l'entreprise Design Travaux

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Design Travaux, BP 120523, 98712 Pajara, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 millimètres, dans le cadre du curage de la rivière Vaiatu, dans une zone située à 160 mètres en amont du pont de la RC et s'étendant sur 210 mètres vers l'amont, sise à Paea, PK 21,730, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la station de concassage.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique et transportés par les camions de l'entreprise et de locations.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-330-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.

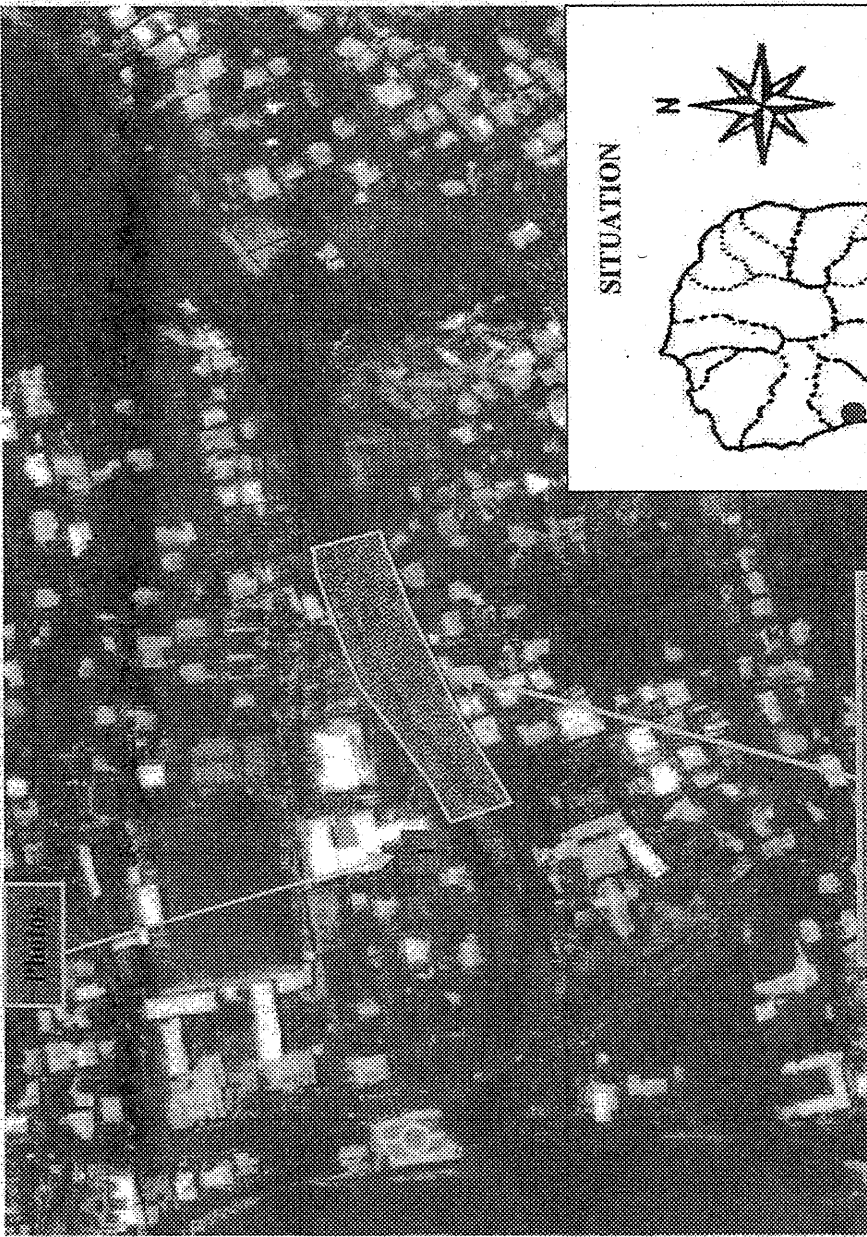
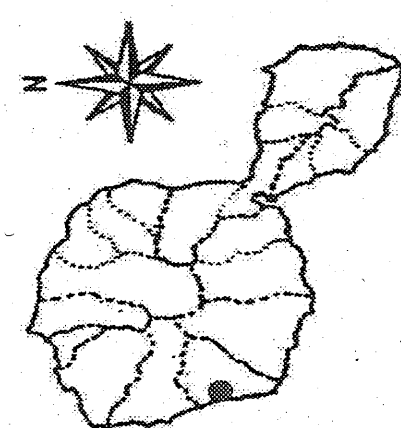
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 millimètres et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état journalier des quantités de matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de deux cent mille francs CFP (soit 1 000 m³ : 2 = 500 m³ à 400 F CFP/m³ = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL. 40 46 54 74 - FAX 40 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ILE DE TAHITI</p>	<p>COMMUNE DE PAEA</p>	<p>LIEU : RIVIERE VAIAU DANS UNE ZONE SITUÉE A 160 M EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 210 M VERS L'AMONT SISE A PAEA PK 21.73</p>	<p>QUANTITÉ : 1.000 M³ DE TOUT-VENANT</p>	<p>DEMANDE DE : ENTREPRISE DESIGN TRAVAUX EN DATE DU 16/03/2016</p>	<p>PLAN N° : 2016-330-102/DEQ/GECDP DRESSÉ LE : 11/04/2016</p>	<p>DOSSIER N° : 2016-159</p>
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; transform: rotate(-90deg); transform-origin: left top; white-space: nowrap;">ZONE D'EXTRACTION</div> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; transform: rotate(90deg); transform-origin: right top; white-space: nowrap;">ZONE D'EXTRACTION AUTORISÉE</div> </div>							
<p>SITUATION</p> 							

ARRETE n° 3392 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-087 de Mme Paulette Bennett, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 898 MEE/DTT du 5 août 2008 portant attribution d'une licence d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti à Mme Paulette Tiahine Bennett ;

Vu le rapport de contrôle n° 28 BTC/CCE du 29 janvier 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 204 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de Mme Paulette Bennett ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-087 de Mme Paulette Bennett, née le 9 août 1957 à Papeete (Tahiti), a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 28 janvier 2016 à 8 h 18 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que les tarifs réglementaires n'étaient pas visibles ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3) prévue par l'article 3 (indication des tarifs en vigueur visibles par les passagers situés à l'arrière du véhicule) et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de Mme Paulette Bennett ;

Considérant que Mme Paulette Bennett a été régulièrement convoquée et a été entendue par la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-087 de Mme Paulette Bennett, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de deux (2) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Paulette Bennett et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 3393 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-124 de Mme Marie Payet, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 762 MDA/DTT du 10 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-124 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 124 TXT 01 au profit de Mlle Marie Payet ;

Vu les rapports de contrôle n° 27 BTC/CCE du 29 janvier 2016 et n° 59 BTC/CCE du 29 février 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 205 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de Mme Marie Payet ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-124 de Mme Marie Payet, née le 5 septembre 1954 à Papeete

(Tahiti), a fait l'objet de deux contrôles les jeudi 28 janvier 2016 à 8 h 05 et vendredi 26 février 2016 à 8 h 54 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que les tarifs réglementaires n'étaient pas visibles ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3) prévue par l'article 3 (indication des tarifs en vigueur visibles par les passagers situés à l'arrière du véhicule) et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de Mme Marie Payet ;

Considérant que Mme Marie Payet a été régulièrement convoquée et a été entendue par la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-124 de Mme Marie Payet, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de sept (7) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Marie Payet et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3394 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-021 de M. Benjamin Win, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 736 MDA/DTT du 9 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-021 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 021 TXT 01, au profit de M. Benjamin Win ;

Vu le rapport de contrôle n° 34 BTC/CCE du 1er février 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 206 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de M. Benjamin Win ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-021 de M. Benjamin Win, né le 22 mars 1935 à Papeete (Tahiti), a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 28 janvier 2016 à 10 h 05 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que les tarifs réglementaires n'étaient pas visibles ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3) prévue par l'article 3 (indication des tarifs en vigueur visibles par les passagers situés à l'arrière du véhicule) et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de M. Benjamin Win ;

Considérant que M. Benjamin Win a été régulièrement convoqué mais ne s'est pas présenté devant la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016 ;

Considérant que M. Benjamin Win était absent et a manifesté, de manière explicite, son refus de comparaître ,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-021 de M. Benjamin Win, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de cinq (5) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Benjamin Win et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3395 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-063 de Mme Rosa Lowing, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 9329 MDA/DTT du 31 décembre 2010 portant transfert de la licence de taxi n° 1-063 délivrée à M. Lachiche Téheiuira pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 063 TXT 01, au profit de Mlle Rosa Hitirere Lowing ;

Vu le rapport de contrôle n° 408 BTC/CCE du 16 décembre 2015 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 207 MET/DTT/cdt du 21 mars 2016 de Mme Rosa Lowing ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdt du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-063 de Mme Rosa Lowing, née le 29 octobre 1960 à Papeete (Tahiti), a fait l'objet d'un contrôle le mardi 15 décembre 2015 à 13 h 50 à la station de taxis de l'aéroport de Tahiti ; que les tarifs réglementaires n'étaient pas visibles et que l'intéressée n'a pas pu présenter un certificat de capacité à la conduite des taxis en cours de validité ;

Considérant que deux infractions de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3, conduite du véhicule par un conducteur non titulaire du certificat de capacité) respectivement prévues par les articles 3 (indication des tarifs en vigueur visibles par les passagers situés à l'arrière du véhicule) et 5 (certificat de capacité à la conduite des taxis) et réprimées par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, ont été relevées à l'encontre de Mme Rosa Lowing ;

Considérant que Mme Rosa Lowing a été régulièrement convoquée mais ne s'est pas présentée devant la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016 ;

Considérant que Mme Rosa Lowing était absente et a manifesté, de manière explicite, son refus de comparaître,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-063 de Mme Rosa Lowing, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de dix (10) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Rosa Lowing et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 3396 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-030 de Mme Violaine Moïse, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 730 MDA/DTT du 9 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-030 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 030 TXT 01, au profit de Mlle Violaine Terai Moïse ;

Vu le rapport de contrôle n° 29 BTC/CCE du 29 janvier 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 208 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de Mme Violaine Moïse ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-030 de Mme Violaine Moïse, née le 20 juillet 1966 à Papeete (Tahiti), a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 28 janvier 2016 à 8 h 15 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que l'intéressée n'a pas pu présenter un certificat de capacité à la conduite des taxis en cours de validité ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (conduite du véhicule par un conducteur non titulaire du certificat de capacité) prévue par l'article 5 (certificat de capacité à la conduite des taxis) et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de Mme Rosa Lowing ;

Considérant que Mme Violaine Moïse a été régulièrement convoquée mais ne s'est pas présentée devant la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016 ;

Considérant que Mme Violaine Moïse était absente et a manifesté, de manière explicite, son refus de comparaître,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-030 de Mme Violaine Moïse, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de cinq (5) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Violaine Moïse et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3397 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-134 de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 747 MDA/DTT du 9 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-134 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 134 TXT 01, au profit de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii ;

Vu le rapport de contrôle n° 37 BTC/CCE du 4 février 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 209 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-134 de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii, née le 14 décembre 1957 à Papeete (Tahiti), a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 4 février 2016 à 8 h 07 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que les numéros de licence et d'autorisation d'exercer la profession affichés sur son taxi étaient erronés ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3) prévue par l'article 27 et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii ;

Considérant que Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii a été régulièrement convoquée mais ne s'est pas présentée devant la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016 ;

Considérant que Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii était absente et a manifesté, de manière explicite, son refus de comparaître,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-030 de Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée de trois (3) jours.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Danielle Tautehopu épouse Tavaearii et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 3398 MET du 26 avril 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-036 de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi, notamment son article 28 ;

Vu l'arrêté n° 743 MDA/DTT du 9 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-036 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 036 TXT 01, au profit de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka ;

Vu le rapport de contrôle n° 38 BTC/CCE du 4 février 2016 ;

Vu la convocation en commission de discipline des taxis n° 210 MET/DTT/cdtx du 21 mars 2016 de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka ;

Vu le procès-verbal n° 215 MET/DTT/cdtx du 19 avril 2016 de la commission de discipline des taxis, réunie en séance le 6 avril 2016 ;

Considérant que le taxi exploité sur la licence n° 1-036 de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka, née le 6 juillet 1960 à Hamilton (Nouvelle-Zélande), a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 4 février 2016 à 8 h 31 au quai des paquebots de Papeete (Tahiti) et que les numéros de licence et d'autorisation d'exercer la profession affichés sur son taxi étaient erronés ;

Considérant qu'une infraction de la 3e catégorie (défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3) prévue par l'article 27 et réprimée par l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 précitée, a été relevée à l'encontre de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka ;

Considérant que Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka a été régulièrement convoquée et a été entendue par la commission de discipline des taxis du 6 avril 2016 ;

Considérant que Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka n'a pas contesté les faits qui lui étaient reprochés,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, la licence de taxi n° 1-036 de Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka, entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est suspendue provisoirement pour une durée d'un (1) jour.

Art. 2.— La présente décision est exécutoire dès sa notification.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Ruth Kirikava épouse Chisaka et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 avril 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 3532 MET du 28 avril 2016 portant nomination de M. Marcel Riveta, aide technique principal de la fonction publique de la Polynésie française, en qualité de chef de secteur de Rurutu de la subdivision des Australes de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée, portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3134 MTF/DGRH du 20 avril 2016 portant promotion de M. Marcel Riveta au grade d'aide technique principal, en fonction à la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er. — M. Marcel Riveta, aide technique principal de la fonction publique de la Polynésie française, est nommé en qualité de chef de secteur de Rurutu de la subdivision des Australes à la direction de l'équipement, à compter du 2 mai 2016.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté n° 4124 MET du 10 juin 2013 portant nomination de M. Marcel Riveta, en qualité de chef de secteur de Rurutu par intérim de la subdivision des Australes de la direction de l'équipement sont abrogées à compter du 2 mai 2016.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à M. Marcel Riveta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3538 MET du 28 avril 2016 portant transfert de l'autorisation n° 076 TXT 01 et de la licence de taxi 1-076 délivrées à M. Mike Matahi Tchan pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de M. Adrien Robert O'Connor.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu la demande de l'intéressé reçue le 30 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 1247 MET/DTT du 4 avril 2016 portant avis de la direction des transports terrestres,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation n° 076 TXT 01 délivrée à M. Mike Matahi Tchan, né le 20 mars 1970 à Papeete (Tahiti), pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est transférée au profit de M. Adrien Robert O'Connor, né le 20 octobre 1978 à Atuona (Hiva Oa).

Par l'effet du transfert, M. Adrien Robert O'Connor se substitue à M. Mike Matahi Tchan dans tous les droits et obligations que produit ou peut produire cette autorisation, à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 2. — Une licence de taxi portant le n° 1-076 est délivrée à M. Adrien Robert O'Connor.

Art. 3. — Les arrêtés n° 2602 MUT du 10 juin 2009 et n° 3445 MUT/DTT du 1er juillet 2009 sont abrogés.

Art. 4. — La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3539 MET du 28 avril 2016 portant transfert de l'autorisation n° 012 TXM 01 et de la licence de taxi 1-012 délivrées à M. Outu Sandy Amaru pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Moorea, au profit de Mme Sandy Turere Shirley Germain.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu la demande de l'intéressée reçue le 21 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 1250 MET/DTT du 4 avril 2016 portant avis de la direction des transports terrestres,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation n° 012 TXM 01 délivrée à M. Outu Sandy Amaru, né le 9 octobre 1939 à Haapiti (Moorea), pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Moorea, est transférée au profit de Mme Sandy Turere Shirley Germain, née le 14 septembre 1989 à Papeete.

Par l'effet du transfert, Mme Sandy Turere Shirley Germain se substitue à M. Outu Sandy Amaru dans tous les droits et obligations que produit ou peut produire cette autorisation, à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 2.— Une licence de taxi portant le n° 1-012 est délivrée à Mme Sandy Turere Shirley Germain.

Art. 3.— Les arrêtés n° 4833 MUT du 7 août 2009 et n° 5604 MUT/DTT du 27 août 2009 sont abrogés.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3585 MET du 28 avril 2016 autorisant à titre exceptionnel, le navire Taporo VI à desservir les îles de Takapoto et des Marquises lors de son voyage n° 26 bis du 28 avril 2016 par dérogation à sa ligne régulière.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulares ;

Vu l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Vaipihaa pour l'exploitation du navire Taporo VI sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de la SAS Vaipihaa en date du 26 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié, le navire Taporo VI est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir les îles de Takapoto et des Marquises lors de son voyage n° 26 bis du 28 avril 2016.

Art. 2.— L'armateur doit effectuer une communication appropriée (presse, radio, affichage...) afin d'informer les usagers des îles Sous-le-Vent de la modification de son programme habituel.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.
Albert SOLIA.

Par arrêté n° 3386 MET du 26 avril 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Maireriki, cadastrée A4-848, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre MAIRERIKI A4-848	
3 751	JOHNSTON Léopold Enérie - bf 1.1.2.6 pour 536 F. - bf 2.2.6 pour 3 215 F.

Par arrêté n° 3387 MET du 26 avril 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Kopuava, cadastrée A4-853, nécessaire à la construction de l'aérodrome de Fakahina, dans l'archipel des Tuamotu. Le

versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaire
Terre KOPUAVA A4-853	
21 959	JOHNSTON Léopold Enerie - bf 1.1.2.6 pour 3 137 F. - bf 2.2.6 pour 18 822 F.

Par arrêté n° 3457 MET du 27 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka, cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Plan 5	Plan 7	
4 133	12 530	MARO Sheila épouse TINO (bf 5.2.1.2.1)
4 133	12 530	MARO Taurua Jean-Pierre (bf 5.2.1.2.2)
4 133	12 530	MARO René (bf 5.2.1.2.3)
4 132	12 531	MARO Teraganuku Heilanie épouse SCHNEIDER (bf 5.2.1.2.4)
4 132	12 530	MARO Teuru Angéla (bf 5.2.1.2.5)
4 132	12 530	MARO Tinaia Marie-Jeanne (bf 5.2.1.2.6)
4 132	12 530	MARO Puia Tearoha Isabelle (bf 5.2.1.2.7)

Par arrêté n° 3458 MET du 27 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Plan 5	Plan 7	
7 084	21 223	MARERE Dina Heiata (bf 5.1.1.1)
7 084	21 224	MOHAU Kaputai a Magi veuve TEAVE (bf 5.1.1.6)
5 313	15 918	MARO Tutamahine Laina (bf 5.1.1.2.1)
1 771	5 306	EHUMOANA Pipikura Heiariki épouse TIHATA (bf 5.1.1.4.2)
1 771	5 305	EHUMOANA Terupe (bf 5.1.1.4.3)
7 084	21 224	TURIHONO Ibert (bf 5.1.1.5.1)

Par arrêté n° 3459 MET du 27 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka, cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Terres GANATOPAKA		
Plan 5	Plan 7	
1 771	5 307	TAKOTUA Etienne Tehavaru <u>Mandataire de :</u> EHUMOANA Hapai Tereaha épouse NATUA (bf 1.2.4.1)

Par arrêté n° 3460 MET du 27 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Araarapuupuu, cadastrée BH 36 (plan 19), nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP	Bénéficiaires
Terre Araarapuupuu (plan 19)	
25 652	TEATA Mamere épouse TEENA (bf 2.1.3)
25 651	TEATA Parerai (bf 2.1.4)

Par arrêté n° 3461 MET du 27 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri, cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Terres OKAVIRIVIRI		
Plan 4	Plan 8	
206 499	402 877	TERAKAUHAU Teheaga Philippe (bf 2.5.2)
206 499	402 877	TERAKAUHAU Ohuri Matahuira (bf 2.5.3)

Par arrêté n° 3564 MET du 28 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Togare 1, section H6, parcelles n° 326-367 et n° 405 nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Takaroa, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Arrêté 888/CM du 12/08/1986	Arrêté 851/CM du 30/07/1987	
3	16	WARREING Stesling Tefau (bf3.11.4.3.u)
1	4	WARREING Violette Aunoa épouse DEMESY (bf3.11.4.3.2)
1	4	WARREING Apollina épouse WILLIAMS (bf3.11.4.3.4)
1	5	WARREING Tarome épouse TAHUHUTERANI (bf3.11.4.3.7)
-	6	WARREING Frida Mareva (bf3.11.4.3.9)
-	6	WARREING Jérôme (bf3.11.4.3.10)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

ARRETE n° 3439 MSR du 27 avril 2016 portant autorisation de détention et d'utilisation de sources de rayonnements ionisants à des fins non médicales.

Le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu le code du travail ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9139 MSR du 12 octobre 2015 portant autorisation de détention et d'utilisation de sources de rayonnements ionisants à des fins non médicales et échue le 31 décembre 2015 ;

Vu l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire française en date du 24 septembre 2015 ;

Vu la demande du professeur Olivier Couturier, cosignée par le directeur par intérim du Centre hospitalier de la Polynésie française en date du 15 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. le professeur Olivier-François Couturier, docteur en médecine spécialisé en médecine nucléaire, est autorisé à exercer une activité nucléaire à des fins non médicales au service de médecine isotopique du Centre hospitalier de la Polynésie française.

Cette autorisation permet au titulaire de détenir et utiliser :

- des radionucléides en sources non scellées et scellées associées ;
- un tomodesitométrisme X.

Cette autorisation est accordée aux seules fins d'étalonnage, de contrôle de qualité et de réalisation des contrôles techniques de radioprotection.

Cette autorisation permet également au titulaire d'importer des radionucléides en sources radioactives non scellées et scellées aux seules fins d'étalonnage, de contrôle de qualité et de réalisation des contrôles techniques de radioprotection auprès de fournisseurs autorisés par l'ASN.

Art. 2. — L'exercice de l'activité nucléaire autorisée doit répondre aux caractéristiques et aux prescriptions fixées aux annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 3. — La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire qu'après la réalisation des contrôles et vérifications prévus par le fabricant et par l'article LP. 4432-1 du code du travail.

Les non-conformités signalées lors de ces contrôles devront faire l'objet d'une réponse formalisée.

Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente autorisation est limitée à la seule fin de réalisation des contrôles et vérifications prévue par le fabricant et par l'article LP. 4432-1 du code du travail.

Art. 4.— Les conditions d'exercice de l'activité nucléaire ainsi que les installations où est exercée cette activité doivent être conformes aux dispositions du code du travail ainsi qu'aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation.

Art. 5.— Cette autorisation, non transférable, est valable jusqu'au 31 décembre 2016.

Art. 6.— La présente décision est notifiée au titulaire de l'autorisation. Elle entre en vigueur à compter de sa notification.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 avril 2016.
Patrick HOWELL.

Annexe I à l'arrêté n° 3439 / MSR du 27 AVR. 2016

PORTÉE DE L'AUTORISATION

Détention/utilisation de sources radioactives scellées :

Sources radioactives scellées détenues et utilisées :

Les radionucléides suivants (contenus ou non dans un appareil) peuvent être détenus et utilisés dans les limites des activités mentionnées ci-dessous :

Radionucléide	Activité maximale détenue
¹³⁷ Cs	10 MBq
⁵⁷ Co	650 MBq
⁹⁰ Sr	1 MBq
¹³³ Ba	10 MBq

L'activité maximale détenue inclut, outre les sources utilisées seules (hors appareil) et contenues dans un appareil (compteur, détecteur, caméra, etc), celles en attente de reprise par le fournisseur et celles en attente d'emploi par le titulaire (notamment celles destinées au rechargement des appareils), ainsi que les sources scellées.

Ces sources radioactives scellées ne peuvent être détenues et utilisées qu'aux seules fins d'étalonnage et de contrôle de qualité.

Lieu de détention et d'utilisation des sources radioactives scellées :

Le lieu de détention et d'utilisation des sources radioactives et/ou des appareils en contenant est l'établissement mentionné ci-dessous :

Service de médecine isotopique
Centre Hospitalier de Polynésie Française
Avenue du Général de Gaulle – ville de Pirae
98713 PAPEETE

La détention et les utilisations en dehors des lieux et des locaux mentionnés ci-dessus sont interdites.

Détention/utilisation de sources radioactives non scellées :

Sources radioactives non scellées détenues et utilisées :

Les radionucléides suivants peuvent être détenus et utilisés dans les limites des activités mentionnées ci-dessous :

Radionucléide	Activité maximale détenue *
⁶⁷ Ga	370 MBq
¹¹¹ In	610 MBq
¹³¹ I	15 000 MBq
^{99m} Tc	30 000 MBq
²⁰¹ Tl	1 850 MBq

* *L'activité maximale détenue inclut les activités des déchets et effluents contaminés par les radionucléides et entreposés dans l'établissement.*

Ces sources radioactives non scellées ne peuvent être détenues et utilisées qu'aux seules fins d'étalonnage et de réalisation des contrôles techniques de radioprotection.

Les utilisations à des fins de diagnostic *in vivo* et de thérapie ne sont pas autorisées.

L'utilisation d'aérosols radioactifs n'est pas autorisée.

Lieu de détention et d'utilisation des sources radioactives non scellées :

Le lieu de détention et d'utilisation des sources radioactives ou appareils en contenant est l'établissement mentionné ci-dessous :

Centre Hospitalier de Polynésie Française
Avenue du Général de Gaulle – ville de Pirae
98713 PAPEETE

Locaux dédiés à la médecine nucléaire :

Unité de médecine nucléaire (local de manipulation des médicaments radiopharmaceutiques (MRP), salles d'administration des MRP, salles d'examens scintigraphiques...)	Étage : Niveau 1
Chambres de radiothérapie interne vectorisée (RIV)	Étage : Niveau 2 Identification de la pièce : MED 1125
Locaux d'entreposage des déchets radioactifs	Étage : Niveau -1 Identification de la pièce : NUC 1074
Locaux d'entreposage des effluents radioactifs	Étage : Niveau -1 Identification des pièces : LTE 1070 et MED 1120
Local de livraison des sources radioactives	Étage : Niveau 1 Identification de la pièce : NUC 0035

La détention et les utilisations en dehors des lieux et des locaux mentionnés ci-dessus sont interdites.

Détention /utilisation de générateur électrique de rayonnements ionisants :

Générateur électrique de rayonnements ionisants détenu et utilisé :

Le tomodynamomètre suivant peut être détenu et utilisé :

- Identification de l'appareil

Fabricant	: GE
Référence fabricant	: DISCOVERY NM/CT 670
Année de fabrication	: 2014

Ce générateur électrique de rayonnements ionisants ne peut être détenu et utilisé qu'aux seules fins de réalisation des contrôles techniques de radioprotection et de qualité.

Lieu de détention et d'utilisation du générateur électrique de rayonnements ionisants :

Le lieu de détention et d'utilisation du générateur électrique de rayonnements ionisants est l'établissement mentionné ci-dessous :

Centre Hospitalier de Polynésie Française
Avenue du Général de Gaulle – ville de Pirae
98713 PAPEETE

Ce générateur électrique de rayonnements ionisants est détenu ou utilisé uniquement dans le local mentionné ci-dessous :

IDENTIFICATION DE LA SALLE	GENERATEURS
Service de médecine isotopique - Niveau 1- Pièce : NUC 0033	GE, DISCOVERY NM/CT 670-16, N°383132 HM 8

Les détentions et les utilisations en dehors des lieux et des locaux mentionnés ci-dessus sont interdites.

Annexe II à l'arrêté n° 3439 / MSR du 27 AVR. 2016**PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES****Inventaire des sources radioactives et des appareils détenus**

L'inventaire des sources radioactives et des appareils détenus, établi au titre de l'article R. 1333-50 du code de la santé publique et de l'article R. 4451-38 du code du travail permet notamment de connaître à tout instant :

- les nombre et type d'appareils détenus et l'activité cumulée détenue, ceci en vue de démontrer la conformité aux prescriptions fixées en annexe 1 ;
- la localisation d'un appareil ou d'une source donnée.

Cet inventaire mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

LIVRE II - FORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire s'assurera que les personnes amenées à manipuler les sources radioactives, les appareils en contenant, les générateurs électriques de rayonnements ionisants, ont été préalablement formées à ces manipulations et ont connaissance des dispositions :

- destinées au respect de la présente autorisation,
- visant à assurer leur radioprotection et celle des personnes présentes à proximité,
- à prendre en cas de situation anormale.

LIVRE III - CONSIGNES DE SECURITE

Les consignes de sécurité sont vérifiées par la personne compétente en radioprotection et doivent être affichées dans tous les lieux où sont détenus ou utilisés les sources radioactives, les appareils en contenant, les générateurs électriques de rayonnements ionisants. Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin.

Lorsque les sources ou les appareils sont détenus ou utilisés en dehors de l'établissement demandeur, des consignes de sécurité intégrant les spécificités associées seront disponibles sur les lieux en question.

LIVRE IV - RAPPORT DE CONTROLE

Toute non conformité mise en évidence lors des contrôles de radioprotection prévus par le code de la santé publique et le code du travail fait l'objet d'un traitement formalisé (correction, date de réalisation de la mesure associée).

LIVRE V - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS EN RADIOPROTECTION

Tout événement significatif en radioprotection (tel que défini dans le *guide relatif aux modalités de déclaration et à la codification des critères relatifs aux événements significatifs dans le domaine de la radioprotection hors installations nucléaires de base et transports de matières radioactives* et le *guide relatif aux modalités de déclaration et à la codification des critères relatifs aux événements significatifs impliquant la sûreté, la radioprotection ou l'environnement applicable aux installations nucléaires de base et au transport de substances radioactives* disponibles notamment sur le site Internet de l'ASN) doit faire l'objet d'une déclaration dans les conditions définies dans les dits guides.

Les événements qui n'entrent pas dans le champ des critères de déclaration sont recensés et analysés par le responsable de l'activité.

En cas de situation d'urgence, l'ASN peut être contactée (24h/24) au numéro vert suivant : 0800.804.135, ainsi que le ministère de la santé de la Polynésie française.

LIVRE VI - AUTRES REGLEMENTATIONS APPLICABLES

La présente autorisation ne dispense pas son titulaire de se conformer aux dispositions des autres réglementations applicables.

Annexe III à l'arrêté n° 3439 / MSR du 27 AVR. 2016**PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES****PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES DANS LE CADRE DE LA
DETENTION/UTILISATION DES SOURCES RADIOACTIVES****Dispositions relatives aux appareils contenant une (des) source(s) radioactive(s)**

Les appareils émettant des rayonnements ionisants sont utilisés et entretenus conformément aux instructions du fabricant.

Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement. Est interdite toute modification de l'appareil qui conduirait à dégrader ses caractéristiques en matière de radioprotection. En particulier, l'altération des dispositifs de sécurité ou toute modification compromettant leur efficacité est interdite.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. Son utilisation est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que son bon fonctionnement ait été vérifié.

La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité, des réparations effectuées, l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise/organisme qui l'a réalisée.

Sauf mention contraire en annexe 1 de la présente décision, les opérations de chargement et déchargement de source dans les appareils ne peuvent être réalisées par le titulaire et nécessitent de recourir à un(e) organisme/entreprise spécialisé(e).

Cession ou prêt de sources radioactives

Sauf mention contraire à l'annexe 1 de la présente décision ou accord écrit préalable de l'ASN, la cession ou le prêt de sources radioactives à des tiers sont interdits.

Reprise des sources radioactives scellées et certificat de source

Le titulaire veillera à conserver le certificat de source associé à chaque source radioactive scellée qu'il détient (certificat mentionnant l'éventuelle conformité aux normes internationales et françaises pertinentes).

Lors de l'acquisition de sources scellées auprès d'un fournisseur, le titulaire veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par celui-ci soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

Signalisation, affichage

Toutes les informations prescrites ci-dessous doivent être facilement visibles et lisibles de façon durable.

Sources scellées

Informations présentes, par ordre d'importance, sur chacune des sources radioactives scellées détenues ou sur son porte-source (si impossible sur la source) :

- i. un trèfle radioactif dont la géométrie et les proportions respectent celles présentées dans l'annexe de l'arrêté du 15 mai 2006¹,
- ii. le numéro de série de la source,
- iii. la nature du radionucléide,
- iv. l'activité de la source (en Bq) et la date à laquelle l'activité a été mesurée.

Dans tous les cas, le trèfle radioactif susmentionné est inscrit sur chaque porte-source.

Appareils contenant des sources :

Les informations suivantes sont indiquées sur la surface externe de l'appareil ou sur une plaque inamovible fixée sur l'appareil :

- a) un trèfle radioactif conforme aux dispositions fixées à l'annexe de l'arrêté du 4 novembre 1993²;
- b) la référence (référence catalogue fournisseur et/ou fabricant) de l'appareil,
- c) le numéro de série de l'appareil,

complétées, pour chacune des sources radioactives présentes dans l'appareil par :

- d) la nature du radionucléide,
- e) l'activité de la source (en Bq) et la date à laquelle l'activité a été mesurée,
- f) le numéro de série de la source.

Article LP 2. - Importation de sources radioactives scellées

Pour chaque source radioactive scellée importée, le titulaire conservera une trace formalisée :

- de l'acquittement de la garantie financière prévue à l'article R. 1333-53 du code de la santé publique,
- de l'engagement de reprise de cette source par son fournisseur étranger.

Importation/exportation de sources radioactives non scellées :

L'importation et l'exportation des radionucléides mentionnés à l'annexe 1 sont autorisées dans les conditions suivantes :

- (i) pour les importations, les radionucléides sont obtenus auprès d'une entreprise étrangère qui est en situation régulière dans son pays pour la détention et l'exportation de ces radionucléides ;
- (ii) pour les exportations, les radionucléides sont destinés à une entreprise en situation régulière dans son pays pour l'importation et la détention de ces radionucléides,
- (iii) les résultats des vérifications mentionnées au i et ii ci-dessus sont archivés avec les formulaires prévus aux articles R. 1333-48 et R. 1333-49 du code de la santé publique.

¹ Arrêté du 15 mai 2006 relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien qui y sont imposées.

² Arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.

Dans le cadre de la détention et de l'utilisation de sources radioactives non scellées**Section II - Lieux recevant des sources radioactives non scellées ou des déchets et effluents contaminés**

Les lieux où sont entreposées ou manipulées des sources radioactives non scellées sont maintenus en bon état et en bon ordre. Les récipients et objets potentiellement contaminés par les radionucléides sont clairement identifiés.

Les lieux destinés à l'entreposage des déchets et effluents contaminés sont exclusivement réservés à cet effet.

Les revêtements des sols et murs sont lisses, continus et facilement décontaminables.

En outre, si des liquides sont entreposés, un dispositif étanche permet la rétention d'éventuelles fuites.

<u>PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES DANS LE CADRE DE L'UTILISATION DES GENERATEURS ELECTRIQUES DE RAYONNEMENTS IONISANTS</u>
--

Dispositions relatives aux tomodesitométriques X

Les installations où sont utilisés les tomodesitométriques X à poste fixe fonctionnant à des tensions inférieures ou égale à 600 kV sont maintenues conformes aux dispositions décrites dans l'arrêté du 22 août 2013 portant homologation de la décision n° 2013-DC-0349 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 juin 2013 fixant les règles techniques minimales de conception auxquelles doivent répondre les installations dans lesquelles sont présents des rayonnements X produits par des appareils fonctionnant sous une haute tension inférieure ou égale à 600 kV et abrogation de l'arrêté du 30 août 1991 déterminant les conditions d'installation auxquelles doivent satisfaire les générateurs électriques de rayons X.

Les appareils sont utilisés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Est interdite toute modification de l'appareil qui conduirait à dégrader ses caractéristiques en matière de radioprotection. En particulier, l'altération des dispositifs de sécurité ou toute modification compromettant leur efficacité est interdite.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que sa remise en état ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié.

Installations de médecine nucléaire

L'installation doit faire l'objet d'une maintenance et d'un contrôle de qualité réguliers en application des dispositions fixées aux articles R. 5212-25 à R. 5212-35 du code de la santé publique.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 23-2016 APF/SG du 28 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1111-2016 APF/SG du 21 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 28 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants dont les noms figurent au tableau joint en annexe ont été élus membres de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 28 avril 2016.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Pour le président :

La 2e vice-présidente,

Vaiata PERRY-FRIEDMAN.

Commission de contrôle budgétaire et financier
de l'assemblée de la Polynésie française

Présidente	:	Dylma ARO
Vice-président	:	John TOROMONA
Membres titulaires	:	Teura TARAHU-ATUAHIVA
		Félix FAATAU
		Joseph AH-SCHA
		Loïs SALMON-AMARU
		Elise VANAA
		Rudolph JORDAN
		Eliane TEVAHITUA
Membres suppléants	:	Sylvana PUHETINI
		Virginie BRUANT
		Béatrice LUCAS

Teapehu TEAHE
Nicole BOUTEAU
Marcel TUIHANI
Michel LEBOUCHER
Monique RICHTON
Minarii GALENON

ARRETE n° 24-2016 APF/SG du 28 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 40-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection des représentants au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 40-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection des représentants au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58-2014 APF/SG du 19 septembre 2014 modifiant l'arrêté n° 40-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection des représentants au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1111-2016 APF/SG du 21 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 28 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le tableau relatif à la composition du bureau de l'assemblée de la Polynésie française joint en annexe de l'arrêté n° 40-2014 APF/SG susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- 2e questeur : *Au lieu de :* Virginie Bruant, *lire :* Isabelle Sachet.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2016.

Pour le président :

La 2e vice-présidente,

Vaiata PERRY-FRIEDMAN.

ACTES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**OFFICE POLYNÉSIEEN DE L'HABITAT****DECISION n° 201603291349 du 29 mars 2016 portant délégation de signature.**

Le directeur par intérim de l'Office polynésien de l'habitat,

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Vu l'arrêté n° 243 CM du 9 mars 2016 portant nomination de Mme Vaiani Garbutt en qualité de directrice par intérim de l'Office polynésien de l'habitat,

Décide

Article 1er. — Mme Vaiani Garbutt agissant en qualité de directrice de l'Office polynésien de l'habitat, donne délégation de signature à M. Tony Teniaro, responsable de la cellule stock de l'établissement pour les actes relatifs à l'activité de location de véhicules visés par la délibération n° 9-2014 CA/OPH du 28 janvier 2014 fixant les tarifs de location de camions dans le cadre de l'activité commerciale de l'Office polynésien de l'habitat.

Le soussigné délégataire est ainsi habilité à titre permanent à signer "pour le directeur par intérim et par délégation" les devis, factures et contrats de location des véhicules de l'OPH.

Art. 2. — M. Tony Teniaro est tenu de rendre compte de l'utilisation de la délégation par la remise au directeur par intérim d'un état mensuel.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement, M. Teva Montrose, agent administratif à la cellule des stocks est habilité à signer les documents visés à l'article 1er dans les mêmes conditions et aux mêmes obligations telles que prévues à l'article précédent.

Art. 4. — La présente délégation est consentie dans le cadre de l'allègement des circuits de décisions de l'établissement qui doit permettre l'accélération du

traitement des opérations. Elle ne soustrait en aucun cas et ne doit pas compromettre le dialogue et la communication avec la direction générale.

Art. 5. — La présente décision annule et remplace toute autre décision.

Art. 6. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Pirae le 29 mars 2016.

La directrice par intérim,
Vaiani GARBUTT.

DECISION n° 201603291359 du 29 mars 2016 portant délégation de signature.

Le directeur par intérim de l'Office polynésien de l'habitat,

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Vu l'arrêté n° 243 CM du 9 mars 2016 portant nomination de Mme Vaiani Garbutt en qualité de directrice par intérim de l'Office polynésien de l'habitat,

Décide

Article 1er. — Mme Vaiani Garbutt agissant en qualité de directrice de l'Office polynésien de l'habitat, donne délégation de signature à M. Marc Jadot, directeur financier de l'établissement pour les actes suivants :

Au titre de l'ordonnancement :

Le soussigné délégataire est habilité à titre permanent à signer "pour le directeur par intérim et par délégation" les bons de commandes relatifs de manière générale, à toutes les dépenses liées à l'activité de la direction financière, n'excédant pas quatre cent mille francs CFP (400 000 F CFP) hors matériels informatiques, numériques et électroniques.

Si le montant de la dépense excède le seuil précédent, le soussigné délégataire devra rechercher la signature d'un autre délégataire.

De même il est habilité à signer dans les mêmes conditions pour les agents placés sous son autorité :

- les ordres de déplacement à l'intérieur des circonscriptions territoriales de la Polynésie française ;
- les réquisitions de passages et de bagages relatives aux ordres de déplacement en Polynésie française.

Cette délégation s'exerce dans le strict respect des procédures et du budget alloué (*pro rata temporis*).

Au titre des actes administratifs :

Le soussigné délégataire est habilité à titre permanent à signer "pour le directeur par intérim et par délégation" dans le cadre de sa mission fonctionnelle :

- toutes correspondances administratives et notes internes nécessaires au bon déroulement des opérations placées sous sa responsabilité ;
- bordereaux d'envoi ou lettres de transmission de documents ;
- actes administratifs relevant du service fait.

Au titre des ressources humaines :

Le soussigné délégataire est habilité à signer "pour le directeur par intérim et par délégation" et pour les agents placés sous son autorité :

- la notation primaire des agents dans le cadre de la notation annuelle générale ;
- les permissions exceptionnelles prévues par la convention collective des ANFA ;
- les congés annuels.

Art. 3.— La présente délégation est consentie dans le cadre de l'allègement des circuits de décisions de l'établissement qui doit permettre l'accélération du traitement des opérations. Elle ne soustrait en aucun cas et ne doit pas compromettre le dialogue et la communication avec la direction générale.

Art. 4.— La présente décision annule et remplace toute autre décision.

Art. 5.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Pirae le 29 mars 2016.

La directrice par intérim,
Vaiani GARBUTT.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

LOI organique n° 2016-506 du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre Ier : Présentation des candidats à l'élection présidentielle

Article 1er.— Le I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, les mots : "généraux des départements, du conseil général de Mayotte" sont remplacés

par les mots : "départementaux, du conseil de la métropole de Lyon", les mots : "du congrès et" sont supprimés, après le mot : "délégues", sont insérés les mots : "des communes déléguées et", après le mot : "arrondissements", sont insérés les mots : "de Paris," et les mots : "membres élus de" sont remplacés par les mots : "conseillers à" ;

b) A la deuxième phrase, après le mot : "délibérants", sont insérés les mots : "des métropoles," ;

2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, après la première occurrence du mot : "les", sont insérés les mots : "députés et les" et les mots : "membres élus de" sont remplacés par les mots : "conseillers à" ;

b) A la deuxième phrase, les mots : "le sénateur" sont remplacés par les mots : "les sénateurs" ;

c) A la quatrième phrase, après le mot : "délibérants", sont insérés les mots : "des métropoles," ;

d) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : "Aux mêmes fins, les conseillers métropolitains de Lyon sont réputés être les élus du département du Rhône."

Art. 2.— I - Après le troisième alinéa du I du même article 3, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

“Les présentations des candidats sont rédigées sur des formulaires, revêtues de la signature de leur auteur et adressées au Conseil constitutionnel par leur auteur par voie postale, dans une enveloppe prévue à cet effet, ou par voie électronique. Les formulaires et les enveloppes sont imprimés par les soins de l'administration conformément aux modèles arrêtés par le Conseil constitutionnel. Les modalités de transmission par voie électronique sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

“Par dérogation au quatrième alinéa du présent I, les présentations peuvent être déposées :

“1° Dans les départements et collectivités d'outre-mer ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie, auprès du représentant de l'Etat ;

“2° Lorsqu'elles émanent de conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger, auprès de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire chargé de la circonscription consulaire dans laquelle réside l'auteur de la présentation.

“Le représentant de l'Etat, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire assure, par la voie la plus rapide, après en avoir délivré récépissé, la notification de la présentation au Conseil constitutionnel.”

II - Aux cinquième et avant-dernier alinéas du même I, le mot : “quatrième” est remplacé par le mot : “neuvième”.

III - La transmission électronique prévue au quatrième alinéa du I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, dans sa rédaction résultant du I du présent article, est applicable à compter d'une date fixée par décret et au plus tard le 1er janvier 2020.

Art. 3.— Le dernier alinéa du I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée est ainsi rédigé :

“Au fur et à mesure de la réception des présentations, le Conseil constitutionnel rend publics, au moins deux fois par semaine, le nom et la qualité des citoyens qui ont valablement présenté des candidats à l'élection présidentielle. Une fois envoyée, une présentation ne peut être retirée. Une fois déposée en application des cinquième à septième alinéas du présent I, une présentation ne peut être retirée. Huit jours au moins avant le premier tour de scrutin, le Conseil constitutionnel rend publics le nom et la qualité des citoyens qui ont valablement proposé les candidats.”

Chapitre II : Accès aux médias audiovisuels des candidats à l'élection présidentielle

Art. 4.— Après le I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :

“I *bis*.— A compter de la publication de la liste des candidats et jusqu'à la veille du début de la campagne, les éditeurs de services de communication audiovisuelle respectent, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le principe d'équité en ce qui concerne la reproduction et les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne.

“Dans l'exercice de cette mission de contrôle, le Conseil supérieur de l'audiovisuel tient compte :

“1° De la représentativité des candidats, appréciée, en particulier, en fonction des résultats obtenus aux plus récentes élections par les candidats ou par les partis et groupements politiques qui les soutiennent et en fonction des indications de sondages d'opinion ;

“2° De la contribution de chaque candidat à l'animation du débat électoral.

“A compter du début de la campagne et jusqu'au tour de scrutin où l'élection est acquise, les éditeurs de services de communication audiovisuelle respectent, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le principe d'égalité en ce qui concerne la reproduction et les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne.

“Le respect des principes mentionnés aux premier et cinquième alinéas du présent I *bis* est assuré dans des conditions de programmation comparables, précisées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans une recommandation relative à l'élection présidentielle.

“A compter de la publication de la liste des candidats et jusqu'au tour de scrutin où l'élection est acquise, le Conseil supérieur de l'audiovisuel publie, au moins une fois par semaine, dans un format ouvert et aisément réutilisable, le relevé des temps consacrés à la reproduction et au commentaire des déclarations et écrits des candidats et à la présentation de leur personne.”

Chapitre III : Déroulement et contrôle des opérations de vote

Art. 5.— Le premier alinéa du II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée est ainsi modifié :

1° La référence : “à L. 7” est remplacée par la référence : “L. 6” ;

2° La référence : “L. 85-1” est remplacée par la référence : “L. 86” ;

3° Après la référence : “L. 117,” est insérée la référence : “L. 117-2,” ;

4° La référence : “L. 203,” est supprimée.

Chapitre IV : Période d'application de la législation sur les comptes de campagne

Art. 6.— L'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa du II, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Pour l'application des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 52-4 du code électoral, le mandataire recueille, pendant l'année précédant le premier jour du mois de l'élection et jusqu'à la date du dépôt du compte de campagne du candidat, les fonds destinés au financement de la campagne et règle les dépenses engagées en vue de l'élection.” ;

2° A la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa du V, le mot : "deuxième" est remplacé par le mot : "troisième".

Art. 7.— Le septième alinéa du II du même article 3 est ainsi modifié :

1° A la fin, la référence : "au deuxième alinéa du même article L. 52-12" est remplacée par la référence : "à l'avant-dernier alinéa du V du présent article" ;

2° Sont ajoutées trois phrases ainsi rédigées :

"Chaque compte comporte en annexe une présentation détaillée des dépenses exposées par chacun des partis et groupements politiques qui ont été créés en vue d'apporter un soutien au candidat ou qui lui apportent leur soutien, ainsi que des avantages directs ou indirects, prestations de services et dons en nature fournis par ces partis et groupements. L'intégralité de cette annexe est publiée avec le compte, dans les conditions prévues à la première phrase du présent alinéa. Les partis et groupements politiques mentionnés au présent alinéa communiquent à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, à sa demande, les pièces comptables et les justificatifs nécessaires pour apprécier l'exactitude de cette annexe."

Chapitre V : Horaires des opérations de vote

Art. 8.— Après le II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée, il est inséré un II *bis* ainsi rédigé :

"II *bis* - Le jour du vote, le scrutin est ouvert à huit heures et clos à dix-neuf heures.

"Toutefois, pour faciliter l'exercice du droit de vote, et sans que le scrutin puisse être clos après vingt heures :

1° Le représentant de l'Etat dans le département ainsi qu'à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie peut, par arrêté, avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes ou circonscriptions administratives ;

2° Le ministre des affaires étrangères peut, par arrêté, avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts à l'étranger."

Chapitre VI : Dispositions électorales applicables à l'étranger

Art. 9.— Après le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"La radiation d'un Français du registre des Français établis hors de France entraîne de plein droit sa radiation de la liste électorale consulaire, sauf opposition de sa part."

Art. 10.— L'article 10 de la même loi organique est abrogé.

Art. 11.— A l'article 11 de la même loi organique, les références : "L. 49, L. 50" sont remplacées par les références : "L. 49 à L. 50-1".

Chapitre VII : Dispositions finales

Art. 12.— A la fin de l'article 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 précitée, la référence : "loi organique n° 2013-906 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique" est remplacée par la référence : "loi organique n° 2016-506 du 25 avril 2016 de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle".

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 avril 2016.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Manuel VALLS

*Le ministre des affaires étrangères
et du développement international,*
Jean-Marc AYRAULT.

Le ministre de l'intérieur,
Bernard CAZENEUVE.

*La ministre de la culture
et de la communication,*
Audrey AZOULAY.

La ministre des outre-mer,
George PAU-LANGEVIN.

LOI n° 2016-508 du 25 avril 2016 de modernisation de diverses règles applicables aux élections.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2016-730 DC du 21 avril 2016 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 52-2 du code électoral, les mots : "la voie de la presse ou par tout moyen de communication au public par voie électronique" sont remplacés par les mots : "quelque moyen que ce soit".

Art. 2.— Au deuxième alinéa de l'article L. 52-4 du même code, les mots : "l'année" sont remplacés par les mots : "les six mois".

Art. 3.— Le onzième alinéa de l'article L. 52-14 du même code est complété par les mots : "et recourir à des experts à même d'évaluer les coûts des services et des prestations retracés dans les comptes de campagne et de l'assister dans l'exercice de sa mission de contrôle mentionnée à

l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique”.

Art. 4. — Le chapitre VII du titre Ier du livre Ier du même code est ainsi modifié :

- 1° A l'article L. 89, la référence : “et L. 52-2” est supprimée ;
- 2° A l'article L. 90-1, la référence : “de l'article L. 52-1” est remplacée par les références : “des articles L. 52-1 et L. 52-2”.

Art. 5. — Le chapitre VII du titre Ier du livre Ier du même code est complété par un article L. 117-2 ainsi rédigé :

“Art. L. 117-2. — Le présent chapitre est applicable au vote par machine à voter et au vote par correspondance électronique.”

Art. 6. — La loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion est ainsi modifiée :

- 1° L'article 1er est ainsi rédigé :

“Article 1er. — Un sondage est, quelle que soit sa dénomination, une enquête statistique visant à donner une indication quantitative, à une date déterminée, des opinions, souhaits, attitudes ou comportements d'une population par l'interrogation d'un échantillon.

“Sont régis par la présente loi les sondages publiés, diffusés ou rendus publics sur le territoire national, portant sur des sujets liés, de manière directe ou indirecte, au débat électoral.

“Les personnes interrogées sont choisies par l'organisme réalisant le sondage de manière à obtenir un échantillon représentatif de la population concernée.

“Sont assimilées à des sondages pour l'application de la présente loi les opérations de simulation de vote réalisées à partir de sondages liés au débat électoral.” ;

- 2° Les articles 2 et 3 sont ainsi rédigés :

“Art. 2. — La première publication ou la première diffusion de tout sondage défini à l'article 1er est accompagnée des indications suivantes, établies sous la responsabilité de l'organisme qui l'a réalisé :

- “1° Le nom de l'organisme ayant réalisé le sondage ;
- “2° Le nom et la qualité du commanditaire du sondage ou de la partie du sondage, ainsi que ceux de l'acheteur s'il est différent ;
- “3° Le nombre de personnes interrogées ;
- “4° La ou les dates auxquelles il a été procédé aux interrogations ;
- “5° Le texte intégral de la ou des questions posées sur des sujets mentionnés au deuxième alinéa de l'article 1er ;
- “6° Une mention précisant que tout sondage est affecté de marges d'erreur ;
- “7° Les marges d'erreur des résultats publiés ou diffusés, le cas échéant par référence à la méthode aléatoire ;
- “8° Une mention indiquant le droit de toute personne à consulter la notice prévue à l'article 3.

“Les informations mentionnées aux 5° et 7° peuvent figurer sur le service de communication au public en ligne de l'organe d'information qui publie ou diffuse le sondage. Dans ce cas, l'organe d'information indique l'adresse internet de ce service.

“Art. 3. — Avant la publication ou la diffusion de tout sondage défini à l'article 1er, l'organisme qui l'a réalisé procède au dépôt auprès de la commission des sondages instituée en application de l'article 5 d'une notice précisant au minimum :

- “1° Toutes les indications figurant à l'article 2 ;
- “2° L'objet du sondage ;
- “3° La méthode selon laquelle les personnes interrogées ont été choisies, le choix et la composition de l'échantillon ;
- “4° Les conditions dans lesquelles il a été procédé aux interrogations ;
- “5° La proportion des personnes n'ayant pas répondu à l'ensemble du sondage et à chacune des questions ;
- “6° S'il y a lieu, la nature et la valeur de la gratification perçue par les personnes interrogées ;
- “7° S'il y a lieu, les critères de redressement des résultats bruts du sondage.

“Dès la publication ou la diffusion du sondage :

“- toute personne a le droit de consulter auprès de la commission des sondages la notice prévue par le présent article ;

“- cette commission rend publique cette notice sur son service de communication au public en ligne.” ;

- 3° L'article 3-1 est abrogé ;

- 4° L'article 4 est ainsi rédigé :

“Art. 4. — L'organisme ayant réalisé un sondage défini à l'article 1er remet à la commission des sondages instituée en application de l'article 5, en même temps que la notice, les documents sur la base desquels le sondage a été publié ou diffusé.” ;

- 5° Les deuxième à dernier alinéas de l'article 5 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

“La commission a tout pouvoir pour vérifier que les sondages définis à l'article 1er ont été commandés, réalisés, publiés ou diffusés conformément à la présente loi et aux textes réglementaires applicables.” ;

- 6° L'article 9 est ainsi rédigé :

“Art. 9. — La commission des sondages peut, à tout moment, ordonner à toute personne qui publie ou diffuse un sondage défini à l'article 1er commandé, réalisé, publié ou diffusé en violation de la présente loi et des textes réglementaires applicables ou en altérant la portée des résultats obtenus, de publier ou de diffuser une mise au point ou, le cas échéant, de mentionner les indications prévues à l'article 2 qui n'auraient pas été publiées ou diffusées. La mise au point est présentée comme émanant de la

commission. Elle est, suivant le cas, diffusée sans délai et de manière que lui soit assurée une audience équivalente à celle de ce sondage, ou insérée dans le plus prochain numéro du journal ou de l'écrit périodique à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée et sans aucune intercalation.

"En outre, lorsque la publication, la diffusion ou le commentaire du sondage est intervenu pendant la semaine précédant un tour de scrutin, les sociétés nationales de programme programment et diffusent sans délai la mise au point de la commission des sondages, sur demande écrite de celle-ci." ;

7° L'article 11 est ainsi rédigé :

"Art. 11. — En cas d'élections générales et de référendum, la veille et le jour de chaque scrutin, aucun sondage électoral ne peut faire l'objet, par quelque moyen que ce soit, d'une publication, d'une diffusion ou d'un commentaire. Pour l'élection du Président de la République, l'élection des députés et l'élection des représentants au Parlement européen ainsi que pour les référendums nationaux, cette interdiction prend effet sur l'ensemble du territoire national à compter du samedi précédant le scrutin à zéro heure. Cette interdiction prend fin à la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain.

"En cas d'élections partielles, cette interdiction ne s'applique qu'aux sondages électoraux portant directement ou indirectement sur les scrutins concernés et prend fin à la fermeture du dernier bureau de vote de la circonscription électorale concernée.

"Cette interdiction ne fait obstacle ni à la poursuite de la diffusion de sondages publiés avant la veille de chaque scrutin ni au commentaire de ces sondages, à condition que soient indiqués la date de première publication ou diffusion, le média qui les a publiés ou diffusés et l'organisme qui les a réalisés." ;

8° L'article 12 est ainsi rédigé :

"Art. 12. — Est puni d'une amende de 75 000 euros :

"1° Le fait d'utiliser le mot : "sondage" pour des enquêtes portant sur des sujets liés, de manière directe ou indirecte, au débat électoral et qui ne répondent pas à la définition du sondage énoncée à l'article 1er ;

"2° Le fait de commander, réaliser, publier ou laisser publier, diffuser ou laisser diffuser un sondage en violation de la présente loi et des textes réglementaires applicables ;

"3° Le fait de ne pas publier ou diffuser une mise au point demandée par la commission des sondages en application de l'article 9 ou de la publier ou de la diffuser dans des conditions contraires à ce même article ;

"4° Le fait d'entraver l'action de la commission des sondages dans l'exercice de sa mission de vérification définie à l'article 5.

"La décision de justice est publiée ou diffusée par les mêmes moyens que ceux par lesquels il a été fait état du sondage publié ou diffusé en violation de la présente loi."

9° L'article 14 est ainsi rédigé :

"Art. 14. — La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

"Pour l'application du premier alinéa de l'article 11 dans les collectivités régies par l'article 73 et l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie, cette interdiction prend fin à la fermeture du dernier bureau de vote de la collectivité. Pour l'élection du Président de la République, l'élection des députés et l'élection des représentants au Parlement européen ainsi que pour les référendums nationaux, la règle prévue à la précédente phrase s'applique lorsque la fermeture du dernier bureau de vote est plus tardive que celle sur le territoire métropolitain.

"L'interdiction prévue au premier alinéa de l'article 11 n'est pas applicable aux élections régies par les articles L. 330-11 et L. 397 du code électoral."

Art. 7. — I. - Au premier alinéa de l'article L. 388 du code électoral, la référence : "loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections" est remplacée par la référence : "loi n° 2016-508 du 25 avril 2016 de modernisation de diverses règles applicables aux élections".

II. - La présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 avril 2016.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Manuel VALLS.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
Jean-Jacques URVOAS.

Le ministre de l'intérieur,
Bernard CAZENEUVE.

*La ministre de la culture
et de la communication,*
Audrey AZOULAY.

La ministre des outre-mer,
George PAU-LANGEVIN.

ARRETE du 5 avril 2016 portant subdélégation de signature relatif à certains actes de gestion des ressources humaines.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958 ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaires ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté JUSE 974008A du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSE 0240090A du 21 juin 2002 relatif à la déconcentration de la gestion de certains actes de gestion de personnels des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSE 0640012A du 19 janvier 2006 relatif à 1997 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice du 27 novembre 2014 portant nomination de M. Hubert Moreau, directeur interrégional des services pénitentiaires, chef de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer à compter du 1er février 2015 ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 2 février 2015 portant délégation de signature à M. Hubert Moreau, directeur interrégional des services pénitentiaires, chef de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer à l'effet de signer, au nom de la garde des sceaux, ministre de la justice, l'ensemble des actes relatifs aux affaires des services placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire,

Arrête :

Article 1er.— Subdélégation est donnée dans les établissements suivants à :

- CP Baie Mahault :
M. Nourredine Brahimi, directeur des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- Ma Basse Terre :
M. Gérard Gayvallet, directeur hors classe des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CP Ducos :
M. Bruno Coulon, directeur hors classe des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CP Remire Montjoly :
M. Jean-Philippe Mayol, directeur fonctionnel des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CD Le Port :
M. Patrice Puaud, directeur fonctionnel des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CD Papeari :
M. Gilbert Marceau, directeur hors classe des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CP Saint-Denis :
M. Georges Casagrande, directeur fonctionnel des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- Ma Saint-Pierre :
M. Babacar Dieye, commandant pénitentiaire, chef d'établissement ;
- CP Saint-Pierre & Miquelon :
Mme Perrine Cartella-Pfeffer, lieutenant pénitentiaire, chef d'établissement ;
- CP Faa'a Nuutania :
M. Yannick Massard, directeur hors classe des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- CP Noumea :
M. Régis Baudoin, directeur des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- Ma Majicavo :
M. Mickaël Merci, directeur hors classe des services pénitentiaires, chef d'établissement ;
- SPIP Guyane :
M. Bertrand Laplaza, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP Guadeloupe :
M. Jean-Claude Eliac, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP Martinique :
Mme Laurence Maucherat, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP La Reunion :
M. Philippe Arhan, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP Mayotte :
M. Eric Verdavaine, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP Nouvelle-Calédonie :
M. Frédéric Subileau, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- SPIP Polynésie française :
M. Lionel Lecomte, directeur hors classe des services pénitentiaires d'insertion et de probation.

- pour signer les actes suivants relatifs aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de toutes catégories :
- les congés annuels ;
- les autorisations d'absence pour raisons familiales ;
- les congés paternité ;
- les congés maternité ;
- les décisions d'ouverture, de versement et d'autorisation du CET ;
- les décisions de demi-traitement ;
- les retenues sur traitement pour service non fait ou mal fait ;
- les notations.

Art. 2.— Subdélégation peut être donnée par le chef d'établissement à un ou plusieurs de ses adjoints afin d'accomplir les actes de gestion visés par l'article 1er.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chaque préfecture de départements concernés, au *Journal officiel* de la République française, au recueil des actes administratifs du haut-commissariat de la collectivité territoriale de Nouvelle-Calédonie.

*Le directeur interrégional,
chef de la mission des services
pénitentiaires d'outre-mer,
Hubert MOREAU.*

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

TEXTES DES LOIS DU PAYS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE

TEXTE ADOPTE n° 2016-14 LP/APF du 28 avril 2016 de la loi du pays portant modification des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail et au repos.

NOR : TRA1501631LP

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Article LP 1er.— 1 - Après la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du livre II de la partie III du code du travail, relative à la durée maximale du travail, il est inséré une section 5 intitulée "convention de forfait des cadres", comprenant les articles LP. 3211-24 à LP. 3211-26 ainsi rédigés :

"Section 5 : Convention de forfait des cadres

Art. LP. 3211-24.— Une convention de forfait en heures sur l'année peut être conclue, entre un employeur et un cadre, sous réserve de son acceptation par ce dernier.

On entend par cadre le salarié qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

- la nature de ses fonctions ne le conduit pas à suivre un horaire collectif ;

- il dispose d'une réelle autonomie dans l'organisation de son temps de travail ;
- il occupe un poste à responsabilité ;
- il est classé dans la catégorie professionnelle de "cadre" déterminée par une convention collective, si elle existe.

Art. LP. 3211-25.— La rémunération du cadre est au moins égale à la rémunération minimale applicable dans l'entreprise en fonction de la catégorie à laquelle il appartient, pour le nombre d'heures correspondant à son forfait, augmentée des majorations pour heures supplémentaires prévues à l'article LP. 3332-2.

Sauf mention des plafonds dans un accord collectif, le nombre maximal d'heures hebdomadaires ou mensuelles à effectuer est précisé dans la convention de forfait.

La rémunération forfaitaire ne doit pas être contraire aux dispositions réglementaires, sous peine de nullité de la convention.

Art. LP. 3211-26.— Le salarié cadre ayant signé une convention de forfait est soumis aux dispositions prévues :

1. A la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du livre II de la présente partie relative aux durées maximales quotidienne et hebdomadaire ;

2. Au titre II du livre II de la présente partie relatif aux repos quotidien, repos hebdomadaire et jours fériés ;

3. Au titre III du livre II de la présente partie relatif aux congés payés et autres congés.

L'employeur ayant signé une convention de forfait n'est pas tenu d'établir le document prévu à l'article A. 3215-1."

II - L'article LP. 3332-6 est ainsi modifié :

"Art. LP. 3332-6.— Sous réserve des dispositions prévues à la section 5 du chapitre Ier du titre Ier du livre II de la présente partie relative à la convention de forfait des cadres, il ne peut en aucun cas être substitué au paiement des heures supplémentaires, même d'accord parties, une prime, majoration sur salaire forfaitaire ou autres accessoires de rémunération ou avantages en tenant lieu."

Art. LP. 2.— A la section 5 du chapitre III du titre Ier du livre II de la partie III relative au secteur de la manutention portuaire, il est inséré l'article LP. 3213-19, ainsi rédigé :

"Art. LP. 3213-19.— Dans le secteur de la manutention portuaire, les entreprises peuvent être autorisées par l'inspecteur du travail, sur décision motivée, à dépasser le plafond de 48 heures fixé à l'article LP. 3211-12.

Cette autorisation, accordée pour une période d'un an renouvelable, est utilisable par les employeurs dans le seul but d'assurer les activités de chargement et de déchargement des navires, lorsque les arrivées successives de ces navires entraînent un surcroît d'activité non prévisible.

Les modalités de demande et de renouvellement de l'autorisation sont fixées par arrêté pris en conseil des ministres."

Art. LP. 3. — Les titres II et V du livre II de la partie ni du code du travail, relatifs respectivement au repos et jours fériés et aux sanctions sont ainsi modifiés ;

1° Le 23. de l'article LP. 3222-5 est complété *in fine* par les mots : "ou culturelles" ;

2° L'article LP. 3222-5 *in fine* est ainsi complété :

"31. centres d'appels et de télétraitement ;

32. entreprises de nettoyage qui interviennent dans les établissements ouverts au public le dimanche ;

33. entreprises de services à la personne, dont les activités nécessitent d'assurer une continuité de services ;

34. lors du séjour des navires de croisières, grands yachts et autres navires en escale : entreprises assurant leur accueil et leur départ, entreprises en charge du lamanage, entreprises en charge du chargement et du déchargement des marchandises et de leur transport, entreprises ayant une activité d'exploitant de magasins et aires de dédouanement et entreprises assurant des prestations à bord des navires ;

35. entreprises et prestataires de services associés aux activités touristiques ou de manifestations sportives ou culturelles."

3° Le dernier alinéa de l'article LP. 3222-10 est abrogé.

4° Après l'article LP. 3222-14, il est créé un paragraphe 3 à la sous-section 1 de la section 2 du chapitre II du titre II du livre II de la partie III du code du travail, intitulé "Procédure de déclaration particulière", comprenant l'article LP. 3222-14-1, ainsi rédigé :

"Paragraphe 3 : Procédure de déclaration particulière

Art. LP. 3222-14-1. — La demande d'autorisation administrative prévue à l'article LP. 3222-10 ne s'applique pas aux événements dont la durée n'excède pas trois semaines consécutives.

Dans ce cas, une déclaration est effectuée auprès du service en charge du travail suivant des modalités déterminées par arrêté pris en conseil des ministres."

5° Après l'article LP. 3253-1, il est inséré dans la section 1 du chapitre III du titre V du livre II de la partie III relative aux sanctions administratives, l'article LP. 3253-1-1 ainsi rédigé :

"Art. LP. 3253-1-1. — Toute infraction aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre II du titre II du livre II de la présente partie relative aux dérogations de caractère temporaire sur autorisation administrative et à la procédure de déclaration particulière, prévues par arrêté pris en conseil des ministres, est punie d'une amende administrative dont le montant maximal ne peut dépasser 178 000 F CFP."

Délibéré en séance publique, à Papeete, le 28 avril 2016.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 44 CESC du 17 décembre 2015 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 217 CM du 29 février 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de la santé et du travail le 29 mars 2016 ;
- Rapport n° 39-2016 du 29 mars 2016 de Mme Sylvana Puhetini, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 28 avril 2016.

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 1212 MET/SAU

Réf. : - Arrêté n° 4675 MET.AU.UOC du 10 juin 2015 ;
- Arrêté n° 3172 MET.AU.UOC du 20 avril 2016.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux de viabilisation des 3 lots n° 3, n° 4 et n° 5 en extension au lotissement industriel Jade sis à Papeete, le présent certificat est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 22 avril 2016.
Pour le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Le chef du service de l'urbanisme,
Bernard AMIGUES.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE PERIODE DU 18 AU 22 AVRIL 2016

COMMUNE DE ARUE

18 avril 2016

N° 14-662-4 MET.AU, Mlle Ketty Pons, parcelle cadastrée n° 635, section L, lot n° 5 de la résidence Matavai, construction d'une maison d'habitation (création d'une cuisine de 12 mètres carrés, distribution intérieure et modification de façades) ;

N° 16-202-3, M. Lionel Moe Tetainanuarii, parcelle cadastrée n° 347, section A, lot n° 5 de la terre Ahititera 2, sisé au PK 3,550, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-209-2, Mme Marie-France Hikutini, parcelle cadastrée n° 24, lot n° 7 du domaine Marcillac, sisé au

PK 3,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-270-2, M. Olivier Mou Choy, parcelle cadastrée n° 422, section E, lot b du domaine Tamahana, sise au PK 3,300, côté montagne, extension d'une maison d'habitation (garage couvert et local de rangement).

COMMUNE DE FAA'A

18 avril 2016

N° 15-953-3 MET.AU, M. Brando Leaou, parcelle cadastrée n° 912, section P, terre Tereva, parcelle 1 de la parcelle A2 du lot n° 2, sise au PK 5, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-232-2, M. Tamatea Tehaai, parcelle cadastrée n° 511, section M, 15 lot C du domaine Pamatai, quartier Bonet, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-233-3, M. Yohann Florentin, pour le compte de M. Louis Wane, représentant la SNC Pamatai Hills Moutain Rent, parcelle cadastrée n° 827, section V, lot n° 103 du lotissement Pamatai Hills, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-236-3, M. Philippe Vayssie et Mme Agnès Tenart, parcelle cadastrée n° 1242, section V, lot n° 313 du lotissement Pamatai Hills, construction d'une maison d'habitation.

20 avril 2016

N° 16-36-3 MET.AU, M. Philippe Guglielmo, pour le compte de M. Thomas Phelippeau et de Mme Axelle Guetta, parcelle cadastrée n° 27, section R, lot n° 7, lot n° 1 de la terre Tataraoahua, sise à Saint-Hilaire, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

18 avril 2016

N° 16-105-4 MET.AU, Mme Marie Evelyne Waymitan épouse Amaru, parcelle cadastrée n° 39, section R, terre Teraiti 1, lot n° 7 du lot n° 2, sise à Hitia'a, PK 41,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-177-4, M. Jean-Jacques Domingo, parcelle cadastrée n° 74, section AI, parcelle A de la terre Ahototuana 3, sise à Papenoo, PK 10, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE MAHINA

18 avril 2016

N° 16-201-2 MET.AU, M. Teva Doom, parcelle cadastrée n° 77, section K, lot n° 1 de la terre Tiritua, route de la pointe Vénus, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-256-2, Mme Solyna Adams née Teiva, parcelle cadastrée n° 8, section R, terre Teiriiri, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-268-2, M. Valentin Vanbastolaer, parcelle cadastrée n° 44, section L, lots n° 16 et n° 17 de la propriété Raveino, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

18 avril 2016

N° 15-282-2 MET.AU, Mme Ukura Haatani épouse Pittman, parcelle cadastrée n° 1, section ES, terre Amatie-

Rapae partie, sise à Paopao, Tiaia, PK 4, côté montagne, régularisation et reprise d'un terrassement ;

N° 15-811-4, M. Jimmy Siméon et Mlle Valérie Keophouangphet, parcelle cadastrée n° 156, section EN, terre Teamae 5, surplus partie, sise à Afareaitu, PK 7,200, côté montagne, rue Cook's Bay Center, construction d'une maison d'habitation, d'un bungalow et d'une piscine ;

N° 15-902-4, M. Vetea Thieme et Mlle Mateata Hutchinson, parcelle cadastrée n° 136, section RK, domaine Tiahura, lot n° 3, lot n° 10 D2 du lot n° 10, parcelle 3, sise à Haapiti, PK 28, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-928-4, Mme Tearai Amaru, parcelle cadastrée n° 99, section AI, lot n° 2, parcelle B de la terre Vaipua, sise à Afareaitu, PK 6,130, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-83-3, M. Cyril Heimana Bouvier, parcelle cadastrée n° 86, section A, terre Vaiairohi, partie de la parcelle D de la parcelle F, lot C ou lot n° 1, sise à Afareaitu, PK 7,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-85-3, M. Heiarii Teihotua, parcelle cadastrée n° 73, section EC, terre Hitiaa, partie lot n° 2A, sise à Paopao, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-192-4, M. Matu'i Mahatia, parcelle cadastrée n° 73, section HI, lot R2 du lotissement Pohiri, sise à Haapiti, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PAEA

18 avril 2016

N° 16-244-2 MET.AU, M. Patrik Tematafaarere, parcelle cadastrée n° 495, section AE, terre Teahoro 1 1A2, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PAPARA

18 avril 2016

N° 16-107-4 MET.AU, M. Riivarii Moeterauri, parcelle cadastrée n° 230, section AH, terre Paaiarepo surplus, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-197-2, Mlle Ingrid Mauri, parcelle cadastrée n° 146, section AH, lot A de la parcelle D de la terre Puhiaetae 1 et 2, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PAPEETE

22 avril 2016

N° 11-105-2 MET.AU.PPT, Société tahitienne des oléoducs, parcelle cadastrée n° 1 section ZD, zone industrielle de Fare Ute, construction d'une station marine (prorogation).

COMMUNE DE PIRAE

18 avril 2016

N° 16-193-3 MET.AU, M. Temauaiarii Frogier, parcelle cadastrée n° 275, section L, propriété Walker, parcelle, sise Fare Rau Ape, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PUNAAUIA

18 avril 2016

N° 16-11-3 MET.AU, M. Teavai Tirao et Mme Tetua Maueau-Kaua, parcelle cadastrée n° 694, section CI, terre

Aifaa-Vaiopuu Iti-Vaiopuu Rahi, parcelle I, partie lot C, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-104-4, Mlle Terapurearii Here Narissa Teriitehau, parcelle cadastrée n° 647, section L, propriété Pugbiet, parcelle B de la parcelle D1 du lot n° 4, sise au PK 11,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-106-4, M. Ariivaimato Beaumont, pour le compte de M. Emeric Viaris de Lesegno, parcelle cadastrée n° 111, section AL, résidence Taina lot n° 150, terrassement, ouvrage d'enrochement et construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-140-3, Mme Etetera Esther Teuira, parcelle cadastrée n° 91, section AI, terre Tiateitei 1, parcelle B, lot n° 4, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE MANIHI

18 avril 2016

N° 15-967-3 MET.AU.TG, Mlle Isabelle Dhollande, parcelle cadastrée n° 11, section H, terre Kihakiha 1, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-185-2, M. Mapuhokara Mario Faura, parcelle cadastrée n° 245, section H, terre Putotoro 6, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE RANGIROA

18 avril 2016

N° 16-216-2 MET.AU.TG, Mlle Eliza Tiria Temauri, parcelle cadastrée n° 37, section AD, terre Faaitini 3, sise à Tikehau, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-251-3, M. Taro Maraetefau, parcelle cadastrée n° 1553, section B, terre Orure, parcelle 3B, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE TAKAROA

18 avril 2016

N° 16-263-2 MET.AU.TG, Mme Charline Tutepairu Teotahi, parcelle cadastrée n° 138, section E, terre Teruruku, sise à Takapoto, construction d'une maison d'habitation OPH.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SNC TAHITI EXCHANGE
Société en nom collectif
au capital de 1 000 000 de francs CFP
RCS Papeete TPI 15 68 B
Siège social : Centre Lotus, Punaauia,
BP 3476, 98713 Papeete

Suivant délibération en date du 29 avril 2016, la collectivité des associés a, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du code de commerce, décidé la transformation de la société en société en nom collectif à compter du 1er mai 2016, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société.

La dénomination de la société, son objet, son siège, sa durée et la date de clôture et d'ouverture demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme d'un million de francs CFP. Il est divisé en cent parts sociales de dix mille francs CFP chacune.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Sous sa forme à responsabilité limitée, la société était gérée par M. Julien TORREGROSSA. Sous sa nouvelle forme, la société est gérée par Julien TORREGROSSA, demeurant à Punaauia, lotissement Te Tavake, BP 3476, 98713 Papeete (Tahiti) et Yves Buhagiar, demeurant à Punaauia, PK 15,900, BP 4512, 98713 Papeete (Tahiti).

Les associés en nom sont M. Julien TORREGROSSA, demeurant à Punaauia, lotissement Te Tavake, BP 3476, 98713 Papeete (Tahiti) et M. Yves BUHAGIAR, demeurant à Punaauia, PK 15,900, BP 4512, 98713 Papeete (Tahiti) propriétaires chacun de cinquante parts sociales.

Pour avis,
La gérance.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

PACIFIC PETROLEUM ET SERVICES
Société anonyme au capital de 666 036 000 F CFP
Siège : Papeete, 145, avenue du Chef-Vairataoa
RCS : Papeete n° TPI 84 166 B
(ancien numéro RCS 2236-B)

Avis de convocation

Les actionnaires de la société PACIFIC PETROLEUM ET SERVICES sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mercredi 25 mai 2016 à 10 heures, au siège social, à Papeete, 145, avenue du Chef-Vairataoa, immeuble Vodafone, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

**SOCIETE POLYNESIENNE DE TRANSPORT
ET DE STOCKAGE DES HYDROCARBURES
(SPDH)**
Société anonyme au capital de 100 000 000 de F CFP
Siège social : Papeete, Fare-Ute, zone récifale Est
RCS : Papeete n° TPI 86 115 B
(ancien numéro RCS 2817-B)

Les actionnaires de la SOCIETE POLYNESIENNE DE TRANSPORT ET DE STOCKAGE DES HYDROCARBURES (SPDH) sont convoqués en assemblée générale ordinaire

annuelle le mercredi 25 mai 2016, à 9 heures, à Papeete, 145, avenue du Chef-Vairaatoa, immeuble Vodafone, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

SEP USANG - CERAN - JERUSALEM
Avocats associés
483, boulevard Pomare, immeuble Moana Reva
BP 20329, 98713 Papeete

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 26 avril 2016 a été formée la société qui suit :

Dénomination : Société civile de participation 21001 - 2016 en abrégé SCP 21001 - 2016.

Siège social : Route de Tipaerui, Papeete Polynésie française, BP 4644, 98173 Papeete.

Durée : 99 années.

Objet social : La propriété, la gestion et la participation par tous moyens à toutes sociétés créées ou à créer ou ayant pour objet la réalisation ou l'exploitation d'infrastructures hôtelière, loisirs ou sportives ou industrielles dans le cadre des dispositions d'incitation fiscale à l'investissement telles qu'elles résultent notamment des dispositions des articles L. 911-1 et suivants du code des impôts de la Polynésie française ainsi que des dispositions du code général des impôts métropolitain.

Capital social : 100 000 F CFP divisés en 100 parts de 1 000 F CFP.

Gérance : M. Pierre BAUDRY, né le 12 octobre 1969 à Nogent-Sur-Marne et M. Nikolaz Roger André FOURREAU, né le 7 juin 1972 à Paris IIe arrondissement.

La société sera immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Tauniua CERAN-JERUSALEM.

SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON
Notaires associé
BP 13019, Moana Nui, 98717 Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé à Punaauia, le 2 mai 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : Société civile immobilière MORGAT ITL.

Siège social : Punaauia (Tahiti), lot B de l'ancien domaine de Papehuet (partie).

Objet social : L'acquisition, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, tous emprunts et garanties nécessaires à la réalisation de l'objet social et la prise de participation dans toutes sociétés.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Apports en numéraire : 150 000 F CFP.

Capital : 150 000 F CFP divisés en 150 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Arnaud QUENTRIC, demeurant à Paea (Tahiti).

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés. Toutes les autres cessions sont soumises à l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
Me Jeanne LOLLICHON,
Notaire associé.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

*Avis de décision confirmant partiellement
la recommandation de rétablissement personnel
sans liquidation judiciaire*

Le tribunal de première instance de Papeete ayant rendu la décision confirmant partiellement la recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire :

Date de la décision : 15 avril 2016.

Nom de famille du débiteur : PEA.

Prénoms : Nelson Iotua.

Date de naissance : 15 août 1965 à Papeete.

Commune de résidence : Teva I Uta.

Les déclarations de tierce opposition devront être adressées au greffe du tribunal de première instance de Papeete dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.

Date d'établissement de l'avis : 28 avril 2016.

Signature de l'expéditeur : Tribunal de première instance de Papeete.

Cachet du greffe : Greffe du surendettement.

Renseignements obligatoires mais non publiés : Dossier n° 15-00058, minute n° 12.

Greffé du tribunal de première instance de Papeete :
tél. : 40 41 55 77, fax : 40 41 55 03.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
Notaire à Papeete

SCA TAVIVI TAKUME PEARL
Société civile aquacole au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Takume, BP 15 Takume

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane MOUNIER, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti) le 23 mars 2016, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile aquacole.

Dénomination : SCA TAVIVI TAKUME PEARL.

Siège social : Takume, BP 15 Takume.

Objet : La pratique des activités de la mer, telles que l'aquaculture, la perliculture, les fermes nacrées, la conchyliculture, la pêche industrielle, la pêche artisanale. L'installation et l'exploitation de fermes perlières et plus généralement tout ce qui se rattache à la culture des perles. L'achat, la vente, la collecte, l'élevage, le greffage des nacrées et huîtres perlières, et la production nacrée et perlière. L'acquisition, la concession, la prise à bail, la mise en valeur de tous terrains, parcelles de terre ou zones maritimes nécessaires à la réalisation de l'objet. La construction de tous immeubles.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, répartis entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Gérance : M. Marcel TUHIVA-FORD.

Parts sociales - clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées, quel que soit le cessionnaire (même associé ou descendant ou ascendant du cédant) qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Stéphane MOUNIER,
notaire salarié

RAROIA PEARL PRODUCTS

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile aquacole.

Dénomination : RAROIA PEARL PRODUCTS.

Siège social : Raroia, Tuamotu, lieudit BB n° 6.

Objet : La pratique des activités de la mer telles que l'aquaculture, la perliculture, les fermes nacrées, la conchyliculture, la pêche industrielle et artisanale.

Durée : 99 ans.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Gérance : M. Mauro DOIMI, demeurant en Italie.

Cession de parts : Agrément pour toutes les cessions.

Immatriculation : Au RCS de Papeete.

TI AI MOANA
Société à responsabilité limitée
Capital : 1 000 000 F CFP
Siège social : Paea, PK 23,700, côté mer
BP 10439, 98711 Paea
RCS de Papeete n° 9083 B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2014, les associés, statuant dans le cadre des dispositions de l'article L. 223-42 du code de commerce, ont décidé de ne pas dissoudre la société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

SYNERGY PEARLS PEOPLE
Société à responsabilité limitée
au capital de 300 000 F CFP
Siège social : Papeete, angle rue Colette
et avenue du Prince-Hinoi

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT en date des 27 et 29 avril 2016, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : SYNERGY PEARLS PEOPLE.

Objet : L'achat, la vente et l'exportation de produits perliers bruts, finis ou montés et dérivés et plus généralement le négoce de tous produits perliers et articles de bijouterie. L'achat, la vente de tous produits, articles ou marchandises liés à la perle et plus généralement la vente de tout ce qui se rattache aux produits perliers. Toutes opérations de représentation, de commission et de courtage. La réalisation d'études, le conseil et toutes activités de recherches et de développement des produits perliers. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux

entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes.

Siège social : Papeete, angle rue Colette et avenue du Prince-Hinoui.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apports en nature : néant.

Apports en numéraire : 300 000 F CFP.

Capital social : 300 000 F CFP, divisé en 300 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 300 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérance : Mme Patricia LOUIS, demeurant à Punaauia, Punavai Montagne.

Cessions de parts sociales : Aux termes de l'article 13 des statuts, il a été stipulé que les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés y compris le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Immatriculation au registre du commerce : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Stéphanie BUIRETTE,
notaire associé.

Etude de Me Dominique DUBOUCH Notaire à Papeete

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane MOUNIER, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti) le 29 avril 2016,

La société dénommée MOANA SHOP, société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 000 F CFP dont le siège social est à Papeete, rue Gauguin, BP 5590 Pirae, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 93 136 B (278218),

A cédé à la société dénommée KDIS, *nom commercial* : MISTER LUNETTES, société à responsabilité limitée au capital social de 500 000 F CFP dont le siège social est à Arue, PK 4,900, côté montagne, centre commercial Rai'moana, lot n° 3, BP 14172 Arue, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 13 237 B (A 83375),

Un fonds de commerce de lingerie connu sous l'enseigne MOANA SHOP, exploité à Papeete, 24, rue Colette, pour l'exploitation duquel le cédant est régulièrement immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4880 B,

Moyennant le prix de *dix millions de francs CFP* (10 000 000 F CFP).

La jouissance a été fixée au 1er mai 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours en date de la dernière insertion, en l'étude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour première insertion,
Me Stéphane MOUNIER,
notaire salarié.

GREEN PACIFIC FISH
Société à responsabilité limitée
Capital social : 1 000 000 F CFP
Siège social : Route du cimetière, Vaiare, Moorea
RCS de Papeete TPI n° 10 309 B

Suivant procès-verbal en date du 30 janvier 2016, l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 janvier 2016 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur M. Edouard ANDRE, demeurant route du cimetière, Vaiare, Moorea, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé route du cimetière, Vaiare, Moorea, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis,

SASU POLYNESIE TRANSPORT
MANUTENTION & SERVICES
PTMS
SASU au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Taravao, route du château d'eau,
PK 60, BP 7216, 98719 Taravao,
RCS TPI n° 0243 B, n° TAHITI 679142,
Tél. : 87 77 11 77

Suivant procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique du lundi 25 avril 2016, de compétence extraordinaire :

- les comptes de liquidation présentés par le liquidateur ont été approuvés ;
- *quitus* de l'exécution de sa mission a été donné au liquidateur ;
- la clôture de la procédure amiable a été constatée à la date du 31 mars 2016.

Pour avis,
Le liquidateur,
Mme Régina CAMILLOS.

COMPAGNIE TOURISTIQUE POLYNÉSIEENNE

Société anonyme

au capital de 448 745 280 F CFP

Siège social : Ile de Moorea, Maharepa, PK 5,200, côté mer

RCS de Papeete n° TPI 01 40 B

(ancien RCS de Papeete n° 8144 B), n° TAHITI : 575621

Avis de publication

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2016, Mme Marie-Christine KALINOWSKI, demeurant 3, Promenade Roger-Laroque, 98800 Nouméa (Nouvelle-Calédonie), a été désignée en qualité d'administrateur, en remplacement de M. Christian KALINOWSKI, décédé.

Aux termes d'un procès-verbal du conseil d'administration du 28 mars 2016, Mme Marie-Christine KALINOWSKI a été désignée en qualité de présidente, en remplacement de M. Christian KALINOWSKI, décédé, et M. Jean-Marc BRUEL a été reconduit dans ses fonctions de directeur général.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION TAHITI ORA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(22 avril 2016)

Présidente : ROBINSON Tumata
Secrétaire : GARRIGOU Roland
Trésorière : GARRIGOU Isabelle

**COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE DES JEUNES
ADOLESCENTS DE AOU'A - PAEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(21 mars 2016)

Présidente : MOORIA Haamoura
Secrétaire : BOURNE Edouard
Trésorier : RUA Ohu

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT
VAIOU AIFA****RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE SYNDIC :**

SARL SOGIMMO Polynésie

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL SYNDICAL :

(27 avril 2015)

Présidente : GARDELLA Catherine
Vice-président : TAPETA Brigitte
Secrétaire : TAAMINO Clémentine
Trésorier : PEYTERMANN Boris
Membres assesseurs : AVAE Caroline
LIU SUI FUNG Rose
YUMAIN Angélo

ASSOCIATION TAMARII DANIELA NO PATIO TAHAA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(19 avril 2016)

Présidenté : VANE Moea
Vice-président : FARAHEI Gladys
Secrétaire : TARUIA Evangéline
Secrétaire adjoint : HIOTUA TEAHUI
Ariimauroaroanuiteraiatea
Trésorière : HAAPA Augustine
Trésorière adjointe : HIOTUA TEAHUI Heiarii

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 32 du 19 avril 2016 à la page 4225.

ASSOCIATION TE TIARE HINANO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(1er avril 2016)

Présidente : WATTEZ Tuia
Vice-présidente : TEURU Lindsay
Secrétaire : WATTEZ Lionel
Secrétaire adjointe : UTIA Aurélie
Trésorière : VANAA Marguerite
Trésorière adjointe : TEHAHE Taupega

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TIARE ITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(22 mars 2016)

Présidente : TCHEN Joséphine
Vice-présidente : POULAIN Martine
Secrétaire : FOGLIA Jean-Claude
Trésorière : RICHMOND Iris
Membres : MONTLAHUC Olivier
BIBES Gérard

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT AREVAREVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 mars 2016)

Président : NICOLET Martial
Vice-président : TRESCINSKI Marc
Trésorier : LUSSAN Jean-Victor
Membres : OREMPULLER Joël
FOUAL Eric
LIVINE Christine
CHARREARD Maryam
TAPIA Gustave

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT LOTUS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 mars 2016)

Président : CLAVERIE Claude
Vice-présidents : LABADIE Pierre
LESSENE Stéphane
Membres : VERCAUTEREN Jean-Louis
DUMAS Gérard

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TAHARAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 mars 2016)

Président : DENIS Bernard
Vice-président : GODARD Hervé
Secrétaire : TEROROTUA Wanda

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT MAREVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 février 2016)

Présidente : FOUG SUNG Eileen
Assesseeurs : SAVOIE Marielle
HOTZ Pierre

ASSOCIATION TAAPUNA SURF CLUB PUPU HORUE TAAPUNA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2016)

Président d'honneur : SHIGETOMI Jean-Christophe
Président : TEIHOTU Lionel
Vice-président : DEXTER Firmin
Secrétaire : CHANZY Patrice
Secrétaire adjoint : PAHAPE Steven
Trésorier : ENDO Tauhere
Trésorier adjoint : VILLET Wilfred

FEDERATION TAHITIENNE DE SURF

Modification de statuts
(24 février 2016)

La fédération a modifié les articles 1er, 9 et 18 de ses statuts.

Elle a aussi pour objet le handboard, le skimboard, le paddle surf et race et le stand-up paddleboard surf et race.

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 23 du 18 mars 2016, à la page 3026.

FEDERATION TAHITIENNE DE NATATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 février 2016)

Président : SOMMERS Michel
Vice-président : LEQUEUX Didier
Secrétaire : TOUMANIANTZ Vadim
Secrétaire adjoint : RAOULX Carol
Trésorier : CHANGUES Moana
Trésorier adjoint : DUPONT François

FEDERATION TAHITIENNE DE NATATION

Modification de statuts
(7 avril 2016)

La fédération a modifié et complété ses statuts.

ASSOCIATION HAAMENE VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2016)

Président d'honneur : RODIER Pascal
Président : CHONGAUD Joseph
Vice-président : MOEINO William (sénior)
Secrétaire : FAATEREHIA Cédric
Secrétaire adjoint : MOEINO Yannick
Trésorière : HURIA Christiane
Trésorier adjoint : TAEREA Patrick
Assesseeur : HURIA-PUUPUU-
PLAZANET Angéli
Commissaire aux comptes : TUARAE-TAUAROA Alain

ASSOCIATION MOOREA EVENTS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 avril 2016)

Président : KECK Manuarii
Secrétaire : TUIHO Mataaratoa
Trésorier : TEFAATAU Tuatahi

DISTRICT DE PETANQUE DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 2016)

Président : KOMOE Laurent
Vice-président : TEIKIHAKAUPOKO Jérôme
Secrétaire : TEKOHUOTETUA Justine
Secrétaire adjointe : TEIKITUTOUA Christiane
Trésorier : TEIKIHAKAUPOKO Joseph
Trésorière adjointe : TEKOHUOTETUA Marie-Joseph

**ASSOCIATION GREEN WARRIORS - LES VERTS DE
TAHITI BEACH SOCCER**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 mars 2016)

Président : SOUCHE Michel
Secrétaire : SCHNEIDER Charles
Trésorier : ROSSONI Heimana

**ASSOCIATION SPORTIVE MULTISPORTS
HITIAU DE RIMATARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 avril 2016)

Président : IOTUA Pita
Vice-président : IOTUA Aunui
Secrétaire : LIGTHART Ileana
Secrétaire adjoint : SALOMON Tehio
Trésorier : TERITUA Rautoa
Trésorier adjoint : TEPUI Tetera
Assesseurs : TEPUI Georges
TERITUA Maverani
TERITUA Ehuta

ASSOCIATION FOLKLORIQUE TAMARII PAPETOAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 janvier 2016)

Président : TERAITUA Levy
Vice-présidente : METUA Nathalie
Secrétaire : TAUFYA Yasmina
Secrétaire adjointe : TEHAHE Ariimihi
Trésorière : ROIHAU Rava
Trésorière adjointe : TEIHOTAATA Mia

ASSOCIATION SPORTIVE IMUA NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2016)

Présidente : VILLIERME Sonia
Vice-président : MAIRE Mataiarii
Secrétaire : CHAPELIER Jérôme
Trésorier : MAURT Christophe
Trésorière adjointe : SCIBILLIA Florence

ASSOCIATION TE PARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2016)

Président : MAILLE André
Vice-présidente : BAMBRIDGE Maiana
Secrétaire : ANASTAS Merehau
Secrétaire adjointe : ITAE-TETAA Heiura
Trésorier : CHOMER Didier
Trésorier adjoint : COWAN Eddie
Membres : DUMONT Daniel
LY YEN FOCK Reva
HELME Tumata

ASSOCIATION TAGIHIA.SUB TEAM PITO-HITI / PAPENOO
(Récépissé n° W9P1000502 du 6 janvier 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 mars 2016 l'ASSOCIATION TAGIHIA.SUB TEAM PITO-HITI/PAPENOO régie par la loi 1901.

Elle a pour objet :

- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes à l'insertion sociale, professionnelle, économique, sportive et culturelle de la jeunesse ;
- l'organisation, la promotion, le développement, l'initiation à la pêche :
 - sportive et de plaisance en mer et en bord de mer... ;
 - hauturier et lagonnaire... ;
 - la sauvegarde et la protection du milieu maritime... ;
 - le respect de la législation de la pêche et l'environnement... ;
 - de favoriser et de développer l'activité de la chasse sous-marine... ;
 - de participer aux actions préventives de l'environnement tant sur la faune et la flore... ;
 - de former ses adhérents et ses membres, (vie associative, sportive, éducative, préventive...) ;
 - d'organiser des déplacements afin d'aboutir à des rencontres et échanges sportifs... ;
 - d'organiser toute manifestation autofinancière permettant la prise en charge des œuvres de l'association (cinéma, soirée dîner dansant, journée corporative, vente de plats, buvette...) ;
 - l'organisation de toute activité ayant pour but de resserrer les liens amicaux et associatifs entre ses membres...

Son siège social est fixé à Papenoo, PK 16,900, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : TIARE Hjalmar
Secrétaire : TEUHI Cyprien
Trésorier : RUA Tagihia

ASSOCIATION TETOOFA HURA*(Récépissé n° W9P1000601 du 26 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 16 avril 2016 l'ASSOCIATION TETOOFA HURA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches suscitées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Mahina, Hiti Mahana.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: WONG-SANG Albertine
Vice-présidente	: FAATOMO Thilda
Secrétaire	: WONG-SANG Louise
Secrétaire adjointe	: WONG-SANG Taina
Trésorière	: TOOMARU Alice
Trésorier adjoint	: SEINO Heimata

ASSOCIATION O FANA HEI HERE*(Récépissé n° W9P1000556 du 15 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 9 mars 2016, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'ASSOCIATION O FANA HEI HERE régie par la loi du 1er juillet 1901

L'association a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune.

L'association se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres tels que

(salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse, journées de la pêche) en Polynésie française et à l'étranger ;

- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Faaone, PK 51, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HARGOUS Odile
Secrétaire	: GUILLOUX Jordan
Trésorier	: GUILLOUX James

ASSOCIATION TEROO TEMATA ROO A PARAU ET TAAROURU A MOOTUA*(Récépissé n° W9P1000623 du 28 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 6 mars 2016 l'ASSOCIATION TEROO TEMATA ROO A PARAU ET TAAROURU A MOOTUA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet :

- de défendre les intérêts en tous genres des branches familiales issues de la lignée de Teroo Temata Roo a PARAU et Taarouru a MOOTUA ;
- de représenter la lignée et assurer la défense de ses intérêts dans l'établissement des actes de notoriété et dans toutes démarches relatives à la succession des ascendants de Teroo Temata Roo a PARAU et Taarouru a MOOTUA, à savoir :
 - Paora a PARAU, son père ;
 - et tout autre ascendant de la lignée.
- d'entretenir les liens familiaux et le partage des connaissances.

A cette fin, l'association récoltera les fonds et exécutera toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association : actes de notoriété, toutes démarches administratives et judiciaires, déplacements en Polynésie et en Nouvelle-Zélande ou dans d'autres destinations où se trouvent les biens appartenant aux ascendants ci-dessus nommés.

Son siège social est fixé à l'avenue du Régent-Paraita, quartier Puea, lot n° 131.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	PARAU Silifu
Vice-présidents	:	TEAUROA Moeiti PARAU Elina
Secrétaire	:	PARAU Danny
Secrétaires adjointes	:	PARAU Sylvie CUNEO Crystal
Trésorier	:	PARAU Teroo
Trésorière adjointe	:	PARAU Gisèle
Commissaires aux comptes	:	ARII Maimiti TEAUROA Heimata
Assesseurs	:	PARAU Nathalie ARII Parmella TEAUROA Nadine

ASSOCIATION ARTISANALE POEHEREHIA

(Récépissé n° W9P1000603 du 26 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 avril 2016 l'ASSOCIATION ARTISANALE POEHEREHIA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des fédérations et associations affiliées :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre les mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en se formant dans le secteur artisanal et administratif ;
- en formant des personnes susceptibles d'être dans ce milieu professionnel ;
- en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé à la Mission, vallée des Lilas n° 6.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	AMO Huguette
Présidente	:	TEUIRA Huguette
Secrétaire	:	TEUIRA Tuihani
Trésorier	:	TEUIRA Etana
Assesseur	:	TEUIRA Stellio

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LES TERRASSES DE MIRI

Extraits de statuts

Il est créé le 1er janvier 2016 un syndicat des copropriétaires dénommé SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LES TERRASSES DE MIRI.

Il a pour objet la conservation de l'immeuble et l'administration des parties communes.

Son siège social est fixé au lotissement Miri, PK 9,500, côté montagne, à Punaauia, résidence Les Terrasses de Miri.

Le syndic désigné est la Sogeco, BP 40198 Fare Tony, 98713 Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	La SARL TDM
Vice-présidente	:	TEAVAI Tehea
Trésorière	:	SNC Miri 395

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE FARE ATA

Extraits de statuts

Il a été créé le 19 juin 1990 un syndicat des copropriétaires ayant pour dénomination SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE FARE ATA.

Il a pour objet la conservation de l'immeuble et l'administration des parties communes.

Son siège social est situé au quartier Orovini, route Dumont-d'Urville à Papeete, résidence Fare Ata.

Sa durée est illimitée.

Une assemblée générale a été faite le 26 avril 2016 où a été désigné comme syndic la SOGECO (BP 40198 Fare Tony, 98713 Papeete).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	PRUD'HOMME Christian
Membres	:	BARRA Laurent PROIA David ALARCON Stéphane

ASSOCIATION TE RIMA OROKURA*(Récépissé n° W9P1000455 du 29 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 13 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TE RIMA OROKURA.

Elle a pour objet la recherche de fonds pour financer les actions de l'association et de développer l'agriculture.

Son siège social est fixé au village de Rikitea, 98755 Mangareva.

Sa durée est limitée à 2 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PAHEO Léon
Vice-présidente	: TEKOPUNUI Tiripa
Secrétaire	: TESSIER Koelani
Secrétaire adjointe	: MAHAA Manaia
Trésorier	: MATEROURU Pierre
Trésorière adjointe	: WONG PAN SING Lydie

ASSOCIATION FAANO*(Récépissé n° W9P2000181 du 21 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 27 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION FAANO.

Elle a pour but la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à contribuer au développement des activités agricoles, à aider les membres à s'insérer dans la vie active et à resserrer les liens de fraternité entre les associés.

Son siège social est fixé à la mairie de Opoa.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RATIA Serge
Vice-président	: MAC DOUGALL Michel
Secrétaire	: RAIARII Heimoana
Secrétaire adjoint	: MANATE Heipua
Trésorière	: RATIA Josiane
Trésorière adjointe	: HOLMAN Heirani

ANNONCES MARCHES PUBLICS**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
EPIC Vaipu, commune de Papara**

Mode de passation : Appel d'offres ouvert passé conformément au code des marchés publics (articles 295 et suivants) applicable aux communes de Polynésie française et à leurs établissements publics (version du 15 février 1981).

Objet du marché : Mission de maîtrise d'œuvre relative à des travaux hydrauliques sur le réseau de la commune de Papara.

Délai : Les délais de réalisation des études sont laissés à la libre appréciation du soumissionnaire.

Il devra les indiquer dans l'acte d'engagement.

Obtention du dossier : A commander par courriel auprès de Mlle Cindy Leroux, chargée administrative et financière de l'EPIC : cindy.vaipu@gmail.com.

Le dossier sera remis gratuitement au soumissionnaire et envoyé par courriel.

Date et heure limites de réception des offres : Vendredi 10 juin 2016 avant 11 heures.

Lieu de remise des offres : EPIC Vaipu, à Papara.

Délai validité de l'offre : 120 jours.

Critères pour l'attribution du marché : Article 300 du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française et à leurs établissements publics (version du 15 février 1981) et critères additionnels figurant dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

Renseignements auprès de : Cindy Leroux, chargée administrative et financière ou au 40 54 50 60.

Date d'envoi à la publication : Mardi 3 mai 2016.

Le directeur,
Vairupe PEREZ.

RECEPTION DES ANNONCES
pour publication au *Journal officiel* de la Polynésie française
pour l'année 2016

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

SAUF pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
37	Vendredi 6 mai	Lundi 2 mai	Jeudi 5 mai (Ascension)
38	Mardi 10 mai	Mercredi 4 mai	
40	Mardi 17 mai	Mercredi 11 mai	Lundi 16 mai (Pentecôte)
53	Vendredi 1 ^{er} juillet	Lundi 27 juin	Mercredi 29 juin (Autonomie)
57	Vendredi 15 juillet	Lundi 11 juillet	Jeudi 14 juillet (Fête nationale)
58	Mardi 19 juillet	Mercredi 13 juillet	
66	Mardi 16 août	Mercredi 10 août	Lundi 15 août (Assomption)
88	Mardi 1 ^{er} novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 ^{er} novembre (Toussaint)
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.

TARIFSdu *Journal officiel* de la Polynésie française

en F CFP	Polynésie française (TTC)	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel	13 533	26 604

ETAT RECAPITULATIF DES PUBLICATIONS DU JOPF POUR L'ANNEE 2015

N°			Date	Pages	N°			Date	Pages	N°			Date	Pages									
				Report	3 346				Report	7 644				Report	12 916								
1	02/01/2015	60	28	07/04/2015	84	55	10/07/2015	188	85	23/10/2015	264												
2 + NC	06/01/2015	108	16 NS	09/04/2015	12	31 NS	10/07/2015	12	86	27/10/2015	108												
1 NS	08/01/2015	56	29	10/04/2015	92	56	14/07/2015	100	43 NS	29/10/2015	16												
3	09/01/2015	124	30 + NC	14/04/2015	48	32 NS	16/07/2015	28	87 + NC	30/10/2015	164												
4	13/01/2015	136	17 NS	14/04/2015	8	57 + NC	17/07/2015	196	88	03/11/2015	152												
2 NS	15/01/2015	24	18 NS	16/04/2015	64	58	21/07/2015	160	44 NS	05/11/2015	52												
5	16/01/2015	92	31 + NC	17/04/2015	80	59	24/07/2015	108	89 + NC	06/11/2015	184												
6	20/01/2015	104	32	21/04/2015	88	60 + NC	28/07/2015	188	90 + NC	10/11/2015	224												
3 NS	22/01/2015	28	33 + NC	24/04/2015	162	33 NS	30/07/2015	80	45 NS	12/11/2015	4												
7	23/01/2015	92	34	28/04/2015	120	61 + NC	31/07/2015	124	91	13/11/2015	144												
8	27/01/2015	116	35	01/05/2015	84	62	04/08/2015	52	92 + NC	17/11/2015	100												
4 NS	29/01/2015	24	36 + NC	05/05/2015	164	34 NS	06/08/2015	2	46 NS	17/11/2015	4												
9 + NC	30/01/2015	124	19 NS	07/05/2015	208	63 + NC	07/08/2015	136	47 NS	19/11/2015	28												
5 NS	02/02/2015	36	37	08/05/2015	148	64 + NC	11/08/2015	86	93	20/11/2015	228												
10 + NC	03/02/2015	70	38	12/05/2015	172	35 NS	13/08/2015	4	94 + NC	24/11/2015	140												
6 NS	03/02/2015	8	20 NS	14/05/2015	8	65	14/08/2015	220	48 NS	26/11/2015	4												
11 + NC	06/02/2015	60	39 + NC	15/05/2015	120	66	18/08/2015	228	49 NS	26/11/2015	12												
12 + NC	10/02/2015	96	40	19/05/2015	64	36 NS	20/08/2015	124	95 + NC	27/11/2015	148												
13 + NC	13/02/2015	160	41	22/05/2015	148	67 + NC	21/08/2015	188	96	01/12/2015	184												
14	17/02/2015	64	42 + NC	26/05/2015	76	68	25/08/2015	116	50 NS	01/12/2015	4												
7 NS	19/02/2015	56	21 NS	28/05/2015	88	69	28/08/2015	212	97	04/12/2015	208												
15	20/02/2015	112	22 NS	28/05/2015	12	70 + NC	01/09/2015	64	98	08/12/2015	92												
8 NS	23/02/2015	20	43 + NC	29/05/2015	180	71	04/09/2015	140	51 NS	10/12/2015	120												
16	24/02/2015	88	44 + NC	02/06/2015	68	72	08/09/2015	148	52 NS	10/12/2015	12												
9 NS	24/02/2015	4	45	05/06/2015	112	73	11/09/2015	288	99 + NC	11/12/2015	244												
10 NS	25/02/2015	8	23 NS	08/06/2015	120	74	15/09/2015	128	53 NS	14/12/2015	4												
17 + NC	27/02/2015	128	46	09/06/2015	64	37 NS	16/09/2015	128	100	15/12/2015	168												
18	03/03/2015	108	24 NS	11/06/2015	4	38 NS	17/09/2015	100	101 + NC	18/12/2015	168												
19	06/03/2015	108	25 NS	11/08/2015	4	75	18/09/2015	144	54 NS	18/12/2015	72												
11 NS	06/03/2015	84	47	12/06/2015	156	76	22/09/2015	120	102	22/12/2015	80												
20	10/03/2015	108	48 + NC	16/06/2015	108	77 + NC	25/09/2015	156	55 NS	23/12/2015	16												
12 NS	12/03/2015	64	26 NS	18/06/2015	220	78	29/09/2015	128	103	25/12/2015	108												
21	13/03/2015	144	49	19/06/2015	176	79 + NC	02/10/2015	236	104 + NC	29/12/2015	328												
22 + NC	17/03/2015	76	50	23/06/2015	184	80	06/10/2015	84	56 NS	30/12/2015	52												
23 + NC	20/03/2015	136	27 NS	25/06/2015	68	81 + NC	09/10/2015	308	57 NS	30/12/2015	228												
24 + NC	24/03/2015	112	28 NS	25/06/2015	4	39 NS	09/10/2015	4	58 NS	31/12/2015	268												
13 NS	26/03/2015	12	51	26/06/2015	244	82	13/10/2015	104	59 NS	31/12/2015	196												
25	27/03/2015	224	29 NS	26/06/2015	8	40 NS	15/10/2015	80	60 NS	31/12/2015	88												
14 NS	30/03/2015	8	52	30/06/2015	80	41 NS	15/10/2015	16	61 NS	31/12/2015	148												
26	31/03/2015	64	53 + NC	03/07/2015	236	83	16/10/2015	208															
15 NS	02/04/2015	4	30 NS	06/07/2015	4	84	20/10/2015	132															
27 + NC	03/04/2015	96	54	07/07/2015	208	42 NS	21/10/2015	4															
Sous-total			3 346			Sous-total			7 644			Sous-total			12 916			Total général			17 680		
104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages																							
Bureau commercial :																							
Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf																							
Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf																							